

Ce numéro de Carré Rouge est un peu différent de la plupart de ceux qui l'ont précédé, notamment depuis un an. A très peu d'exceptions près (l'article de Jean-Philippe Dives sur Seattle, celui de Pierre Sauve sur AT-TAC et la courte contribution de Bernard Friot qui met les points sur les i à propos de la nature de l'épargne salariale) les articles de ce numéro ne portent pas sur l'actualité immédiate, encore moins sur la situation politique actuelle en France. Plusieurs articles (ceux de Cyril Soler et de Janos Borovi notamment) poursuivent la discussion sur des questions relatives à la démocratie et aux relations entre la forme parti et le mouvement autonome des travailleurs, qui ont été entamées dans des numéros antérieurs de Carré Rouge ou exposées lors des Journées d'étude organisées en 1999.

Beaucoup d'articles, d'autre part, ne dissimulent pas leur caractère de réflexion suscitée par des lectures. Dans certains cas il s'agit de livres qui viennent d'être publiés (le livre sur les ouvriers de Peugeot et leurs enfants à Sochaux-Montbéliard de Stéphane Beaud et de Michel Pialoux, celui de Loïc Wacquant sur le système carcéral américain, celui d'Eric Hobsbawm présentant sa synthèse de l'histoire du court XX^e siècle. Dans d'autres cas, il s'agit de livres un peu plus anciens qui n'ont pas fait l'objet de discussion dans les organisations dont nous venons les uns et les autres lors de leur parution (c'est le cas pour Les origines du totalitarisme d'Hannah Arendt et en particulier pour sa troisième partie, Le système totalitaire qui porte sur le nazisme, mais aussi sur le stalinisme).

Ces lectures et les discussions qu'elles ont commencé à susciter

entre les rédacteurs de Carré Rouge correspondent d'un côté à une conviction majeure et de l'autre à une préoccupation qui est devenue toujours plus sérieuse et pressante. La conviction, c'est que les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont vu la fin d'une période (longue phase de la lutte des classes, période historique aux traits reconnaissables) et que c'est maintenant dans des conditions politiques, mais aussi «sociologiques» nouvelles, peut-être même tout à fait nouvelles, en tout cas très différentes de celles des quatre-vingt dernières années, que la lutte des classes va se poursuivre. Car nous en revenons à l'essentiel : «La lutte de classes ne connaît pas d'interruption», car elle a sa genèse dans l'antagonisme insurmontable entre le capital et le travail. Les salariés organisés politiquement sont le pivot de la lutte que la société tout entière doit mener contre les agressions sans cesse renouvelées qui viennent du patronat, mais aussi de partis politiques et de gouvernements qui ont fait leur la religion de l'argent et de la marchandise, de la propriété privée des moyens de production et de tous les rapports sociaux qu'elle suppose. Mais cette lutte des classes ne sera plus la même : parce que l'effondrement de l'URSS n'a pas été marqué par une révolution politique dirigée par les ouvriers, mais a conduit immédiatement à une restauration capitaliste qui a mis fin à la période ouverte par la révolution d'Octobre ; parce que le capitalisme, sans changer de nature (car il ne le peut pas) a néanmoins transformé ses formes d'extraction et de centralisation de la plus-value, et a mis au point des méthodes de domination internationale qui ne sont plus identiques en tout point aux précédentes,

et qui appellent des réponses nouvelles. La fin de tout espoir en une sortie du «socialisme réel» «vers le haut», historiquement progressive, tout autant que la mondialisation du capital à dominante rentière et la mainmise toujours plus étroite du capitalisme sur les résultats de l'activité scientifique et technologique, créent, pris ensemble, une période nouvelle. C'est là une réalité dont les ouvriers de Peugeot à Sochaux ont pris conscience parce qu'ils en ont déjà lourdement subi les effets. C'est là une réalité à laquelle les enseignants sont confrontés quotidiennement et dont le ministre Allègre exploite toutes les possibilités avec une minutie cynique, en tablant sur le désarroi de toute une profession formée pour l'essentiel dans une période très différente de la nôtre. Apprécier tout cela, chercher à le comprendre au moins partiellement et commencer à en dégager des axes de réflexion : telle est la raison d'être de beaucoup d'articles qui se fondent sur des travaux qui peuvent nourrir le processus d'appropriation de la nouveauté sociale.

Venons-en à cette préoccupation, devenue toujours plus sérieuse et pressante, dont nous avons parlé plus haut. Elle concerne le stalinisme. Il est mort avec l'URSS, mais ses effets sont omniprésents. Parce qu'il semble avoir disparu avec l'URSS, la réaction assez répandue est de ne plus en parler dans les rangs de la gauche révolutionnaire. L'adversaire de classe et ceux qui se sont rangés de son côté ne se prirent pas. Ils créent des situations où pour ne pas paraître faire son jeu, on remet la discussion à plus tard, c'est-à-dire aux calendes grecques ... Mais on ne peut se dérober : la crise du PCF, qui n'en finit pas de som-

Maintenant que les lois Aubry ont été votées et que le patronat peut en exploiter les dispositions pour flexibiliser, annualiser, casser toutes les dispositions dans les conventions collectives en exploitant la fois ce qui est inscrit dans les lois et ce qui ne l'est pas (voir la situation des cadres), l'offensive du MEDEF et du gouvernement Jospin s'est déplacée vers deux nouveaux terrains. Le premier est celui de la «renégociation de la politique contractuelle» où le MEDEF a parfaitement compris qu'il a la voie libre pour tenter d'obtenir des confédérations qu'elles collaborent avec lui pour achever la destruction de l'ensemble du dispositif de socialisation du salaire (assurances maladie, retraite, chômage) si durement gagné par les travailleurs. Le second est celui de l'épargne salariale. Ici Les Echos soulignent qu'elle «a le vent en poupe» en dépit de la décision de Jospin de surseoir à légiférer pour l'instant. Bercy a des projets dont le ministère des Finances révèle le contenu à petites gouttes aux journalistes. Au sein de la «majorité plurielle», la direction nationale du PCF et son groupe parlementaire sont partis en flèche pour se faire les laudateurs et les défenseurs inconditionnels de systèmes d'actionnariat salarié qui lient étroitement les salariés au capital (voir le rapport rédigé par ses deux députés du 93, Jean-Pierre Brard et Daniel Feurtet, dont Le Monde a révélé le contenu dans son édition du vendredi 18 février).

Bernard Friot vient de publier dans Les Temps Modernes de janvier-mars 2000 un très important article intitulé «Pour un imaginaire communiste du salaire» sur lequel nous reviendrons avec lui prochainement. Il faut lire cet article passionnant tout entier, parce que, comme son titre l'indique, il touche aux questions les plus fondamentales du programme anti-capitaliste et du projet politique et social libérateur qui sous-tend celui-ci. Dans l'urgence et par rapport aux deux questions qui sont devenues centrales dans le «débat social», il nous a autorisé à publier l'extrait suivant.

A propos de la «solidarité nationale» dont le MEDEF s'est emparée et de l'épargne salariale

RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES ET RHÉTORIQUE DE LA «SOLIDARITÉ NATIONALE»

«Le capital, en tout cas dans les pays comme le nôtre, développe une stratégie opportuniste selon les opportunités que lui offre l'affrontement

de classes. Il s'engouffre dans les trous de la résistance, construit la collaboration.

Ainsi, la capacité dans laquelle ont été les dirigeants du patronat d'invoquer la solidarité nationale pour légitimer la mutation qu'a connue depuis

les années quatre-vingts la rémunération de travailleurs à qui l'accès au salaire socialisé a pu être refusé est, rétrospectivement, stupéfiante.

Stupéfiante pour ses résultats. La population cobaye a été celle des jeunes à propos du flux des emplois. Depuis 1977 et le premier ensemble de mesures dites «en faveur de l'emploi» des jeunes, des dispositifs concernant au départ quelques cibles (les 16-18 ans par exemple) en marge de l'emploi (les «stagiaires de la formation continue» qu'étaient les tucistes de 1984) pour des courtes durées (trois mois ou six mois éventuellement renouvelables) ont été généralisées à l'ensemble des embauches au point que le salaire des nouveaux entrants sur le marché du travail a été considérablement réduit, pour des périodes de plus en plus longues : qu'on considère par exemple les cinq ans de SMIC des emplois-jeunes dont plus de 40 % ont au moins bac+2 et toucheraient des salaires très supérieurs si leur qualification était reconnue. La percée faite «en faveur de l'emploi» des jeunes a été très vite utilisée pour y engouffrer les chômeurs, d'abord «les chômeurs de longue durée» inventés comme catégorie administrative en 1986 : ils ont été les vecteurs involontaires de la transformation des «dépenses passives» en «dépenses actives pour l'emploi» qui les a laissés sans indemnisation de l'UNEDIC mais incités à accepter des emplois précaires dont la très mauvaise rémunération était organisée par la puissance étatique.

Et au-delà du flux des jeunes et des chômeurs, c'est finalement le stock des emplois qui a été l'objet d'une réduction massive des salaires : les exonérations de cotisation patronale sur les salaires inférieurs à 1,3 fois le SMIC, selon un dispositif de la loi Gi-

raud de l'automne 1993 repris dans la première loi sur les 35 heures, ont été étendues avec la seconde loi sur les 35 heures aux salaires compris entre 1,3 et 1,8 fois le SMIC, ce qui revient à transmuier l'appauvrissement des travailleurs en «croissance riche en emplois» par le coup de baguette magique des concepteurs de la communication des ministères et caisses concernés (dont les responsables de cabinets-conseils perçoivent eux, faut-il le préciser, des rémunérations substantielles).

Stupéfiante aussi pour ses effets dans l'ordre des représentations. On s'en tiendra à l'exemple de la grossière manipulation de la statistique du chômage des jeunes par confusion volontairement entretenue entre taux et poids du chômage. Lire un taux de chômage de 25 % comme le fait qu'un jeune sur quatre est au chômage (alors que 30 % seulement des jeunes sont actifs et donc 7,5 % au chômage) a été décisif pour faire passer dans l'opinion les mesures qui ont empêché les jeunes d'accéder au salaire normal. Le consensus sur une proposition dont chacun pouvait constater la fausseté en regardant autour de lui la situation des 18-25 ans montre le degré d'hégémonie de la thématique de la solidarité nationale comme substitut du droit au salaire. La large acceptation de tous les autres pseudo-arguments (mondialisation, insuffisance des postes à faible qualification, etc.) qui accompagnent l'invalidation de populations parfaitement valides relève de cette hégémonie.

LE REMPLACEMENT DU SALAIRE PAR DES PRODUITS FINANCIERS

C'est à l'hégémonie aussi qu'opère l'entreprise symétrique de remplacement du salaire par la rente, beaucoup moins avancée dans les faits que la fiscalisation (aussi bien n'en

ferai-je pas ici l'inventaire), mais en progrès très rapide dans les têtes. Qu'on mesure la chape de plomb qui s'est posée dans le débat sur l'avenir des retraites depuis le Livre blanc publié par Rocard en 1991. Que les arguments accumulés pour prouver la non viabilité à terme d'un financement des pensions par le seul salaire, ou pour montrer les intérêts d'une accumulation complémentaire aux régimes en répartition, aient été régulièrement pulvérisés ne lézarde qu'à la marge le consensus inepte sur «le problème des retraites». Toutes les réformes mettant en cause l'indexation des pensions sur les salaires et leur calcul à partir du meilleur salaire d'activité, et toutes celles qui visent à bien séparer les prestations contributives des non contributives, bref ce durcissement du lien entre salaire et travail contraint, s'appuient sur le vieil imaginaire du «salaire différé» et de la retraite comme contrepartie du travail passé des pensionnés.

Evidemment, la suite logique d'une telle position est la préconisation de l'organisation systématique de l'épargne salariale, et là encore la stupéfiante rapidité du ralliement à cette thématique d'organisations syndicales qui lui étaient traditionnellement hostiles montre qu'elle est actuellement hégémonique. Le propre de l'hégémonie est que tous les arguments qui y renvoient sont bons. Qu'on songe au curieux brouet qu'avait concocté Dominique Strauss-Kahn avant son départ précipité du ministère des finances. Dans un entretien à Liaisons sociales, il énonçait ainsi sa vision de la répartition : «La façon dont les salariés sont associés aux résultats de leur entreprise correspond à une vision de la vente de la force de travail datant du XIX^e siècle dans laquelle

les salariés, au nom de leur statut face au capital, sont systématiquement écartés des résultats. Il faut donc s'attaquer à la répartition des revenus primaires. La participation, l'intéressement, le plan d'épargne d'entreprise, l'actionnariat des salariés et les stock-options créent des inégalités considérables dans les entreprises. Il faut mettre en place un système qui associe les salariés au résultat auquel ils ont contribué et qui n'était pas obligatoirement prévisible. Car, en théorie, s'il n'y avait pas erreur d'anticipation, le salaire devrait incorporer à l'avance les résultats attendus de l'activité du salarié. Cependant, dans une société en fort développement et forte croissance, où apparaissent continuellement de nouveaux services, l'entreprise vous rémunère pour le travail que vous faites, mais il se pourrait bien que votre travail se révèle beaucoup plus productif que l'entreprise ne l'imagine aujourd'hui et, si tel est le cas, elle enregistrera des surplus considérables en termes de bénéfices. Il n'y a aucune raison pour que cet excédent aille entièrement aux actionnaires et pas aux salariés» (Strauss-Kahn 1999). Le Monde rapporte «la brillante intervention» du ministre le 22 octobre 1999 à l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2000 : «Réguler le capitalisme, c'est toucher à la répartition des revenus primaires. Devrions-nous accepter une fois pour toutes que le salarié ne perçoive que le salaire qu'on veut bien lui accorder, sans référence à la richesse qu'il crée ? [...] Bref il faut réformer l'épargne salariale et permettre aux salariés de récupérer une partie des produits de l'entreprise, c'est-à-dire modifier après coup le partage salaires-profits. L'épargne

salariale est donc au cœur de notre projet».

De même qu'il s'agit, avec les privatisations, d'ouvrir une nouvelle frontière au capital, non seulement en lui offrant de nouveaux terrains d'activité (lecture superficielle de la marchandisation) mais d'abord en lui procurant le formidable effet de levier d'une «valorisation» d'un patrimoine public ne faisant pas jusqu'ici, pour cause de non capitalisation, objet d'une évaluation, de même il s'agit avec l'épargne salariale de transformer les individus en actifs financiers et pas seulement en capital variable. Même s'ils sont évidents, voire majoritaires aujourd'hui, on ne peut donc réduire les bons côtés de l'épargne salariale pour le capital aux opportunités qu'elle offre en matière :

- de relance de l'accumulation (en particulier en vue des OPA), d'augmentation du flottant des titres,
- de recomposition de la finance autour des assureurs sur la base d'une épargne captive retenue à la source gérée sans aucun pouvoir de ceux qui la détiennent,
- de valorisation du capital dans la rémunération elle-même : il s'agit de transformer la contrainte de rémunération en occasion de profit ou de rente, comme pour le risque de change où la contrainte née de l'effondrement de Bretton Woods a été convertie en opportunité (selon l'enquête triennale menée par la banque de France pour le compte de la BRI, les «interventions des entreprises résidentes sur le marché des changes sont cinq à dix fois supérieures aux besoins de règlement de leurs transactions commerciales», (Claude Serfati, dans La mondialisation financière, Syros, 1996, p. 162). La nouveauté de l'affaire est dans

les plus-values que rend possible la valorisation financière des individus que le salaire «sous-évalue» et qui vont devenir des titres objets de spéculation dans tous les segments de l'activité économique où «le capital humain» est décisif : on pense aux clubs de foot pour prendre l'exemple le plus popularisé, mais surtout aux nouvelles technologies de l'information et à tous les métiers très qualifiés non seulement des secteurs capitalistes traditionnels mais aussi de l'art, du spectacle, de la communication, des services aux personnes (comme la formation ou la chirurgie) dès lors que les services publics auront été écartés ou réduits aux prestations banales. Ces travailleurs sont rémunérés avec une partie de la rente qu'ils permettent de lever.

Encore une fois, toutes ces opportunités saisies par le capital le sont de façon pragmatique, parce que la voie est libre faute d'une mobilisation politique suffisante des salariés : plutôt que de la nécessité, les mouvements constatés relèvent, sinon du hasard, du moins des aléas constitutifs de la politique.

Fin novembre et début décembre 1999, les projecteurs de l'actualité internationale ont été braqués sur la ville nord-américaine de Seattle, hôte de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devait ouvrir le tant annoncé «cycle du millénaire», présenté comme l'instrument de l'achèvement d'une mondialisation capitaliste dont les propagandistes vantent inlassablement les prétendus effets bénéfiques... Les manifestations des opposants à l'OMC venus de toutes les régions du monde et les affrontements de rue —jamais vus aux Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam— qui ont sérieusement perturbé ses travaux n'en ont été que plus retentissants. D'autant qu'au bout de quelques jours, les participants à la conférence étaient contraints de se séparer sur un constat d'échec.

Seattle et les prémices d'un nouvel internationalisme

La protestation populaire s'était déjà exprimée, avant Seattle, dans une série de manifestations et d'initiatives aux quatre coins de la planète, limitées quant à leur participation mais bénéficiant d'un soutien large dans les opinions publiques. A lui seul, ce mouvement n'explique certes pas l'ajournement du cycle du millénaire. Les oppositions d'intérêts «au sommet» ont également contribué à ce résultat. Le conflit sur les subventions aux produits agricoles entre l'Union européenne et le groupe de Cairns (Etats-Unis, Canada, Australie, Argentine, Brésil...), notamment, a été largement médiatisé, quoique les protagonistes aient été, en fin de la conférence, tout près de parvenir à un accord.

Les contradictions internes à la su-

perpuissance impérialiste, liées pour partie à la campagne des primaires présidentielles sur le point de débiter, ont également joué leur rôle. Voulu par les grandes firmes US qui convoitent ce marché potentiel immense, l'accord Etats-Unis/Chine en vue de l'entrée du géant asiatique à l'OMC était intervenu juste avant la conférence. Mais il avait mécontenté de nombreux secteurs aux Etats-Unis mêmes, partisans du maintien d'un maximum de mesures protectionnistes. Du coup, ces lobbies (parmi lesquels la puissante et ultra-corrumpue bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO) avaient exigé de l'administration Clinton une position «ferme» dans les négociations avec les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, notamment à propos des normes et clauses dites

écologiques et sociales (1).

Le front du refus qui s'est alors formé par les pays dépendants a aggravé les fissures entre les blocs dominants de la triade. L'Union européenne et le Japon, qui se trouvaient en conflit et en négociation avec les Etats-Unis sur d'autres points de l'agenda, refusèrent de s'aligner purement et simplement sur la position intransigeante que Washington maintenait face aux représentants du tiers-monde. Et c'est parce que ces derniers persistent à ne pas plier que la conférence du millénaire capota.

Le lien direct avec la mobilisation développée «à la base» apparaît toutefois, ici, évident. Les manifestations de Seattle, couronnant toutes celles qui avaient précédé, notamment dans les pays centraux où elles avaient déjà exercé une pression réelle sur les gouvernements, ont en effet joué un rôle fondamental pour déterminer l'attitude des dits pays en voie de développement. Prenant totalement par surprise (du fait de leur degré d'organisation et de leur détermination) les autorités US, elles ont provoqué une situation de chaos sur les lieux mêmes de la conférence, obligé à annuler sa cérémonie d'ouverture, retardé d'un jour le début de ses séances, lesquelles ne purent se tenir ensuite que sous la protection d'un imposant dispositif policier et au milieu des nuages de gaz lacrymogènes. Elles ont ainsi mis spectaculairement à jour les contradictions existant à l'intérieur même des pays riches, dont singulièrement le plus riche et puissant de tous. Sans cet événement politique et social, traduisant les dissensions et l'opposition à l'OMC au cœur des métropoles impérialistes, les gouvernements des pays du Sud, malgré l'insatisfaction de leurs bourgeoisies et la pression

de leurs propres mouvements sociaux et opinions publiques, n'auraient certainement pas osé résister comme ils l'ont fait, jusqu'à provoquer l'échec de toutes les tentatives de compromis laborieusement négociées par les représentants des principales puissances économiques et commerciales.

Si certains analystes bourgeois n'ont voulu voir dans ces manifestations qu'un «grand désordre idéologique et populiste» (2), les plus sérieux ont relevé qu'il faudrait désormais compter, dans le concert de la mondialisation, avec deux facteurs d'importance croissante qui sont sources d'instabilité et de crise pour le modèle dominant : les demandes des Etats marginalisés du Sud, et ce qui a été désigné dans la plupart des médias comme l'émergence à l'échelle internationale d'une conscience et d'un mouvement «citoyens», mais que nous pouvons et devons analyser comme les prémices d'un nouvel internationalisme des exploités et des opprimés.

NOUVELLES

NOUVEL

INTERNATIONALISME...

«Et la révolution allait être lancée par... des tortues de mer», écrit Jeffrey St. Clair dans son récit des événements de Seattle (3), en rappelant que la première manifestation, lundi 29 novembre, avait été celle des défenseurs (grimés en reptiles à carapace) de cette espèce victime d'un arbitrage du tribunal de l'OMC sur la taille des filets de pêche. Rapidement, les tortues furent cependant rejointes par des militants (fort bien organisés et préparés) d'autres groupes écologistes, des jeunes rap-

peurs radicaux, des féministes, des militants des droits des minorités ethniques, des paysans venus de Corée du Sud ou de France (dont José Bové avec ses kilos de roquefort), des travailleurs et des syndicalistes des Etats-Unis et de nombreux pays du monde...

L'auteur livre des indications précieuses, qui aident à comprendre le processus par lequel les liens de solidarité se sont formés entre ces différents secteurs contestataires, dont la réunion semble au premier abord hétéroclite. Il fait notamment état de «l'improbable alliance» formée quelques mois plus tôt, aux Etats-Unis, entre l'un des groupes écologistes les plus conséquents et un syndicat de sidérurgistes combatif, sous le nom de «Alliance pour des emplois viables et pour l'environnement». Un «mariage plein de promesses» mais «tênu», estime-t-il, tant il apparaît difficile de concilier durablement les intérêts de sidérurgistes qui luttent pour préserver leurs emplois et d'écologistes qui dénoncent les rejets toxiques des aciéries. Les deux secteurs, cependant, «se sont rendu compte qu'ils ont un ennemi commun : Charles Hurwitz, le raider d'entreprise. Hurwitz est le propriétaire de la Pacific Lumber Company, l'entreprise de bois du nord de la Californie qui est en train de massacrer certains des derniers peuplements de séquoias anciens de la planète. En même temps, Hurwitz contrôle aussi Kaiser Aluminium, qui a licencié 3 000 sidérurgistes dans ses usines des Etats de Washington, de l'Ohio et de Louisiane. «Les sociétés qui attaquent le plus impitoyablement l'environnement sont souvent celles qui sont aussi les plus anti-syndicats», me dit Foster [David Foster, président du District 11 des United Steelworkers

of America, le syndicat membre de l'alliance]. "Il y a plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent".

Ce sont des ressorts comparables qui, plus généralement, se trouvent à la base de l'unité réalisée dans les rues de Seattle entre des syndicats et associations du monde entier, représentants de secteurs sociaux dont les situations et conditions d'existence sont pourtant très diverses : par-delà ces différences, tous ont pour point commun d'être victimes de la mondialisation capitaliste, ou de défendre des intérêts ou valeurs qu'elle bat en brèche.

De plus en plus, les luttes internationales actuelles se développent donc en réaction aux effets concrets de cette mondialisation, destructrice des acquis de tout type engrangés par les exploités au cours des périodes précédentes. Fait notable, bien que de tels acquis aient été formalisés dans le cadre des Etats-providence nationaux, elles tendent assez spontanément à dépasser ces cadres étriés : les ennemis plus ou moins clairement identifiés, et en tout cas les cibles des mobilisations, sont l'OMC, l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, c'est-à-dire les institutions internationales qui servent d'instruments au nouveau régime international d'accumulation du capital, à dominante financière et «global».

Ainsi que cela était déjà apparu de façon plus embryonnaire dans la période précédente (par exemple dans les mobilisations de solidarité avec le peuple indigène du Chiapas, ou dans les manifestations pour les droits des chômeurs en Europe, ou encore dans la lutte contre l'adoption de l'AMI [Accord multilatéral sur l'investissement]), les nouvelles mobilisations internationales présentent des caractéristiques nettement distinctes

de celles qui se déroulaient auparavant, sous les canons majoritaires du vieil «internationalisme prolétarien». Jusque dans les années 80, les travailleurs et les peuples étaient en fait invités à se mobiliser, contre le capitalisme et l'impérialisme, en référence et/ou en solidarité avec des modèles incarnés par des Etats ou blocs d'Etats qui étaient considérés (bien à tort) «socialistes» ou «ouvriers» (URSS, Chine, Yougoslavie, Cuba, Vietnam, Nicaragua...). Cette référence a maintenant quasiment disparu, ce qui libère nombre d'énergies et ouvre une possibilité de reconstruire un internationalisme effectivement émancipateur ; mais le fait que le stalinisme ait été défait au nom de la démocratie bourgeoise et du marché, et non par un mouvement authentiquement socialiste, rend aussi plus difficile de surmonter la confusion idéologique, tout en ouvrant un espace au développement d'un néoréformisme qui se fixe désormais comme horizon, non plus le socialisme par accumulation de mesures graduelles, mais une modification «humaniste» du système capitaliste.

Une conséquence du manque de projet de société alternatif capable de succéder au mensonge du «socialisme réel» est que les mobilisations, tout comme a priori les revendications qu'elles portent, conservent un caractère défensif. Il ne s'agit plus, comme dans le passé, d'inscrire des luttes économiques ou de libération nationale dans la perspective d'un avenir que l'on considèrerait naturellement «socialiste» (ces luttes prenant ainsi un tour anticapitaliste offensif bien qu'en définitive leur horizon se trouvait toujours identifié ou rattaché au modèle stalinien). L'heure est maintenant à la défense de toute une série de «droits», indivi-

duels et collectifs, qui sont foulés aux pieds par le néolibéralisme triomphant : droits au travail, à la terre, à un revenu décent, au logement, à la libre circulation et installation des personnes, droit à l'égalité des droits, droit à un environnement qui ne soit pas irrémédiablement contaminé par la logique exacerbée du profit... ; mais aussi droit à décider démocratiquement de son destin, contre la nouvelle forme de dictature représentée par ces institutions internationales non élues qui gèrent sans aucun contrôle les intérêts du capital le plus concentré.

Il est incontestable que l'absence d'une perspective allant au-delà du capital limite l'impact des nouvelles mobilisations. Mais cela ne les rend pas moins subversives, ou en tout cas potentiellement subversives. D'une part, parce que beaucoup de leurs revendications sont irréalisables sous la domination du capital, et qu'une lutte conséquente afin de les voir aboutir implique donc de s'attaquer à la logique même du système ; d'autre part, dans la mesure où elles ont un contenu et expriment une dynamique égalitaires et libertaires, qui peuvent constituer une base ou un point d'appui pour la reconstruction d'une perspective socialiste authentique.

Plusieurs facteurs «objectifs» contribuent à déterminer les caractéristiques du nouvel internationalisme dont Seattle a commencé à tracer les grandes lignes. On peut citer notamment : les changements structurels opérés par le capital sur la classe des travailleurs, beaucoup plus différenciée et hétérogène que par le passé, et donc amenée à se mobiliser dans des conditions et sur des objectifs plus éclatés ; les effets dévastateurs multiples que le maintien de la domination capitaliste a sur la

société (nouvelles formes et renforcement de formes anciennes d'exploitation et d'aliénation, appauvrissement et uniformisation de la culture, atteintes graves à l'environnement, marchandisation de tous les domaines de l'activité humaine et du corps humain lui-même), avec les réactions qu'ils provoquent en retour ; mais aussi, dans un sens différent, une série de retombées positives de la chute du stalinisme, tant idéologiques (effondrement des paradigmes étatiste et productiviste) que politico-organisationnelles (liquidation des capacités de contrôle des vieux appareils).

Tout cela concourt à expliquer que les nouvelles mobilisations internationales embrassent des domaines plus divers et plus larges, mettent en mouvement des secteurs plus hétérogènes (mais aussi potentiellement plus nombreux) que dans le passé. A ce sujet, soulignons que si l'exemple cité plus haut de «l'improbable alliance» passée aux Etats-Unis entre des écologistes radicaux et des syndicalistes combatifs illustre une nécessité, c'est bien celle d'élaborer un programme émancipateur commun, contre le capitalisme «libéral» contemporain et pour une autre société, fondée sur les besoins humains (4).

... ET NÉORÉFORMISME

Cette nécessité programmatique se fait d'autant plus sentir que l'impasse du réformisme et de la collaboration de classes n'a pas disparue par le simple fait que les bases matérielles sur lesquelles ceux-ci s'appuyaient (d'une part, la possibilité pour le système capitaliste d'octroyer dans le cadre des Etats-providence nationaux des concessions un tant soit peu substantielles et durables,

d'autre part, les développements semi-autarciques d'économies étatisées) ont été fortement érodées par les effets de la mondialisation.

Il faut, au contraire, constater que le réformisme a mué, s'est en quelque sorte adapté pour survivre. Aujourd'hui, les partis et mouvements de gauche non révolutionnaire ont certes abandonné, ou pratiquement abandonné, toute idée d'une transformation «socialiste» qui résulterait d'une accumulation graduelle de réformes et/ou de la valeur d'exemple des économies bureaucratiques d'Etat. Dans pratiquement toutes leurs composantes, ils considèrent désormais le «marché» comme un horizon indépassable. Mais il reste qu'un nouveau type de réformisme a surgi et se développe, basé sur l'idée, tout aussi illusoire et pernicieuse, qu'il serait possible de réformer «radicalement» le système capitaliste dans un sens plus «humain», en revenant à une série d'acquis des trente glorieuses grâce à des outils de «régulation» qui seraient mis en place, non plus dans chaque cadre national pris isolément, mais à travers les institutions internationales de la mondialisation qui pourraient être réformées sous la pression populaire. Les discours sur «l'Europe sociale» comprise comme transformation de l'actuelle Union européenne, dont les politiciens français sont coutumiers, en offrent une illustration frappante.

Tel est donc le contenu du credo antilibéral adopté par de larges secteurs des partis et courants de gauche, sociaux-démocrates, verts et post-staliniens, certes davantage, ou plus aisément, lorsqu'ils sont dans l'opposition que quand ils se trouvent au gouvernement. Une expression spécialement radicale (et intellectuellement brillante) de ce

courant idéologique est donnée par la ligne éditoriale du mensuel *Le Monde Diplomatique*. L'éditorial, précisément, de son numéro de janvier, signé de son directeur et consacré aux leçons de Seattle, offre un concentré de néoréformisme «anti-néolibéral». La défense de certaines revendications radicales, non intégrables ou difficilement intégrables à l'étape actuelle par le système (suppression des paradis fiscaux, «dé-mantèlement de la sphère financière» notamment à travers la mise en œuvre de la taxe Tobin), a pour but l'instauration d'un capitalisme civilisé, dans lequel le marché reviendrait à sa juste place et retrouverait ses vertus régulatrices : «imaginer une nouvelle distribution du travail et des revenus dans une économie plurielle, où le marché n'occupe qu'une partie de l'espace, avec un secteur solidaire et un temps libéré toujours plus important». Quant au «nouvel espace de représentation mondiale» dont les manifestants de Seattle ont «d'une certaine façon posé la première pierre», il ne s'agit pas de le développer pour l'ériger en contre-pouvoir alternatif, mais de l'intégrer comme force de pression aux institutions de la mondialisation capitaliste : faire en sorte que «cette société civile naissante [...] soit mieux représentée dans les prochaines grandes négociations internationales» afin d'y «débattre» «des problèmes liés à l'environnement, la santé, la toute-puissance financière, l'humanitaire, la diversité culturelle, les manipulations génétiques...» (5).

Cette problématique s'illustre aussi à travers les propositions avancées en vue de l'instauration d'une taxe internationale sur les importations des pays ne respectant pas certaines «normes» en matière de droit du tra-

vail, de droit syndical, de droits de l'homme ou de protection de l'environnement. Un article consacré à cette question dans le numéro de février 2000 de la même publication (6) se défend de l'accusation de servir de cette façon les intérêts des pays riches, en indiquant qu'il s'agirait de réaffecter le produit d'une telle taxe aux pays d'origine, ou bien à des «organisations internationales», «selon de strictes conditions d'utilisation à des fins sociales, environnementales et éducatives». La question qui cependant se pose immédiatement est : qui en déciderait, et sous le contrôle de qui ? L'auteur ne donne pas de réponse, se contentant de signaler que «les institutions adéquates pour le gérer sont à imaginer» et, pour seule indication supplémentaire, que «ce travail occuperait de manière beaucoup plus utile que leurs activités actuelles les fonctionnaires de l'OCDE et de l'OMC», laissant ainsi transparaître qu'il s'agit bien de transformer de l'intérieur les actuelles organisations capitalistes interétatiques.

L'impression d'irréalité se double ici d'un net sentiment de malaise, devant une démarche dont il faut bien dire qu'elle s'apparente à une sorte d'impérialisme «démocratique», ou «éclairé» : des institutions internationales nécessairement sous contrôle des pays capitalistes développés (lesquels sont en mesure d'appliquer certaines normes sociales et écologiques, notamment parce qu'ils tirent profit de leur domination sur le reste du monde) seraient appelées à mettre en place un double système de sanctions et d'encouragements à l'égard des pays pauvres, fauteurs de «dumping social et écologique»... Il y a un siècle, la «civilisation occidentale» était imposée aux peuples par les canonnières et les mission-

naires ; aujourd'hui, dans la très bonne intention d'exporter notre modèle social, le néoréformisme réinvente démocratiquement la carotte et le bâton des pays développés, tout en se proposant d'instrumentaliser à ces fins... les nouveaux mouvements et mobilisations anti-impérialistes !

Comme Denis Horman le signale justement dans son article cité en note (1), «les bonnes intentions présidant à ce type de démarche ne peuvent laisser dans l'ombre la responsabilité écrasante des institutions financières et économiques internationales, des multinationales et des politiques néo-libérales dans la violation des droits sociaux fondamentaux». Si sanctions ou mesures de boycott il doit y avoir «à l'égard de pays, voire de sociétés», «l'important, c'est qu'elles soient décidées et réalisées à la demande des acteurs syndicaux et sociaux des entreprises et des pays concernés». Et dans tous les cas, cela implique «pour les organisations progressistes, politiques, syndicales et sociales, de se doter d'outils autonomes, indépendants pour exercer un véritable contrôle social».

On voit aussi, à travers ce type de proposition, que le néoréformisme ne fait pas que répandre l'illusion d'une possible évolution progressiste du système capitaliste : derrière ses appels à «inventer» de nouvelles formes institutionnelles, il fomente en réalité la confiance dans les institutions étatiques et transétatiques actuelles de la mondialisation capitaliste. Une illustration en a été donnée tout récemment, après le vote intervenu au mois de janvier au Parlement européen, sur un texte volontairement confus et vidé de toute efficacité, qui affirmait s'inspirer de la proposition de taxe Tobin. Les diri-

geants des Verts, du PCF, de la «Gauche socialiste», largement relayés par les médias, ont développé une véritable campagne politique contre Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire après que leurs élus européens aient à juste raison refusé de voter (en commun avec la gauche réformiste et des secteurs de droite) une résolution demandant que soit étudiée en commission l'opportunité de proposer la mise en place d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs (ersatz extra light de taxe Tobin) ... afin «d'assurer le fonctionnement des marchés financiers globalisés, débarrassés de leurs excès» et de garantir de cette façon «une plus grande stabilité du système monétaire, financier, économique» (7).

Chevaucher et instrumentaliser les mobilisations indépendantes au service d'une stratégie de pression à l'intérieur des institutions capitalistes est donc, fort logiquement, une orientation permanente que le néoréformisme a héritée de l'ancien réformisme social-démocrate ou stalinien. Sans que cela soit non plus surprenant, cette stratégie l'amène y compris, en certaines occasions, à s'opposer de front à la dynamique de ces mobilisations. Dans son récit des journées de Seattle, J. St. Clair dénonce non seulement les bureaucrates «traditionnels» de l'AFL-CIO, qui firent tout leur possible pour éviter la jonction entre les membres de leurs syndicats et les autres manifestants, mais aussi certains dirigeants d'associations écologistes qui figuraient parmi les organisateurs des protestations mais, au plus fort de la bataille et de la répression policière, retournèrent leur veste en engageant soudain le combat... contre les «provocations anarchistes». La prise de position de la direction nationale de

l'association Attac (contrastant avec celle de nombre de ses comités de base), qui a condamné la manifestation contre le 30^e «forum de l'économie mondiale» à Davos, pourtant dans la continuité de celles de Seattle, au motif qu'elle «semble être strictement oppositionnelle, et non porteuse de perspectives ou d'alternatives» (8), ne peut être qu'appréciée dans le même sens.

QUEL

INTERNATIONALISME

RÉVOLUTIONNAIRE

AUJOURD'HUI ?

Le fait qu'une grande partie de l'extrême-gauche ait complètement sous-estimé la portée des manifestations de Seattle, est symptomatique des limites auxquelles elle continue de se heurter. Les vieux schémas ont la vie dure, même après que l'évolution historique les ait rendus largement obsolètes. Dans de larges secteurs du mouvement révolutionnaire, la cécité face aux changements structurels qualitatifs induits par la mondialisation du capital débouche ainsi sur l'incompréhension à l'égard de mouvements et de revendications qui ne cadrent ni avec l'imagerie de l'Octobre bolchevique, ni avec la réalité (propre du siècle écoulé) d'une classe ouvrière industrielle relativement homogène, qui luttait contre l'exploitation sur la base de références largement communes, mais demeurait muselée par des bureaucraties, elles aussi d'origine ouvrière, inféodées aux classes dominantes.

C'est pourtant à partir de ce mouvement réel, dont la mobilisation de Seattle a présenté un concentré, et uniquement sur cette base, que pourront se développer et s'affirmer

les éléments programmatiques, politiques et organisationnels d'un nouvel internationalisme prolétarien, capable de relancer la lutte pour le socialisme dans les conditions du XXI^e siècle. A ceux qui, au nom d'un combat socialiste/communiste, continuent à opposer aux mobilisations actuelles les schémas sclérosés qu'ils ont forgés ou hérités dans les conditions de la période précédente, on peut demander de méditer cette réflexion du jeune Engels, selon laquelle «le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement ; il ne part pas de principes, mais de faits [...] Pour autant qu'il est théorique, le communisme est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et la synthèse théorique des conditions de la libération du prolétariat» (Les communistes et K. Heinzen, 1847).

Parce que le «communisme» (à défaut d'un autre terme non galvaudé par des Etats et mouvements totalitaires) n'est rien d'autre que la systématisation et la projection dans une perspective émancipatrice des expériences de lutte des exploités et des opprimés, il est illusoire voire pathétique de prétendre aujourd'hui construire ou «reconstruire» une Internationale des travailleurs sur la base des «quatre premiers congrès de l'Internationale communiste» (1919-1922...) et du «programme de fondation de la Quatrième Internationale» (1938...). Loin d'une telle démarche, la nouvelle configuration du capitalisme à l'échelle mondiale et les luttes de résistance qu'elle a commencé à susciter mettent en évidence de façon aiguë la nécessité d'un nouveau programme révolutionnaire international ; un programme qui, notamment :

▮ aura à formuler une série de réponses se situant non plus au niveau

de chaque Etat national (bien que l'élaboration de programmes nationaux demeure essentielle, l'Etat national restant le cadre où se nouent fondamentalement les rapports de classes), mais directement et d'emblée à l'échelle internationale et mondiale qui est celle où opèrent les institutions du capitalisme global : Union européenne, ONU, OTAN, OCDE, G 7, OMC, FMI, Banque mondiale... ;

▮ devra s'attaquer aux mécanismes et modalités, nouveaux ou renouvelés, de l'exploitation capitaliste (dette extérieure et dette publique, fonds de pension, privatisations, délocalisations, terciarisation et sous-traitance, etc.) ;

▮ articulera aux revendications résultant de l'opposition capital/travail sur le terrain de l'exploitation immédiate dans les entreprises (qui restent centrales et «structurantes» de toutes les autres contradictions), celles qui naissent des conséquences prédatrices multiples de la nouvelle phase impérialiste : exclusion de l'accès même au travail de centaines de millions d'hommes, marginalisation de régions entières et aggravation de l'échange inégal, processus de destruction de l'environnement naturel, exacerbation des conditions d'oppression vécues par la plupart des femmes, des immigrés, des populations indigènes et groupes nationaux ou ethniques minoritaire

Cette tâche, évidemment considérable et pour laquelle on dispose tout au plus, aujourd'hui, d'éléments et de jalons, ne pourra progresser qu'au fur et à mesure que se développeront les nouvelles luttes internationales, encore embryonnaires, et l'intervention en leur sein des révolutionnaires. Mais il reste que, dans le cours de ces mobilisations, des problèmes politiques fondamen-

taux sont d'ores et déjà posés, une lutte politique est dès à présent engagée.

Afin de pouvoir s'y orienter, il importe de comprendre que les nouvelles mobilisations ne sont pas spontanément anticapitalistes, et que du fait de la crise d'alternative au capitalisme, c'est-à-dire de la crise de la perspective socialiste résultant du traumatisme de l'expérience stalinienne, le néoréformisme «antinéolibéral», qui situe son action dans une perspective d'aménagement du système du capital, dispose d'un espace politique qu'il faudra lui disputer durement. Ni les manifestations de Seattle, ni par exemple celles qui ont suivi en France la marée noire de l'Erika, ne peuvent ainsi être qualifiées d'«anticapitalistes», quand bien même elles se sont affrontées à l'OMC ou à la multinationale pétrolière emblématique de l'impérialisme français et de son Etat. Ces luttes sont et seront potentiellement anticapitalistes, dans la mesure où, d'une part, elles se systématiseront et s'approfondiront, acquérant une dynamique tendant à remettre en cause les bases fondamentales du système (capital et propriété privée) et où, d'autre part, elles généreront des organisations, des pratiques et des objectifs capables de rassembler la classe des exploités et de réunir à nouveau les éléments d'un projet de société alternatif.

Dans ce processus, l'intervention des organisations et des militants marxistes révolutionnaires est et sera irremplaçable. Leurs responsabilités politiques se situent à différents niveaux. Il leur revient d'abord, bien évidemment, d'aider au développement de ces mobilisations, en favorisant au maximum les échanges d'expérience, initiatives et convergences à l'échelle internationale. Et dans ce

cadre, de lutter pour une défense conséquente des revendications qu'elles mettent en avant, toutes réformistes ou minimales qu'elles puissent paraître à première vue. Le sort réservé à la proposition de «taxe Tobin» sur les transactions de change offre à ce sujet un exemple éloquent. Dans sa conception initiale, datant d'il y a plus de vingt ans, son taux était de 1 %. Le chiffre peut paraître dérisoire, mais si l'on considère que les opérations spéculatives visées représentent aujourd'hui des montants 70 fois supérieurs à ceux liés aux échanges de marchandises et de services, et que 80 % d'entre elles «correspondent à des allers-retours d'une durée inférieure à une semaine ouvrable» (9), on comprend aisément qu'une telle mesure gripperait tout le système et lui serait donc insupportable. Aussi n'est-il pas étonnant que le taux proposé par ses partisans «responsables» ait été par la suite abaissé à 0,25 %, puis à 0,1 % (dix fois moins !), ni que cette idée ait été dévoyée dans une mascarade telle que celle (évoquée plus haut) qui vient de se dérouler au parlement de Strasbourg.

Contre les illusions propagées par le néoréformisme, qui a pour stratégie d'infléchir le cours de la mondialisation capitaliste en exerçant une pression à l'intérieur des institutions étatiques et interétatiques, il convient ensuite de défendre à tout prix l'indépendance des mobilisations et des formes d'organisation qu'elles suscitent. On doit pour cela s'appuyer sur un enseignement majeur des journées de Seattle, qui ont montré à quel point l'action directe à la base, totalement autonome vis-à-vis des différents pouvoirs capitalistes, et tournées contre eux, offre infiniment plus de possibilités de succès que toutes les pressions et négociations

institutionnelles ou para-institutionnelles. C'est seulement sur cette base que l'on pourra travailler à coordonner efficacement les associations, syndicats et autres organisations qui expriment diverses facettes de la résistance populaire à la mondialisation capitaliste, et que l'on aidera ce mouvement naissant à se développer et à se centraliser jusqu'à devenir un acteur social et politique incontournable.

Pour ces raisons, enfin, l'unité d'action avec les courants néo-réformistes au sein des mobilisations et des organisations à vocation de masse ne peut que s'accompagner d'une stricte délimitation, politique et programmatique. Certes, les oppositions et affrontements restent encore limités, précisément parce que l'on assiste seulement aux premiers pas d'un nouveau type de mobilisation. Mais les contradictions apparues dans le camp des opposants à la mondialisation financière à Seattle, à Davos ou à Strasbourg ne marquent pas moins une ligne de fracture, destinée à se pérenniser et probablement à s'élargir. Le mouvement marxiste doit s'abstraire de la fausse dichotomie selon laquelle il lui faudrait soit ignorer des revendications et mouvements jugés non suffisamment «révolutionnaires», soit tracer en toutes circonstances un signe d'égalité entre ces mobilisations ou organisations et leurs directions, en renvoyant ainsi à des jours meilleurs la défense de ses propres perspectives. Soutenir la proposition de taxe Tobin n'implique aucunement que l'on veuille réformer le système capitaliste, pas plus que se solidariser avec la lutte du Chiapas n'oblige à défendre politiquement le «réformisme armé» des dirigeants zapatistes et leur soutien à l'opposition bourgeoise mexicaine...

On laissera le mot de la fin à Pierre Tartakovsky, secrétaire général d'Attac, qui en apportant sa pierre à l'offensive «antitrotskyiste» consécutive à l'épisode du parlement de Strasbourg, déclarait : «La taxe Tobin n'est pas un instrument révolutionnaire pour renverser le capitalisme. En fait, c'est tout le vieux débat entre réformisme et révolution qui ressurgit» (10). Il s'agit effectivement d'un «vieux débat» qui reste toujours aussi pertinent et actuel.

(7) Libération, 24 janvier 2000.

(8) Le Monde, 30-31 janvier 2000.

(9) Voir François Chesnais, Tobin or not Tobin ?, L'Esprit frappeur n° 42, 1998 (page 54 pour cette citation).

(10) Libération, 24 janvier 2000.

Notes

(1) Sur la façon dont les Etats impérialistes, et de ce fait les firmes multinationales dont ils représentent fondamentalement les intérêts, utilisent une prétendue «lutte contre le dumping social et environnemental» comme instrument de renforcement de leur domination économique et commerciale sur les pays dépendants (mais aussi, à l'intérieur de leurs propres frontières, comme instrument de domestication du mouvement des travailleurs), lire l'article de Denis Horman, «Clause sociale et résistance sociale», dans Inprecor n° 442, décembre 1999.

(2) C'est l'analyse d'un certain Pierre Jaquet, directeur adjoint de l'Institut français des relations internationales (IFRI), dans Enjeux-Les Echos de février 2000.

(3) «Seattle Diary : it's a Gas, Gas, Gas», New Left Review n° 238, décembre 1999.

(4) A propos du concept, qui en découle, de «révolution totale», lire notamment l'article d'Aldo Andres Romero, «Socialisme ou Terreur», dans Cours Nouveau n° 3, octobre 1999.

(5) «L'aurore», par Ignacio Ramonet.

(6) Bernard Cassen, «Inventer ensemble un "protectionnisme altruiste"».

François Chesnais a publié en 1998 un petit livre *Tobin or not Tobin : une taxe internationale sur le capital* aux éditions l'Esprit frappeur. Cet ouvrage est vite devenu une référence pour les militants d'ATTAC. Dans les colonnes du numéro 11 de Carré rouge, Gianni Carroza polémique avec François Chesnais, nous proposant «d'envisager la lutte à un autre niveau que celui proposé par Tobin...». «ATTAC or not ATTAC» telle est la question que se posent de nombreux militants qui n'y ont pas adhéré, au moins pas encore. D'autres lecteurs nous écrivent pour s'ouvrir sur leurs incertitudes vis-à-vis de cette curiosité qu'est ATTAC dans le paysage politique et nous posent la question de la façon d'y déployer leur engagement révolutionnaire. Pierre Sauve donne sa réponse, en faisant part de son expérience de militant dans un groupe local.

ATTAC vue d'en bas

ATTAC n'est plus à présenter. C'est une association née d'une initiative du Monde Diplomatique. Elle s'est créée avec l'objectif principal de lutter pour l'instauration d'une taxe sur tous les mouvements de capitaux (à l'image de la taxe imaginée par l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie), mesure visant à combattre la spéculation financière et la financiarisation de l'économie. Mais elle s'est quand même donnée dans sa charte de fondation un terrain d'intervention large. ATTAC a ainsi fait campagne en 1999 sur la défense du système des retraites par répartition et le refus des fonds de pension et ensuite, dans les semaines qui ont précédé la conférence de Seattle contre le «cycle du millénaire», ce qui a permis de soulever la question de la nature et du rôle de l'OMC comme des moyens de combat contre la mondialisation.

Le conseil scientifique d'ATTAC, réunissant des enseignants, des chercheurs, des syndicalistes et autres membres des organisations fondatrices a produit de nombreux textes qui ont reçu un accueil très favorable parmi les militants. Toutes ces réflexions, ces élaborations ont rapidement trouvé des prolongements en termes de revendications, en termes

de mobilisations. C'est dans cette instance que François Chesnais travaille. Il y fait à mon avis un travail positif parce qu'il accompagne une réflexion en contribuant à la nourrir, en faisant confiance aux militants dans les comités locaux pour faire jouer à plein le potentiel démocratique et anti-capitaliste qui est le propre de ce regroupement original. C'est ce potentiel (et aucune autre raison) qui explique qu' ATTAC soit aujourd'hui une association forte de 20 000 membres organisés en comités locaux.

ATTAC «vue d'en bas» est un réseau de militants qui se nourrissent des apports du conseil scientifique, de leur propre réflexion et de leur intervention. Grâce à l'initiative de ces comités, le champ d'intervention quotidien d'ATTAC s'est étendu à un large éventail de questions économiques et politiques, dont certaines sont locales ou régionales. Un bon exemple est la campagne menée dans le département du Rhône et dans ceux de toute la vallée du fleu-

ve contre la privatisation de la Compagnie Nationale du Rhône, dont le capital est détenu à deux tiers par 317 communes situées le long du fleuve, et qui bénéficie de l'électricité produite à partir d'infrastructures dont elles ont eu dans le passé à supporter les coûts humains, sociaux et écologiques. A Caen, c'est sur les licenciements de Moulinex que le comité ATTAC centre son intervention et ses explications de la mondialisation. A Nantes, sur tout ce que représente le naufrage de l'Erika, les pavillons de complaisance et les profits des groupes pétroliers. L'activité des comités locaux pour relancer des questions de portée nationale est aussi un indice de leur pugnacité. La manière dont les comités locaux continuent à intervenir, notamment auprès des syndicats (ou comme à Nancy avec l'appui d'une partie d'entre eux) sur les fonds de pension et maintenant sur l'épargne salariale, est fort illustrative de la volonté des groupes de se saisir de questions où la mondialisation financière et le pouvoir de la finance sont indissociables de la politique des partis de la gauche plurielle.

LA VIE D'UN COMITÉ

ATTAC EN BANLIEUE

PARISIENNE

Je suis un militant d'ATTAC de la «première heure» et je m'en félicite tous les jours. Comme contribution à la réflexion et comme antidote aux sentences expertes des détenteurs de programmes, voici mon expérience d'un an de militantisme dans un comité local, suivie d'un témoignage sous forme d'enquête auprès de ceux avec qui je milite.

Lorsque j'ai décidé d'adhérer à ATTAC en décembre 1998 et que j'ai participé à une réunion parisienne

regroupant les adhérents de l'Île-de-France, l'association ne comptait que quelques centaines d'adhérents sur la région. Les militants de la Seine-Saint-Denis réunis pour organiser le département tenaient aisément dans un petit coin d'une petite salle de la Bourse du travail.

Le comité local du 93 sud une fois constitué s'est réuni plusieurs fois à Montreuil. Les assemblées ne regroupaient que quelques militants. Nous discutons à partir d'exposés sur l'économie, le social, du bilan des signatures sur la pétition «Taxe Tobin», de la nature d'ATTAC, de l'image que nous nous en faisons, des perspectives qui s'ouvraient à ce nouveau type d'organisation. Les adhésions pour le 93 sud affluaient au «national» sans que nous ne puissions réellement les traduire en participants à nos réunions. Le premier «décollage» est intervenu lors de l'initiative que nous avons prise d'inviter François Chesnais pour parler du livre Tobin or not Tobin qui venait de paraître. Cinquante personnes sont passées à la librairie de Montreuil où la rencontre se tenait, tant pour acheter le livre et prendre contact avec nous que pour participer à la discussion et à l'échange avec l'invité du jour. Le soir même, un repas a réuni quarante convives. Les discussions ont été passionnantes.

Nous avons invité quelques mois plus tard Bernard Friot sur le thème : comment s'organiser contre les fonds de pension. Cette fois-ci cent personnes ont répondu à l'appel, que nous avons retrouvées lorsque nous avons invité Jean-Pierre Berlan (chercheur à l'INRA) et des représentants de la Confédération Paysanne pour comprendre les enjeux des OGM et exprimer «notre refus de toute détérioration sociale, économique et écologique».

Toutes ces initiatives nous ont encouragés à descendre sur le marché de Montreuil et à y diffuser régulièrement. ATTAC avait dès lors une existence publique. Elle était capable de rassembler plusieurs fois de suite une centaine de personnes. Nos assemblées mensuelles réunissent au moins trente militants. Il a fallu pour des raisons d'intendance créer une association ATTAC 93 sud, se doter d'un conseil d'administration de six membres. Dans le même temps s'est créé le «café-éco» du dimanche matin où s'est affirmé au long des sessions le besoin de savoir, de comprendre, de désaliéner la pensée. Plus tard on a mis en place des groupes de travail : les fonds de pension ; les OGM ; la marchandisation de la culture ...

Le groupe de travail «fonds de pension» auquel je participe est en train de mettre sur pied une conférence à laquelle seront conviées les organisations syndicales locales, pour envisager en commun le refus de toute mesure allant dans le sens des fonds de pension, pour la défense de la retraite par répartition, pour l'augmentation généralisée des salaires, ce qui est la seule manière de restituer aux salariés les gains de productivité et de taxer le capital. L'assemblée générale a ratifié le résultat de nos travaux.

Nous avons fait il y a quelques mois un courrier au maire de Montreuil, Jean-Pierre Brard, dans l'intention de le rencontrer pour lui demander de nous fournir un local. Récemment, il nous a reçus. Il a beaucoup parlé. Il a affirmé que nous étions la seule organisation sur la ville de Montreuil à pouvoir réunir cent personnes régulièrement, que nous allions être l'objet de convoitises, en particulier de l'ultra-gauche, que nous devons faire extrêmement attention à ne pas être récupérés, qu'il ne pouvait nous

offrir de local autre que celui qui lui appartenait en propre, celui de «la maison des citoyens», association qui ne fonctionne, aux dires d'une ancienne militante du PC, qu'à la veille des élections municipales.

Cette entrevue a suscité dans le comité local un débat passionnant sur les relations entre l'association et les politiques, sur l'indépendance nécessaire et les moyens de contrecarrer toutes les tentatives d'instrumentalisation.

A cette heure, ATTAC 93 sud vit et se porte bien. Elle connaîtra comme tout organisme des crises de croissance, n'en doutons pas. Son avenir n'est inscrit nulle part.

QUI SONT LES MILITANTS D'ATTAC ET QUELLES SONT LES RAISONS DE LEUR ADHÉSION ?

Cet article se voulait être la relation d'une expérience, mais aussi une modeste tentative d'examen de cette réalité ATTAC que, comme militant syndicaliste et politique de longue date, je rencontre pour la première fois. J'ai donc demandé à une dizaine de militants de mon comité local s'ils accepteraient de répondre à un questionnaire et si je pourrais faire état de leurs réponses. Ils ont accepté et ils se sont acquittés de cette tâche avec beaucoup de patience. Qu'ils en soient ici remerciés.

Qui sont les militants d'ATTAC et quelles sont les raisons de leur adhésion ? Il est impossible de donner une réponse complète ou «scientifique» à ces deux questions, d'être définitif dans une description ou caractérisation des 20 000 adhérents (surtout lorsqu'on a affaire à échantillon très restreint : les membres d'un bureau du comité local). Les conclusions du dépouillement du

questionnaire, bien sûr, n'engagent que moi, de même que la relation de l'expérience du groupe 93 sud ne vaut que pour moi. C'est ma vision, l'expérience telle que je la vis.

De la lecture des réponses à la première question, «quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez adhéré à ATTAC ?», il apparaît que nombreux sont ceux dont c'est le premier engagement réel, engagement souvent différé par manque d'attrait des partis «officiels». Voyons ce que disent les militants :

«J'avais depuis longtemps envie de militer. Aucun mouvement ne m'attirait. La rigueur des analyses d'ATTAC, le sérieux de son discours, le lien tissé entre la théorie et la pratique par la proposition de taxe Tobin m'ont décidé. Egalement, l'intuition que cette proposition pouvait servir de point de départ à la reconstruction d'un discours critique de gauche ayant une portée politique significative»

«Le besoin de trouver un lieu où l'on s'oppose à la dérive sociale, politique, culturelle, humaine»

«La révolte contre une société libérale fondée sur l'exploitation et l'exclusion.»

«ATTAC, sous un prétexte économique, a montré dès le début sa volonté de s'engager sur l'ensemble des terrains [...] l'origine diverse des militants d'ATTAC assure des débats d'idées.»

«C'est la première fois que je m'engage [...] j'ai choisi ATTAC parce que c'est une association et pas un parti politique [...] Elle a la vertu de proposer d'agir concrètement contre le capitalisme. Si je ne m'étais pas engagée avant, c'est parce que je ne trouvais pas très productives les disputes entre chapelles fondamentalement d'accord en attendant je ne sais quoi de révolutionnaire. Je ne suis pas contre une révolution, bien au

contraire ! ATTAC est révolutionnaire parce qu'elle a décidé d'agir.»

L'engagement de ces militants est souvent considérable en temps et en énergie. C'est une aspiration à une société juste, le refus de la marchandisation, du libéralisme, du capitalisme, de l'exploitation, de l'exclusion... ATTAC est chargée de la vertu de regrouper des gens que des refus et des aspirations rapprochent dans un débat d'idées pour l'action commune. La question suivante concernait «la vocation d'ATTAC». Ici j'ai reçu les réponses suivantes :

«Freiner la spéculation financière, reconquérir des espaces de citoyenneté perdus au profit de la sphère économique-financière (défense des services publics...). Constituer un mouvement populaire et intellectuel à la fois où se construit la refondation d'une gauche radicale»

«Créer un contre-pouvoir, recréer une conscience politique, [...] tendre vers la réalisation de cet homme nouveau pour un monde nouveau par des moyens autres que ceux qui ont fait que les révolutions n'ont pas abouti pleinement»

«En premier lieu, l'information d'un public le plus large possible car je pense qu'aucun changement de société ne peut advenir sans que ses membres ne soient conscients des vices de la société dans laquelle ils vivent.»

«ATTAC a pour vocation de désaliéner l'idée de l'idée révélée. Mais l'idée n'a de sens que si elle se mue en praxis. [...] La seconde vocation serait dans le passage de l'idée construite à une praxis.»

«Dénoncer et informer dans un premier temps. Fédérer dans un second temps des mouvements aux visées moins larges et des individus. Proposer une ligne politique sur la base principale de la lutte contre le libéralisme.»

«Bon nombre de gens trouvent l'association peu intéressante parce qu'elle ne lutte à leurs yeux que pour instaurer la taxe Tobin. Pour moi, ce n'est que le point de départ. [...] Il s'agit aussi de lutter contre le capitalisme en général, sur tous les fronts.»

A la question «quelles relations ATTAC-doit-elle entretenir avec les partis, les syndicats, les associations ?», j'ai reçu les réponses suivantes : «Avec les partis et les syndicats, des relations "cordiales" fondées sur une méfiance absolue.»

«Le plus important est de fournir aux militants des partis, syndicats et associations des arguments solides pour résister aux tendances libérales à l'œuvre aujourd'hui.»

«ATTAC doit rester libre et indépendante par rapport aux partis politiques et tout autre association. Elle peut proposer des vues, des analyses et des actions qui les poussent à un nouveau débat.»

«Les partis politiques officiels (c'est-à-dire cogérant les institutions) doivent être traités pour ce qu'ils sont : des partis collaborateurs. ATTAC se doit de dénoncer ce que sont ces partis ; quant aux militants, aucun mépris a priori ne doit s'afficher (sauf à l'égard des aparatchiks !). La situation syndicale française est globalement identique mais le paysage a changé depuis 95, l'attitude d'ATTAC doit être plus nuancée.»

«A terme, en adoptant une ligne politique plus affirmée faire en sorte que les partis politiques, en particulier, soient amenés à se définir clairement dans leurs actes »

«Pour les partis politiques, attention à la récupération. Pour les syndicats, il convient de faire pression sur eux : pour les fonds de pension par exemple. ATTAC doit savoir s'allier avec les forces nécessaires pour

réussir son combat, mais il ne faut pas qu'elle se vide de sa substance. Sur la taxe Tobin qui a été discutée à l'Assemblée nationale, les députés membres d'ATTAC étaient absents pour la plupart. On voit bien l'opportunisme ; mais ce qui me dérange le plus c'est que l'association nationale n'a rien fait de concret.»

Je leur ai ensuite demandé «ATTAC a-t-elle vocation à proposer des choix de société ?»

Souvent cette perspective est repoussée par nécessité à quelques années. L'expression de revendications «défensives» comme la taxe Tobin est perçue comme nécessaire mais inévitablement insuffisante. ATTAC ne pourra échapper à avancer plus précisément dans l'élaboration de perspectives plus vastes et plus politiques. Dans les réponses qui me sont faites on lit aussi que la dénonciation du libéralisme, des OGM, des rapports Nord-Sud, de la dette, du pouvoir du FMI... est en puissance un projet de société.

Il est impossible de résumer ici les réponses données à la question, «quels sont les points que vous voudriez voir aborder par ATTAC», tant elles sont nombreuses et variées. On pourra cependant retenir cette crainte : «Il y a danger d'asphyxie faute de débouché politique, si aucun parti ne peut traduire, sur le plan politique, les aspirations qu'ATTAC aura fait émerger»

Il ressort de cette enrichissante lecture que la création d'ATTAC a permis que des bouches s'ouvrent et que des volontés s'affirment. La pensée se veut globale et l'action pratique. L'image de la boîte de Pandore restitue ce mouvement. Un bout du voile du libéralisme est levé ; chaque analyse mène plus loin. Il se peut que, soulevé chaque jour un peu plus, il ne découvre un système qui

ne peut être que prédateur et mortifère : le capitalisme.

ATTAC n'est pas une association d'intellectuels stériles. ATTAC ne ressemble ni de près ni de loin aux organisations et partis traditionnels. ATTAC est pour l'heure un élan de justice sociale et de dignité humaine.

UNE EXPÉRIENCE RÉCENTE ET

C'est celle à laquelle j'ai participé à la dernière coordination des comités locaux de l'île-de-France. Le secrétaire national d'ATTAC a voulu y jouer les rôles cumulés de rapporteur, d'intervenant, de répondant, et il s'en est fallu de peu qu'il n'ait été aussi président de séance. Il est remarquable que globalement les intervenants se soient succédés pour remettre en cause toutes ses propositions. L'assemblée a décidé de ce qu'elle voulait décider, a pris des dispositions pour que la démocratie règne et soit contrôlée par chacun. On avait d'un côté la volonté d'organiser une structure permanente hiérarchisée, de l'autre une émanation d'en bas.

L'annonce du secrétaire qu'ATTAC «ne prendrait pas la responsabilité d'appeler à une manifestation en Suisse» lors de Davos, a suscité un désarroi et une réprobation d'une large partie de l'assemblée. En effet, après les manifestations de Seattle, il y avait une attente générale de tous les militants ; le siège de l'OMC est précisément à Genève, dans le même pays que Davos qui accueillait le sommet des pays riches. Tout le monde attendait une initiative dans le prolongement de Seattle. Au lieu de cela, on nous brandissait comme au «bon vieux temps» un tract-de-gauchistes-provocateurs frappé d'une étoile que

la photocopie nous montrait noire : elle aurait pu être rouge façon Brigades rouges, pour édifier le bon peuple et justifier la non-participation aux réjouissances de Davos, où la police nous attendrait de pied ferme. Des groupes locaux ont maintenu leur initiative d'affréter des cars et ont organisé le départ.

La coordination de l'Ile-de-France a décidé d'autre part que les délégués à cette instance seraient tournants et non permanents, que la présidence et la co-présidence seraient désignées d'une séance pour l'autre avec charge de préparer l'ordre du jour suivant sur la base de suggestions des différents comités parvenues par le canal du courrier électronique.

Un des traits singuliers de cette association, c'est la multiplicité des réseaux d'organisation, en particulier des réseaux horizontaux, de militants à militants, de groupes à groupes. Les informations circulent très vite grâce notamment à Internet et aux listes de diffusion.

Des initiatives fleurissent de tous les groupes sur des thèmes très variés touchant à tous les secteurs où se manifestent les effets dévastateurs du libéralisme ; des fonds de pension aux salles de cinéma multiplex, en passant par les OGM et les sans-papiers. De manière récurrente, on remarque cette double dimension du souci d'analyse (idée d'expertise) et de résistance (combat pied à pied).

ATTAC EST DEVENU

UN ENJEU

«ATTAC est la seule organisation à pouvoir rassembler localement tant de monde de manière régulière» disait l'élue de la gauche plurielle dont nous avons parlé plus haut à notre délégation du groupe 93 sud : «vous allez faire l'objet de convoitises, en particulier

de l'ultra-gauche...». Il ne semble pas que ce soit de ce côté-là que les convoitises se situent ! Ne voit-on pas certaines municipalités de la gauche plurielle prendre l'initiative, comme à Pantin, de créer des groupes locaux à partir de la Mairie et sous son contrôle... au moins au départ. Le colloque de Morsang-sur-Orge a réuni des élus de «gauche» sur le thème «les collectivités locales et la mondialisation». On a lu dans le courrier abondant que les groupes et les militants d'ATTAC s'échange sur le Net des protestations concernant la confiscation de la tribune par les élus.

La date du colloque, le même week-end que la manifestation en Suisse, a pris valeur de symbole, en particulier après le communiqué du bureau national sur Davos ne condamnant pas la militarisation du canton des Grisons et suggérant que ne pourraient s'exprimer sur l'OMC que ceux qui ont des «propositions constructives» à avancer. Il est cocasse de lire dans le compte rendu de Morsang les phrases suivantes : «Au moment où, à Davos, les prétendus "global leaders", encore sous le coup du fiasco de Seattle, tentaient vainement de donner un visage "humain" à un ordre profondément inhumain, et faisaient donner la police et l'armée suisses contre des manifestants venus pacifiquement leur apporter la contradiction, environ deux cents acteurs de la vie locale —élus, syndicalistes, responsables associatifs, animateurs d'ATTAC— jetaient, à Morsang, les bases de la résistance des territoires à la mondialisation libérale». Les militants apprécieront.

Il nous a semblé percevoir aussi un flottement dans les instances nationales d'ATTAC sur la question de l'épargne salariale, et une hésitation à prendre position de la même façon que sur les fonds de pension. Cette hésitation prend sens dans ce contex-

te général. Il y a aujourd'hui offensive de tous ceux qui sont liés de près à la gauche plurielle, c'est-à-dire au gouvernement qui organise la flexibilité, la privatisation des services publics, la remise en cause de la protection sociale telle que nous la connaissons, qui refuse de faire voter ne serait-ce que la taxe Tobin.

C'est la Gauche Socialiste qui a été le premier relais de la gauche plurielle dans ATTAC. Ses responsables ne cessent de se prévaloir de leur appartenance à ATTAC et de ce qu'ils font, selon eux, pour soutenir ses campagnes. Harlem Désir s'est manifesté auto-institué «porte-parole» d'ATTAC au Parlement européen. La Gauche Socialiste est maintenant talonnée de près par ce qui reste de l'appareil du PC. La ligne pour eux est simple : accrocher ATTAC au char de la Gauche Plurielle, et ce, par le canal des élus locaux, ce que tous les adhérents et les militants manifestent sous la formule du refus de la récupération. Cet enjeu est d'une importance capitale, car la récupération mettrait fin à l'indépendance d'ATTAC, peut-être déjà un peu écornée mais pas encore de façon irréversible, ainsi que sa grande originalité. Celle-ci, selon moi, est d'être l'un des cadres au sein desquels l'autonomie et la spontanéité dans les réflexions et des débats (voir les témoignages plus haut) pourront mûrir avant de jaillir dans la lutte des classes. Quelle forme prendra la résistance des adhérents d'ATTAC ? On ne peut pas le dire. Mais une des garanties de cette résistance est la force des réseaux, la vitalité des comités locaux et l'intensité des échanges entre eux. Autant d'éléments qui donnent aux comités locaux une grande capacité pour prendre des initiatives qu'ils peuvent ensuite contrôler le plus longtemps et le plus loin possible

A propos d'un vote au Parlement européen

Il a beaucoup été question de l'absentéisme d'Alain Krivine lors du vote au Parlement européen sur une résolution portant sur la taxe Tobin. Il en a été question, à vrai dire, plus dans la presse et de la part de forces politiques dont l'attention qu'elles portent à ATTAC est récente et fortement intéressée, que dans ATTAC elle-même. C'est très largement à l'extérieur de l'association qu'ont été assemblées les pièces du dossier destinées à instruire le procès contre la LCR, ainsi qu'à faire pression sur les adhérents d'ATTAC, à façonner leur opinion sur la question.

La très grande majorité des adhérents d'ATTAC n'ont jamais eu connaissance de l'ensemble du texte de la résolution soumise au vote à Strasbourg le 20 janvier. Ils n'ont eu que les comptes-rendus publiés dans les journaux pour se déterminer. Or ceux-ci ont souvent été marqués par une hostilité affichée à l'égard de la LCR.

Je pense qu'il aurait été facile pour Alain Krivine de déjouer le piège qui lui a été tendu. Il aurait pu voter la résolution, en précisant par un communiqué écrit que son vote avait exclusivement valeur d'appui au dernier article de cette résolution et à celui portant sur les paradis fiscaux, et qu'il dénonçait les autres considérants et articles comme autant de supercherie inqualifiables. Il pouvait défier la commission de produire un rapport ayant une portée quelconque sur la taxe ou sur les paradis fiscaux, où la moindre avancée exige qu'on touche à de très puissants intérêts.

Pour cela il fallait bien sûr qu'il se dégage de la position d'Arlette Laguiller, pour qui «taxer le capital, c'est déjà entériner le capitalisme». A ce compte-là, le mouvement ouvrier ne se serait jamais battu pour la journée de 8 heures ou des salaires décentes, qui entérinent le capitalisme et même le fortifient.

Il reste que pour des milliers d'adhérents d'ATTAC, à mesure qu'ils ont finalement connaissance de la résolution, le prix politique à payer a paru non-négligeable pour une résolution demandant à la Commission d'étudier «l'intérêt et la faisabilité» de la taxe Tobin, en sachant que la Commission, qui est hostile à la taxe, ne peut que s'attacher à en montrer l'absence d'intérêt et la non-faisabilité...

Dans son article dans le n° 760 de A gauche !, organe de la Gauche Socialiste, Harlem Désir se garde bien de citer le texte de la résolution dont il a été, avec le député du PCF Wurtz, le principal rédacteur, et dont il a négocié les termes avec Pasqua, Bayrou et le groupe de droite Libéral. Il se drape de vertu ; il piaffe d'indignation à l'encontre de la LCR, aux côtés de ses amis des Verts, mais il ne pipe pas mot des passages de sa résolution qui apportent un appui sans réserve à la mondialisation financière. Les lecteurs de A gauche ! ne les connaîtront pas à moins de s'informer ailleurs.

Dans la résolution du 20 janvier, on relèvera, pour s'en tenir à l'essentiel, les points suivants. Il fallait avaliser le contenu de l'Article 1, qui prenait

acte «du processus de réformes du système financier international engagé dans le cadre du FMI, du Comité de Bâle et d'autres enceintes internationales, telles que le G7.» Egalement celui de l'Article 2, qui mettait «l'accent sur l'importance cruciale que revêt la nécessité de formuler un cadre réglementaire et prudentiel capable d'assurer le fonctionnement de marchés financiers globalisés, débarrassés de leurs excès.»

Je pense qu'il y a de très nombreux adhérents d'ATTAC qui, en étant confrontés à ce texte et priés de le voter, auraient eux aussi, comme les députés de la LCR, trouvé l'addition politique salée, et auraient comme eux eu un moment d'hésitation. Tous ceux qui combattent le système capitaliste et tout ce que sa pérennité implique, le chômage de masse, la précarisation du travail, croissante et pour beaucoup de travailleurs déjà très forte, des salaires misérables pour des millions de salariés, la privatisation des entreprises publiques... comprendront qu'il n'était pas évident du tout de voter une résolution qui se donnait si explicitement pour objectif la stabilisation (et donc la pérennité) du système dominant (capitaliste) et qui entendait assurer le meilleur fonctionnement des marchés financiers globalisés, dont la fonction est d'assurer l'appropriation par la médiation de la propriété d'actions et d'obligations, l'appropriation de revenus rentiers parasitaires.

Les députés socialistes et du PCF ont voté des deux mains. Ils sont

pour des «marchés financiers globalisés, débarrassés de leurs excès» et de ce fait rendus beaucoup plus stables. De tels marchés leur sont même indispensables s'ils veulent, comme le député socialiste Jean-Claude Boulard, mettre en place des «fonds de pension à la française». Il faut des marchés stables pour que ceux-ci puissent comme les fonds anglo-saxons qu'il admire, «prélever une partie de la croissance extérieure». Sans des marchés financiers globalisés, débarrassés de leurs «excès», il sera difficile à un «pays développé et démographiquement vieillissant comme la France [...] d'élargir l'assiette du financement de ses retraites. En participant par exemple au financement de la croissance d'un pays comme la Chine, les fonds de pension préleveront sur la production intérieure chinoise» (Le Monde, 13 novembre 1998). Il me semble que la péripétie du vote à Strasbourg, qui est assez facile à redresser, comme Harlem Désir le dit lui-même dans son article, peut

ouvrir d'importantes discussions dans ATTAC. Sur les alliances (la fin, une résolution très floue sur la taxe Tobin, justifie-t-elle le moyen, la négociation d'un texte avec Pasqua ?) ; sur la nature de la relation et le degré de contrôle d'ATTAC sur des députés, électrons libres et soucieux de leurs propres d'intérêts souvent très terre-à-terre qui parlent en son nom dans des assemblées parlementaires ? Harlem Désir a-t-il consulté la direction nationale d'ATTAC sur la teneur de la résolution ? Celle-ci a-t-elle pu suivre ses démarches, ou est-ce un chèque en blanc qui est donné en pareil cas ? Autant de questions auxquelles personne n'a encore répondu clairement. Autant de questions qu'il va falloir clarifier. Elles se sont posées sous une autre forme aussi à Saint-Denis samedi 19 février à la réunion nationale des comités ATTAC, lorsqu'il a été question de l'invitation faite à ATTAC de participer au congrès du PCF, dont on sait la médiatisation et les enjeux pour la ligne de Hue.

Pour l'instant, sur la question des rapports entre ATTAC et les partis politiques, c'est le flou total, un flou où les risques d'instrumentalisation d'ATTAC ne sont pas négligeables. Et si derrière le tir de barrage contre Alain Krivine et la LCR, ce n'était pas des problèmes plus sérieux et bien moins facilement à redresser qui se posaient ?

François Chesnais

Au moment où nous achevons la préparation de ce numéro de Carré Rouge, la Bourse de New York vient encore de perdre 2 points le 18 février, de sorte qu'en sept semaines elle a déjà subi une baisse de 11 points. Cette baisse annonce-t-elle un retournement des anticipations des investisseurs préparatoire à des ventes de titres importantes ? Or un retournement de ce type peut, comme le montre le livre intéressant d'André Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Editions Odile Jacob, 1999, précipiter un krach du simple fait des comportements de peur d'investisseurs financiers trop longtemps habitués à engranger des plus-values boursières dans un marché financier sans risques. Une chose est certaine : elle rend Wall Street extrêmement sensible de nouveau à tout choc économique ou politique important. Les dirigeants américains, en premier lieu le président de la FED, ne cachent pas leur inquiétude. S'il en est ainsi c'est parce que la prétendue «nouvelle économie», comme le montre Claude Serfati, a des bases très peu saines, parasitaires.

Wall street, le capital financier et ses effets dévastateurs

Lorsqu'à l'automne 1997, la crise économique a ravagé les pays d'Asie du Sud-Est, atteignant la Corée, le Japon et la place financière de Hongkong, la plupart des analyses, dont celles faites à Carré Rouge, ont considéré que l'économie américaine n'échapperait pas à ses conséquences. Fin octobre 1997, le krach du marché des actions de Hongkong a secoué Wall Street durement, illustrant la manière dont la contagion boursière pourrait atteindre la principale place financière du monde. En décembre 1996, plusieurs mois avant le début de la crise asiatique, le président de la banque centrale américaine (la FED), Alan Greenspan, s'était inquiété de l'«exubérance irrationnelle» qui

sous-tendait la hausse des cours des actions à Wall Street. Depuis la date où Greenspan a fait cette déclaration, Wall Street est finalement sortie indemne de la crise asiatique. Fin 1999 elle avait gagné plus de 70 % par rapport à fin 1996. C'est cette capitalisation boursière sans précédent dans l'histoire qu'il faut expliquer. Elle résulte tant de politiques délibérées, notamment de création massive de moyens monétaires par la voie du crédit bancaire, que de la place tout à fait unique que les Etats-Unis occupent dans le système impérialiste mondial. (1)

En septembre 1998, la place américaine a connu une nouvelle importante secousse (une baisse de 17 % en trois semaines) provoquée par la

crise financière russe et les pertes d'abord de certaines grandes banques, puis d'un très important fonds spéculatif, LCTM. Au moment où celui-ci a annoncé, fin septembre 1998, qu'il était à la veille d'un dépôt de bilan à la suite de mauvaises opérations sur le cours anticipé du rouble, la possibilité d'un krach du marché des actions s'est présentée pour la FED comme une menace imminente. Alan Greenspan a vite oublié les propos critiques antérieurs. La FED s'est déployée dans la défense de Wall Street et du système financier américain et mondial dont le marché des titres new-yorkais est le pivot. Elle l'a fait en organisant le sauvetage immédiat de LCTM, mais aussi en abaissant les taux d'intérêt de façon à permettre aux institutions financières, aux entreprises et aux particuliers d'emprunter à un coût très bas pour consommer ou pour investir, mais aussi acheter des actions en Bourse. Ce message de soutien a été entendu, les «agents économiques» ont agi comme on l'attendait d'eux et le mouvement de la hausse des valeurs en Bourse est reparti. Dans des déclarations faites en 1999, Alan Greenspan a ensuite repris à son compte les idées à la mode (disons même les contes de fée) dont les Américains aisés, et à leur suite les rentiers du monde entier, se bercent. Il a expliqué que la hausse des cours était tout simplement la manifestation de l'entrée des Etats-Unis dans l'ère de la «nouvelle économie».

Au cours des derniers trois mois, Greenspan a changé une fois de plus de discours et il multiplie de nouveau les mises en garde, en particulier à l'adresse des banques. La FED craint manifestement qu'elles ne puissent pas maîtriser les contre-coups de la chute des cours inévi-

table à Wall Street, ce que la presse nomme une «correction», sur la chaîne des créances et des dettes dont le crédit facile offert a permis l'explosion. La FED feint d'oublier que la baisse des taux d'intérêt de septembre 1998 a fortement encouragé les banques à s'engager toujours plus dans la voie qu'elles avaient prises quelques années plus tôt. Les contradictions de la politique de la FED renvoient aux fondements parasitaires de la «nouvelle économie», économie de marché financier et d'accroissement magique par la voie boursière de la «richesse patrimoniale».

LE REFUGE DU CAPITAL- ARGENT DE TOUS LES POSSÉDANTS DU MONDE

En 1997, le retrait des capitaux américains et européens du Sud-Est asiatique (fonds de placement financier spéculatifs, mais surtout prêts bancaires offerts à court, voire à très court terme) a été l'un des facteurs qui a précipité l'effondrement économique de la région. Les fonds de placement financier spéculatifs se sont retirés à petits pas dans les mois qui ont précédé le début de la crise fin juillet. Les banques ont fui une fois la crise commencée. En refusant de refinancer les prêts antérieurs aux banques de la région, les banques internationales, notamment américaines, ont voulu limiter leurs pertes sur leurs dernières opérations en cours au terme d'une longue phase de profits financiers juteux. Le FMI et le gouvernement américain les ont aidées à se mettre à l'abri de façon encore plus caractéristique qu'ils ne avaient fait lors de la crise mexicaine de 1995. Les prêts accordés par le

FMI à la Thaïlande, à l'Indonésie, à la Malaisie et à la Corée, tout comme celui accordé préventivement au Brésil, ont eu deux fonctions. La première a été d'imposer aux pays en question des plans d'austérité, la libéralisation encore plus forte de leurs systèmes financiers et la privatisation ou «dénationalisation» du capital des entreprises nationales. Les plans d'austérité sont connus. Mais il faut y ajouter les mesures facilitant la pénétration étrangère : dans l'accord avec le FMI, la Corée s'est vue dicter l'ouverture de son capital industriel et bancaire aux entreprises et investisseurs financiers étrangers.

La seconde fonction a été de permettre le «rapatriement» des capitaux occidentaux et d'encourager la fuite de la région d'une partie de «l'épargne» locale. Ce n'est pas un hasard si les crédits «consentis» par le FMI à hauteur de plus de 100 milliards de dollars ont correspondu d'assez près aux estimations du montant des capitaux qui se sont retirés de la région pour refluer vers les grands places financières occidentales. Les négociations entre les banques internationales créancières et les pays en crise se sont faites à l'avantage complet des premières. Les prêts bancaires internationaux cumulés dont les pays asiatiques ont bénéficié entre 1990 et le premier trimestre 1997 ont été inférieurs aux remboursements cumulés aux banques internationales effectués par eux entre le deuxième trimestre 1997 et fin 1998. Ce qui signifie que les banques des pays développés qui ont prêté aux résidents de cette région ont réussi en peu de temps à prélever des ressources supérieures aux sommes prêtées, et ces capitaux centralisés par les banques ont servi en grande partie à alimenter les

Bourses américaines et européennes.

Mais l'affaire de LTCM a également montré la vulnérabilité de la finance déréglementée. Les pays frappés par la crise en Asie comme en Amérique latine ont été victimes aussi du comportement de « hedge funds », les fonds de spéculatifs « purs ». Cependant, l'extraordinaire bienveillance des gouvernements à l'égard de la mondialisation financière, de ses rouages et de ses principaux bénéficiaires, conduit à des situations où les opérations spéculatives menées par ces fonds font encourir aux systèmes financiers des pays, Etats-Unis compris, des dangers importants. Ces fonds échappent au contrôle des banques centrales et ne font l'objet, à la différence des fonds de pension notamment, d'aucune législation « prudentielle ». Ils sont très souvent domiciliés dans les « paradis fiscaux » dont l'existence est l'une des expressions les plus claires à la fois du degré auquel l'économie capitaliste gangrène la société aujourd'hui et de la complaisance des gouvernements à l'égard des possédants (2). Grâce aux mécanismes des marchés à terme et des opérations dites sur « produits dérivés », ils prennent des engagements très élevés, tout en ne possédant en capital propre pas le dixième, parfois même le centième du montant des contrats qu'ils négocient. Leur activité est de la spéculation pure, un jeu de casino assisté par des logiciels d'ordinateur.

C'est ainsi qu'en septembre 1998, l'un des plus grands « hedge funds » américain, LTCM, s'est trouvé en situation de cessation de paiement virtuelle après avoir pris des positions fortement spéculatives sur le rouble. On a découvert alors l'ampleur des dettes de ce fonds, 200 milliards de

dollars, soit un montant plus élevé que celui de la dette de l'ensemble des pays asiatiques en crise (3). L'intervention de la FED a été nécessaire pour surmonter les réticences des banques créancières à étendre les délais de remboursement et à renouveler les crédits à LTCM. Le fait que le PDG de LTCM ait été un ancien vice-président de la banque centrale américaine quelques années auparavant conduisit un éditorialiste du Financial Times à parler de « capitalisme de copains »... De la part de ce journaliste, il s'agit d'une pure hypocrisie, mais l'exemple est illustratif de la manière dont toutes les mesures sont bonnes lorsqu'il s'agit de défendre les marchés financiers et leur capacité à assurer au capital-argent la « liquidité ». C'est une des dimensions de la défense de l'argent et de son rôle « mythique » dont Marx a montré toute la portée. On y reviendra plus loin.

Une fois la menace de faillite de LTCM écartée, les marchés financiers, la Bourse mais aussi les marchés obligataires, des Etats-Unis et à un degré bien moindre des principaux pays en Europe, ont retrouvé comme par enchantement la « santé ». Les capitaux financiers repliés d'Asie, mais aussi d'Amérique latine ont pu y trouver des opportunités de placement. Celles-ci ont été d'autant plus attractives que le mouvement haussier du marché, soutenu à la fois par l'arrivée continue de capitaux et par le crédit bancaire bon marché, a permis d'engranger des plus-values boursières en paraissant pour ce faire n'encourir aucun risque. Depuis la fin de 1998, les actions ont gagné environ 50 % à Wall Street et autant ou parfois même plus dans les Bourses où les opérateurs se déterminent par rapport aux cours américains.

DÉPENSES MILITAIRES ET RENFORCEMENT DU POUVOIR DE LA FINANCE

Avant de revenir aux causes les plus récentes de la flambée des cours, il importe de replacer la montée continue des cours boursiers à Wall Street dans le cadre des changements plus anciens dans les rapports de force entre le capital et le travail, qui ont eu lieu au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. A partir de 1980, la politique de l'administration Reagan a systématiquement cherché à imposer des mesures de destruction des droits sociaux, de réduction du coût de la force de travail (licenciements, développement de la flexibilité et de la précarité, etc.), les hausses de salaires étant considérées comme responsables de la hausse des prix. Avec la croissance vertigineuse de la dette publique, elle-même alimentée par les niveaux très élevés des taux d'intérêt, dans les pays du tiers-monde mais également aux Etats-Unis au cours de la présidence de Reagan, le capital financier américain s'est constitué une source de revenus colossaux alimentés par les impôts. Puis, au cours des années quatre-vingt-dix, les fonds de pension et fonds mutuels, qui sont aujourd'hui des organisations dominant les marchés financiers, se sont installés directement à la direction des grands groupes multinationaux. Au nom du « gouvernement d'entreprise », ils ont introduit de nouvelles méthodes de gestion qui ont augmenté le débit des circuits qui vont de la production de plus-value par les salariés au versement de dividendes aux propriétaires de capitaux.

Au cours des années quatre-vingt,

l'endettement fédéral consécutif à la gigantesque croissance des dépenses militaires de l'administration Reagan, ainsi que la circulation des titres de la dette publique ont servi de base à la fois à un transfert de richesse sous forme financière vers les marchés financiers et à une gigantesque création de crédits par le système bancaire américain. Bien que les coupes budgétaires continues des dernières années aient fait sérieusement tomber le déficit, le poids des dettes contractées précédemment demeure très lourd. En 1998, le seul endettement fédéral (hors Etats de la Fédération et collectivités locales) a atteint 3 720 milliards de dollars, soit 43,6 % du PIB. Depuis le lancement de la « guerre des étoiles », le service de cette dette a toujours représenté plus de 3 % du PIB et a même atteint presque 5 % vers 1990-92. Les sommes payées aux détenteurs de titres de la dette publique ont été utilisées pour financer l'achat d'actifs financiers (actions, obligations) à Wall Street. A son tour, cette valorisation boursière a accru de façon totalement artificielle la valeur nominale des actifs financiers détenus par les différentes institutions financières, bancaires et non-bancaires (les fonds de pension, les fonds de placement collectifs et les riches compagnies d'assurance).

Il ne peut pas y avoir d'analyse sérieuse de l'économie américaine et de ses performances « miraculeuses » si on ne part pas des relations des Etats-Unis au reste du monde. Du fait de leur puissance politique et militaire (4), ils peuvent construire leur prospérité sur la captation des ressources des autres et même reporter sur les autres pays capitalistes développés, Japon et pays de l'Union européenne,

quelques-unes des conséquences des mécanismes de l'endettement et de la création de crédit sur une vaste échelle qui a encore renforcé leur capital financier. De fait, le comportement des Etats-Unis ne serait pas envisageable pour un autre pays. Le pays enregistre des déficits commerciaux considérables et croissants avec le reste du monde, plus de 250 milliards de dollars en 1999. Leur endettement externe a atteint 1537 milliards de dollars, soit 17 % du PIB en 1999. Aux rythmes actuels de croissance du PIB et des déficits commerciaux, l'endettement externe atteindrait 70 % du PIB dans dix ans. Or, déficits commerciaux et endettement ne sont possibles que parce que les créanciers les acceptent (ou sont contraints de les accepter). De fait, 40 % des titres de cette dette externe sont détenus par des non-résidents américains, principalement des institutions asiatiques. L'acquisition d'obligations d'Etat américaines a toujours été due au fait que les rendements qu'ils offrent sont plus élevés que ceux existant sur les emprunts d'Etat en Allemagne et au Japon. Dans la dernière période, elle a également bénéficié puissamment de leur dimension de valeur refuge.

INJECTIONS RÉPÉTÉS

DE CRÉDIT

ET FORMATION

ACCÉLÉRÉE DE CAPITAL

FICTIF

Les banques américaines ont été mises en situation de pouvoir à la fois nourrir ce processus par le crédit et d'en profiter elles-mêmes aussi bien comme prêteurs que comme investisseurs financiers. Si les fonds de pension et les fonds mutuels sont

la figure de proue du capital financier contemporain, en particulier par le contrôle direct exercé sur la production de plus-value, le système bancaire en est une composante essentielle. Le système bancaire (à la base duquel se trouve la Banque centrale) demeure au cœur des mécanismes de la création et en grande partie de la démultiplication du capital-argent de prêt sous toutes ses multiples formes. Les banques américaines étaient sorties très affaiblies des secousses financières répétées de la fin des années quatre-vingt et du début des années quatre-vingt-dix (la faillite des sociétés émettrices de junk bonds [effets de pacotille], la faillite des caisses d'épargne privées et surtout le krach immobilier de 1990). Mais la FED leur a permis de se redresser très rapidement grâce à une politique où elles ont pu emprunter à des taux d'intérêt très bas et prêter à des taux élevés.

Il faut souligner le ridicule des affirmations sur l'importance supposée de la maîtrise de la masse monétaire, argument martelé par les monétaristes au nom des positions défendues par la théorie néoclassique pour justifier les taux d'intérêts élevés. En fait, au cours des dernières années, la FED n'a nullement cherché à freiner la création de crédit par le système bancaire. Au contraire, elle s'est souvent trouvée à l'initiative du processus, lors d'interventions pour sauver le système lorsqu'il menaçait de s'effondrer. Ce fut le cas en de nombreuses occasions, mais une étape décisive fut le « signal » envoyé au capital financier en 1987, lorsque la chute des cours enregistrée à Wall Street, supérieure à celle de 1929, ne fut arrêtée que par la fourniture de liquidités aux institutions financières. Ce qui fit déjà dire aux observateurs que la Federal Reserve arrêta « l'in-

«cendie avec du pétrole», commentaire encore plus valable pour la politique suivie à l'automne 1998.

Le système financier américain doit donc aux interventions répétées de la Banque centrale et du Trésor la possibilité d'avoir surmonté sans dommage majeur et en continuant son processus de concentration (5), les conséquences des crises et chocs financiers qui ont jalonné les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Dès que les banques se sont relevées du krach immobilier du début de la décennie, elles se sont mises à prêter des sommes élevées dont une fraction croissante a été placée en actions, de même qu'elles ont accepté les titres comme contrepartie des prêts. Le taux d'épargne des ménages américains est devenu négatif ; le rapport des dépenses au revenu courant disponible, dont près de 20 % provient déjà de revenus financiers, a atteint près de 103 %. La hausse de Wall Street a donc également été alimentée par le biais des prêts et des découverts. Ce mécanisme ne s'est pas seulement auto-entretenu, il s'est considérablement accéléré dans les dernières années. A partir de 1995, la croissance de la masse monétaire américaine s'est faite à des taux de croissance annuels de l'ordre de 10 %, rythme inconnu depuis le début des années soixante-dix.

Cette interconnexion entre Wall Street et le système bancaire est potentiellement explosive. L'ouverture de nouveaux crédits, c'est-à-dire des moyens de paiement (de la monnaie scripturale) pour permettre à leurs clients d'acquérir des actifs financiers, expliquerait, selon les données publiées par Paribas dans sa revue *Conjoncture*, plus de 60 % de la création monétaire observée aux Etats-Unis en 1998 et 1999. On

constate de même une corrélation étroite entre les taux de croissance des crédits bancaires et de ceux de l'indice Dow Jones. Si on est en présence de phénomènes de bulle spéculative du type de ceux analysés par Galbraith, Kindleberger ou Minsky pour 1929, on a aussi affaire à des mécanismes cumulatifs beaucoup plus redoutables encore qui intègrent, en un seul et même mouvement, les banques, Wall Street, le niveau et la structure de la demande et les anticipations de revenu des propriétaires et les gestionnaires de titres. Au nombre des remarques faites par Alan Greenspan dans son audition la plus récente devant le Congrès (le 17 février 2000 rapportée par le *Herald Tribune* du 18 février) il y a le fait que «les accélérations de la productivité ont maintenant tendance à se traduire par des accroissements encore plus forts du côté de la demande globale que dans l'offre. Cela tient principalement au fait qu'une augmentation de la productivité a comme contrepartie l'anticipation d'un accroissement des revenus de long terme des entreprises» (et donc de versement de dividendes et de plus-values boursières).

CRÉDIT, CAPITAL-

ET DÉFENSE DE

« L'EXISTENCE MYTHIQUE DE L'ARGENT »

A la question qu'il juge «absurde» : la production capitaliste avec le volume actuel serait-elle possible sans le système de crédit ?, Marx répond, «évidemment non !». (6) Car le crédit se trouve au croisement de multiples processus où s'entrecroisent sans ja-

mais s'identifier des fonctions monétaires mais également de financement de l'accumulation (7). Ces questions sont largement traitées par Marx qui les synthétise au chapitre 27 du livre III du *Capital*. Il faut rappeler que dans une société dans laquelle le producteur est dépouillé de ses moyens de production et où les rapports économiques d'exploitation prennent la forme de rapports juridiques entre individus «libres», (8) détenir de la monnaie (de l'argent) «permet de posséder la puissance sociale sous la forme d'un objet dans sa poche» (Marx, souligné dans le texte).

D'où, lors des crises, cette situation qui pourrait sembler absurde : «Déprécier la monnaie de crédit (pour ne pas parler de la priver, ce qui serait imaginaire, de ses propriétés monétaires) ébranlerait tous les rapports existants. Aussi la valeur des marchandises est-elle sacrifiée pour garantir l'existence mythique et autonome de cette valeur qu'incarne l'argent» (9). Dans ce cadre, le crédit du banquier, qu'il consent sous forme d'escompte de traites, d'avances, etc. introduit une dimension qualitativement différente. D'une part, il représente pour lui du «capital productif d'intérêt», qui n'est dans son optique qu'un mécanisme qui lui permet de prétendre à des ponctions sur la valeur et la plus-value qui viennent de façon immédiate en partage du profit, mais qui pousse les capitalistes à essayer d'accroître encore le taux d'exploitation des ouvriers. Mais il est aussi, d'autre part, un agent de démultiplication du capital fictif : «à mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se doubler, et par endroits tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital ou simplement une

même créance, apparaît dans les mains différentes, sous des formes différentes. La majeure partie de ce "capital-argent" est purement fictive» (10). C'est enfin également grâce au système de crédit que se développent les sociétés par actions et la «transformation des propriétaires du capital en simples capitalistes financiers» (11).

Avec le développement du capitalisme, le capital-argent s'accumule sous forme emprunts d'Etat, actions, etc. qui ne sont que des titres (des actifs financiers) qui donneront droit (si tout se passe bien) à un revenu. Mais l'expression de «fictif» pour qualifier ce type de capital ne doit pas induire en erreur. Ce capital forme une accumulation de droits de propriété sur la plus-value produite ou à produire, et à ce titre, la préservation de la valeur de ces droits de propriété est évidemment essentielle. En conséquence, les remarques de Marx citées plus haut sur l'argent peuvent être étendues aux titres représentatifs de capital-argent de prêt (les actifs financiers) : il est absolument crucial de conserver leur existence mythique et autonome. Et l'on peut dire que l'histoire du capitalisme peut être lue comme une tentative permanente de s'émanciper des contraintes monétaires (fin de l'or en tant qu'équivalent général de toutes les marchandises) et financières de l'accumulation. Il s'agit d'un effort illusoire puisque les contradictions de ce mode de production ne peuvent être surmontées de façon durable de cette manière. Mais l'objectif vise néanmoins à permettre au capital en tant que classe de préserver «son» droit de propriété fondamental, celui qu'il possède sur la création et l'appropriation de la plus-value.

On peut rappeler ici le rôle joué par le dollar en tant que monnaie de crédit

et moyen de financement au cours des deux décennies d'après-guerre (Gold exchange standard). Il est vrai que le capital financier a été (provisoirement) contenu au cours de cette période, mais il a retrouvé une vigueur inconnue dès la fin des années soixante-dix. A partir des années quatre-vingt, dans le cadre de la «globalisation financière» et avec le concours actif des politiques néolibérales, le capital financier a mis en place des mécanismes de renforcement de sa puissance économique et sociale. L'action conjointe du système bancaire, qui demeure le pivot du système de crédit, et des fonds de placement, qui exercent une position de contrôle de l'accumulation et de la production de plus-value par le truchement des droits de propriété sur le capital qu'ils centralisent, a permis au capital financier américain, et de façon subordonnée, à celui des pays européens, de développer une prospérité peut-être inconnue dans l'histoire du capitalisme.

WALL STREET, LE KRACH, LA CRISE

La montée en force du capital financier depuis trente ans a été confortée par le ralentissement de l'accumulation du capital. La finance s'est nourrie de capitaux qui se sont repliés de la production. Sa force constitue donc en même temps une cause importante de la faible croissance économique des deux dernières décennies. Les Etats-Unis sont parfois présentés comme faisant exception, et il est beaucoup question d'une «nouvelle économie» dans laquelle ils seraient entrés. Wall Street est devenu le pivot du taux de croissance du PIB «élevé» (3,7 ou 3,8 au lieu de 2,5-2,8) dont les dirigeants sociaux-démocrates d'Europe sont tellement

admiratifs. Alan Greenspan ne le cache pas. Dans son intervention du 17 février, il a attribué un point de croissance (1 % de PIB) à l'effet sur la consommation des plus-values boursières, des intérêts et des dividendes. Parallèlement à cela une part non négligeable, la croissance de l'économie américaine repose sur la consommation des ménages qui repose elle-même dans une proportion croissante sur leur endettement, endettement qui leur est généralement accordé en échange de garanties, telles que les actifs financiers (actions, obligations) qu'ils possèdent. Au total, les performances tellement louées de l'économie américaine reposent sur des niveaux très élevés d'endettement, externe et interne (voir ce qui a été dit plus haut), public et privé. L'endettement privé (entreprises et ménages) a presque triplé entre 1994 et 1999, passant de 4 160 milliards de dollars en 1994 à 11 000 milliards de dollars en 1999 (à peu près repartis pour moitié entre ménages et entreprises) soit 68 % du PIB.

La situation commence à devenir périlleuse, au point que le rapport annuel de la BRI en date de juin 1999 notait avec inquiétude que l'insolvabilité des particuliers a pris une ampleur sans précédent. Quant aux entreprises, plus de la moitié des dettes nouvelles (400 milliards de dollars) qu'elles ont contractées en 1998 ont été consacrées à racheter leurs actions. De fait, la fuite en avant dans la création de crédit, en particulier pour enrayer les conséquences du krach de 1987, a abouti à la situation actuelle où l'endettement des ménages et des entreprises atteint des proportions colossales, d'un niveau bien plus élevé qu'en 1987. Or, pour continuer à rembourser les banques et payer les intérêts mensuels, il faut

dra bien vendre les actifs et de ce fait précipiter l'effondrement de leur prix. De son côté, le dynamisme de l'investissement des entreprises dépend pour une large part de ce que les comptabilités nationales nomment les entreprises du secteur financier. Il est composé des banques

«new age» . Que les niveaux atteints par la Bourse américaine et, dans son sillage, les Bourses européennes, soient extraordinairement élevés, même en comparaison d'autres périodes de bulle spéculative, ne fait guère de doute. Les indices en sont nom-

La surévaluation des cours sur le NASDAQ, le marché des valeurs de haute technologie, est encore plus forte. En avril 1999, la revue Paribas citait AOL, Yahoo!, Amazon.com, eBay dont la capitalisation boursière atteignait 125 milliards de dollars pour des revenus (pas des bénéfices !) s'élevant à seulement 3,5 milliards de dollars (12).

Part du produit intérieur brut et des investissements en capital fixe du secteur financier américain

Années	Part du PIB (en %)	Part du capital fixe (en %)
Moyenne des années 1970	1,1	9,8
Moyenne des années 1980	1,6	13,7
Moyenne des années 1990	1,7	16,9
Année 1998	2,4	21,4

Source : adapté de D. Henwood, Booming, Borrowing and Consuming : the U.S. Economy in 1999, Monthly Review, juillet-août 1999

Tous les éléments sont réunis pour que se produise un renversement de tendance ouvrant la voie à une chute significative des cours boursiers de Wall Street, qui pourrait à son tour, au moindre choc économique ou politique important, précipiter le krach. Son point de départ pourrait se situer sur le NASDAQ, le marché des valeurs de haute technologie dont les cours atteignent des sommets astronomiques. Ou bien dans la vente d'une partie de leurs actifs par les non-résidents. La baisse des cours d'actifs financiers qui suivrait leur-vente pourrait alors être aggravée par la nécessité dans laquelle la Federal Reserve se trouverait d'augmenter ses taux d'intérêt pour faire face à une crise de défiance vis-à-vis du dollar (13). Depuis quelques mois, il est clair que le dollar ne se maintient à ses niveaux de parité (en particulier vis-à-vis du yen) que grâce à des taux d'intérêt très élevés (14). Même ceci ne serait plus suffisant si l'administration américaine, relayée par le FMI, n'exerçait pas de fortes pressions pour que la banque centrale japonaise crée encore plus de monnaie, permettant à ses résidents d'acheter des actifs américains (15).

et des fonds de pension et de placement, mais aussi des maisons de courtage, des cabinets d'experts et des sociétés de consultants financiers, etc. Ce secteur a non seulement considérablement augmenté sa place telle que les statistiques nationales la comptabilise (colonne 2 du tableau ci-dessous), mais il a aussi augmenté, de façon plus notable encore, sa part dans les investissements en équipements (principalement informatiques) (colonne 3). Les entreprises du secteurs financier ont compté en 1998 pour plus de 21 % de l'investissement total des entreprises américaines. Tel est le contenu de l'accumulation de capital fixe des Etats-Unis. Et D. Henwood a raison de souligner, dans l'article dont sont tirées ces données, l'extraordinaire parasitisme de l'économie américaine que ceci reflète et qui nous met bien loin d'un prétendu

breux. Par exemple, le ratio cours boursier/dividendes (le Price-Earning Ratio ou PER) qui est censé refléter un taux de rendement (puisque l'on rapporte les bénéfices distribués à la valeur de l'action détenue) est extrêmement bas, de l'ordre de 2 % pour une moyenne de longue période (quatre décennies passées) de 4,8 %. En fait, les dividendes ont bien sûr augmenté depuis une dizaine d'années, mais les cours des actions ont augmenté dans des proportions bien supérieures. On est entré dans une période inédite où les taux d'intérêts à moyen et long terme des bons du Trésor américain, considérés comme des valeurs particulièrement «sûres», sont nettement plus élevées (environ 6 %) que le ratio offert par la possession d'actions, auxquelles est attaché un risque plus élevé, et qui de ce fait devraient produire des rendements plus élevés.

Un effondrement des valeurs à Wall Street entraînerait une baisse brutale du portefeuille d'actifs détenu par les fonds de pension. Des millions de retraités américains seraient alors directement atteints. Du krach bour-

sier, on passerait à une question directement sociale. Un krach ébranlerait également les circuits d'endettement qui forment les ressorts véritables de la forte consommation des ménages et du dynamisme des entreprises. C'est cette angoisse qui avait conduit Greenspan à donner des signes d'encouragement aux «marchés» après l'effondrement des économies asiatiques en 1997, et en aidant jusqu'à maintenant le report de l'échéance de la crise pour le capital américain, à en aggraver la facture pour une grande partie de la planète et les salariés américains. Car c'est sans doute là un trait marquant des deux dernières décennies. Le capital financier, par le truchement de ses organisations et de ses représentants, participe à l'exploitation de la force de travail, directement par le «gouvernement d'entreprise», indirectement par les revenus d'intérêts de la dette publique, qui sont alimentés par des impôts qui pèsent essentiellement sur les salariés et les faibles revenus. Mais la domination du capital financier s'inscrit dans une nouvelle situation historique, ouverte au début des années soixante-dix. Si le terme de crise peut être utilisé pour caractériser ces (presque) trois décennies, ce devrait être à mon avis au sens le plus développé que lui donne Marx. Une crise dont l'expression est la difficulté de mise en valeur des capitaux et un ralentissement de l'accumulation, mais dont les fondements réels se trouvent dans les limites historiques que le capital dresse lui-même à son propre développement et plus encore à celui de l'humanité. On serait alors vraiment entré dans une ère où «La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux

sources d'où jaillit toute richesse : La terre et le travailleur (souligné dans le texte)» (16).

Notes

(1) Voir mon article et celui de François Chesnais dans le n°9 de Carré Rouge, octobre 1998. Voir aussi nos contributions au livre collectif coordonné par Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Le triangle infernal : crise, mondialisation, financiarisation*, Actuel-Marx Confrontations, Paris, PUF, 1999 et enfin ceux publiés (aux côtés de Bernard Friot) le dossier sur la mondialisation coordonné par R. Sobel et M. Kail, dans *les Temps modernes*, janvier-mars 2000.

(2) Voir le numéro de la revue *L'économie politique* sur les paradis fiscaux, n°4, 4° trimestre 1999.

(3) Parmi les institutions que la faillite de LTCM a touchées, il y avait même la Banque centrale italienne, la Banque d'Italie, qui avait prêté pour renflouer ses caisses des sommes considérables à LTCM à des taux d'intérêt très élevés, en se servant pour cela de sociétés-écran (c'est-à-dire d'entités fictives) domiciliées dans des paradis fiscaux (voir *L'économie politique*, op.cit. page 26.

(4) Voir, dans le dossier sur la mondialisation coordonné par R. Sobel et M. Kail, dans *les Temps modernes*, janvier-mars 2000, Claude Serfati, «La mondialisation et son bras armé».

(5) Même si quelques «Golden boys» ont été «pris la main dans le sac» et ruinés, et certaines institutions financières ont été rachetées, ce qui traduit un processus de centralisation du capital bien connu.

(6) *Le Capital*, 1960, Livre 2, tome1, page 321

(7) Sur ce point, l'analyse faite par S. de Brunhoff est importante, voir en particulier *La monnaie chez Marx*, ainsi que *La politique monétaire*.

(8) «Libre» signifie à la fois que le salarié est libre de vendre sa force de travail, à la différence de sociétés esclavagistes, de

servage, etc., et qu'il n'a pas d'autre marchandise à vendre que sa force de travail.

(9) *Le Capital*, 1959, livre 3,2, Chapitre 32 «Capital-argent et capital réel», page 177

(10) *Le Capital*, 1959, livre 3,2, Chapitre 29 «Composantes du capital bancaire», page 132

(11) *Le Capital*, 1959, livre 3,2, chapitre 27, page 102

(12) P. Blanqué, «US Credit. Bubble.com», *Conjoncture*, avril 1999.

(13) Une hausse des taux d'intérêt se traduit par une baisse du cours des obligations déjà cotées sur le marché à des taux inférieurs donc moins attractifs.

(14) Les intérêts servis sur les bons du Trésor américain sont de l'ordre de 6 %, contre pratiquement 2 % au Japon.

(15) Pour acheter des actifs américains, les non-résidents doivent se procurer des dollars, cette demande soutient le cours de la devise américaine.

(16) *Le Capital*, livre1, tome 2, page 182.

Début janvier, une réunion passionnante s'est tenue sous les auspices des Amis du Monde Diplomatique. Son déroulement m'a paru extrêmement révélateur du processus de réflexion où sont engagés une série de militants syndicalistes. Alain Gresh et Serge Halimi avaient invité Stéphane Beaud et Michel Pialoux pour qu'ils présentent leur livre, *Retour sur la condition ouvrière* (Fayard, 1999). Ce livre porte sur les changements que les ouvriers du groupe Peugeot à Sochaux et des usines avoisinantes, mais aussi leurs enfants, ont vécus (ou plus exactement subi) depuis quinze ans dans leurs conditions de travail et de recrutement, mais aussi plus fondamentalement dans leur existence comme classe. La réunion s'est tenue dans le 7^e arrondissement, mais c'est un public fait majoritairement de salariés-travailleurs qui y a assisté. Et ce sont des syndicalistes oppositionnels de la CGT ou de la CFDT et des militants de syndicats «minoritaires» (Sud) qui se sont emparés du micro dès les exposés liminaires terminés. Venant du secteur des banques, d'entreprises publiques comme la Poste ou la SNCF, soumises à une libéralisation préparatoire aux privatisations que le gouvernement programme, ou encore de groupes du secteur privé très «en pointe» (ceux de l'eau et de l'énergie), ils sont venus remercier Beaud et Pialoux d'avoir analysé avec tant de sensibilité et de sympathie l'agression vécue par les ouvriers de Peugeot, avant de dire à quel point ils reconnaissent des traits de leur propre situation dans celle décrite pour l'automobile à Montbéliard. Ils ont également tous exprimé leur besoin de trouver des lieux de discussion «libres» (au sens de pouvoir y dire ce qu'ils ressentent sans que leurs propos soient sur-interprétés ou sanctionnés) et leur espoir de pouvoir débattre plus souvent avec des chercheurs connaissant leurs problèmes et prêts à dialoguer avec eux.

Enquête sur les ouvriers de Peugeot à Sochaux

D'autres publics de salariés ont également bien accueilli les présentations faites par les auteurs. C'est donc plutôt vers les militants politiques que je me tourne ici. La sociologie universitaire n'a jamais eu (et n'a, je crois, toujours pas) très bonne presse auprès des grands ap-

pareils syndicaux, pas plus que dans les petites organisations politiques, «ouvrières» par leur programme, mais non par leurs liens effectifs avec la classe ouvrière. Il y a eu à cela des raisons tenant à des interrogations légitimes sur les buts des recherches, la nature de la relation entre le sociologue chercheur et son «sujet d'enquête» et sur les méthodes de recherche. On y reviendra, car l'un des mérites du livre de Beaud et de Pialoux est de s'expliquer abondamment sur ces points. Mais la méfiance, sinon l'hostilité à l'égard des sociologues dans les organisations ouvrières a eu d'autres raisons moins avouables. Pour les grands appareils syndicaux et politiques, PCF et CGT en tête, la classe ouvrière a été pendant cinquante une sorte de «chasse gardée». Dans le cas des groupes politiques petits ou même très petits, c'est la préservation d'un monopole qui est en jeu. Être les seuls autorisés à dire ce que «pensent les ouvriers» et comment ils se déterminent, pour en tirer les éléments de l'orientation (la «ligne») a longtemps été (et reste sans doute encore parfois) l'un des éléments sur lesquels les dirigeants de certains groupes construisaient leur autorité politique. Monopole mesquin, défendu d'autant plus âprement que les liens du groupe, avec les salariés en général et les ouvriers d'usine en particulier, étaient faibles. Puisqu'il s'agissait d'un travail du compagnon de Marx, les militants pouvaient lire l'enquête d'Engels sur La situation de la classe laborieuse en Angleterre, en tous points voisine d'une recherche de sociologie, mais ils étaient priés de s'en tenir là.

LA MÉTHODE DE RECHERCHE ET

L'IMPLICATION DU CHERCHEUR

La méthode de recherche du livre de Stéphane Beaud et de Michel Pialoux est celle de l'entretien individuel mené de façon suivie sur une période longue (quatre ans au minimum) et souvent même très longue (dans certains cas plus de quinze ans), avec des ouvriers de Peugeot, rencontrés dans différentes dimensions de leur vie et de leur activité. Celle de leur activité de militant (le local syndical, les réunions du comité de grève pendant le conflit de 1989) ou de «citoyen» (le stade ou les fêtes de la FCPC de l'école ou du collège des enfants) et celle de leur vie familiale. C'est la méthode qui a déjà fait le très grand intérêt du livre collectif dirigé par Pierre Bourdieu, *La misère du monde*, publié en 1993, auquel Pialoux et Beaud ont fait une contribution importante (cinq chapitres individuels et un chapitre en collaboration déjà). Ces entretiens, qui se sont étendus plus tard aux enfants de certaines des familles (et par leur intermédiaire à d'autres élèves de familles ouvrières), ont été obtenus grâce à des liens de grande confiance établis avec de nombreux ouvriers de Peugeot., le point de départ étant l'amitié tissée entre Michel Pialoux et Christian Collonge, OS et militant CGT à «l'Usine».

Le propre de cette méthode est de conduire le chercheur à être progressivement personnellement «impliqué» dans les entretiens avec des gens qu'il apprend à bien connaître, mais aussi avec «la vie du groupe ouvrier» comme telle (note de la page 437). La recherche ne porte pas sur une somme d'individus isolés, atomisés, mais sur leurs relations avec le patronat et ses représentants, entre eux, avec leurs organisa-

tions syndicales et politiques, entre eux-mêmes et leurs enfants. C'est de bon droit que les auteurs peuvent revendiquer le fait d'avoir mené une étude sur l'évolution et le devenir «d'un "groupe social", le groupe ouvrier (de Sochaux-Monbéliard), de la déconstruction-reconstruction des identités collectives et individuelles des membres du groupe» (page 437)). Dans la présentation orale de janvier, Stéphane Beaud précisera qu'ici le terme groupe est utilisé simplement pour dire que ce n'est pas sur la classe ouvrière dans son ensemble que le travail a porté, mais seulement sur l'un de ses segments, celui des ouvriers de Peugeot. Mais de préciser que, dans cette limite, c'est bien sur la classe ouvrière que le travail porte, dans l'articulation qui est décisive pour elle de «classe en soi et de classe pour soi». Nous y reviendrons un peu plus loin.

Bien qu'il s'agisse d'entretiens où il y a «implication», on ne sent à aucun moment une confusion entre la position professionnelle et sociale des chercheurs et celle occupée par les gens dont ils notent les témoignages. C'est toujours à des «profs de fac» venant de Paris que les ouvriers et les techniciens, les militants syndicaux et les élèves de lycée et étudiants, savent qu'ils livrent leurs informations et leurs points de vue au cours des entretiens. Ce livre est donc bien un travail «scientifique», mené selon l'une des méthodes éprouvées de la sociologie (et, je crois, la plus authentique et légitime). Les auteurs sont parfaitement clairs sur le lieu «d'où ils écoutent et écrivent». Mais le travail n'est pas «neutre» et il ne prétend l'être à aucun moment. Lorsque Michel Pialoux dit qu'en tant que chercheur, et à mesure des entretiens, il s'est «impliqué», il faut prendre ce terme au

sens fort. L'engagement politique du livre est on ne peut plus clair. Les deux auteurs écrivent ainsi que la recherche a été menée avec l'intention explicite de contrecarrer «le processus de réhabilitation de l'entreprise à l'œuvre depuis le début des années 1980, qui a étroitement coïncidé avec les "adieux au prolétariat" de nombreux intellectuels "marxistes", qui a fait apparaître les ouvriers comme des obstacles à la modernisation de l'industrie, comme les héritiers d'un passé révolu, menant nécessairement des combats d'arrière garde» (pages 15-16).

L'engagement de ce livre n'est ni sentimental, ni «humaniste». Il comporte des prises de position sur des questions où la confusion est grande chez les universitaires et dans des institutions comme la Maison des Sciences de l'Homme. C'est ainsi, par exemple, que dans les dernières pages, forts de tout ce que les entretiens leur ont apporté, les auteurs montrent ce qu'a signifié l'application de la loi des 35 heures chez Peugeot. Ils fustigent la méconnaissance des problèmes ouvriers (une méconnaissance parfois tout à fait intéressée, parce que liée à des stratégies de carrière) que comporte l'appui de tant «d'intellectuels de gauche» à la réforme Aubry. «Tout se passe comme si les ouvriers devaient a priori être convaincus de l'intérêt qu'il y a à partager leur travail en voyant leurs salaires encore baisser, comme s'ils devaient se résigner à voir leurs conditions de travail se dégrader encore sous l'impact de l'application de la loi des 35 heures. Chez Peugeot, l'accord de 1999 prévoit l'intégration dans le temps de travail effectif des temps de pause (25 minutes par jour), le travail du samedi non payé en heures supplémentaires, etc. La plupart des ouvriers de l'usine le vi-

vent comme une régression et les militants CGT comme une façon déguisée de revenir sur les acquis obtenus par les luttes passées (les grèves de 1961 et de 1964 notamment). Les ouvriers devraient ainsi se résigner à considérer comme accessoire la question matérielle, renoncer à obtenir l'amélioration de leur revenu. Ils semblent ainsi, au nom du partage du travail, être condamnés à être maintenus juste sous au-dessus de la ligne de flottaison, sous la menace permanente de tomber du côté des nouveaux working poor et des RMIstes.» (p. 423)

FACTEURS CONSTITUTIFS D'UNE «RUPTURE DANS L'HISTOIRE DES RAPPORTS DE CLASSE»

L'engagement de Pialoux et de Beaud est d'autant plus notable qu'il se fait aux côtés d'un segment de la classe ouvrière dont les auteurs nous disent qu'il a vécu, à ses dépens, au cours des quinze dernières années, «une rupture importante dans l'histoire des rapports de classe». Pendant cette période, «les digues construites au fil du temps par le mouvement ouvrier pour s'opposer à l'exploitation, doter le groupe d'une conscience de classe et mieux résister à la domination symbolique (cf. idéologique et politique) ont très largement cédé» avec le résultat que «la morgue, l'arrogance et les diverses formes de mépris des "dominants" se sont libérées et s'étaient parfois sans complexe» (page 16). C'est là le résultat conjoint de facteurs objectifs et «subjectifs».

Pour les ouvriers de Peugeot et ceux des firmes sous-traitantes de «l'usine», la rupture dans les rapports de force avec l'adversaire de classe

s'est manifestée d'abord dans l'aggravation des conditions quotidiennes de travail. L'ensemble des mécanismes économiques et sociaux résultant de l'introduction et de l'adaptation par les groupes industriels français des méthodes dites «toyotistes», ont eu cet effet. Ces mécanismes ont été analysés avant la parution de ce livre, grâce à d'autres travaux, mais ils sont étudiés ici avec minutie pour Sochaux-Montbéliard. Le livre nous présente les étapes de la réorganisation du procès de travail dans un contexte fait à la fois de changements techniques radicaux, mais aussi de libéralisation, de déréglementation et de mondialisation du capital et donc de montée du chômage. On suit à travers des entretiens ce que signifie au quotidien «la mondialisation heureuse» célébrée par Alain Minc et Eric Izraelewicz, pour des ouvriers que les porte-parole de l'industrie et de la finance s'emploient à présenter comme des «privilegiés» parce qu'ils ont longtemps joui de contrats de travail plus ou moins stables. La mondialisation a été synonyme pour eux d'une intensification qualitative des rythmes de travail, des tensions et du stress dans les usines ; de la précarisation rampante de l'emploi ; des baisses des salaires que les OS et bien sûr les «smicards» dans les PME sous-traitantes ont subies en relation aux salaires et rémunérations des autres catégories.

Mais la rupture dans l'histoire de la classe ouvrière de Sochaux-Montbéliard, s'est faite aussi, de façon parallèle, par l'affaiblissement très marqué, sinon par l'interruption des mécanismes sociaux antérieurs de transmission d'une génération à l'autre des idées et de la vision du monde qui étaient celles du «groupe ouvrier». Cette rupture-là a été beau-

coup moins étudiée et elle est aussi moins connue parce que maintenue sous silence, refoulée. Elle est analysée très soigneusement dans ce livre sous deux formes. La première est celle de l'arrivée dans l'usine d'une nouvelle génération de jeunes ouvriers «importés» par la direction de Peugeot au moment où elle a commencé à mettre en place les nouvelles formes d'organisation du travail correspondant à l'arrivée massive de l'électronique. La seconde est celle qui s'est produite au sein de beaucoup de familles ouvrières. C'est ici que se trouve l'une des grandes originalités du livre, qui est d'étudier le devenir des enfants des ouvriers de Sochaux et de mesurer le degré de rupture entre pères et fils. Celle-ci n'est pas imputable simplement au chômage et au changement technique. Elle a été aussi la conséquence (le résultat délibéré ?) des politiques scolaires de démantèlement de l'enseignement professionnel, du bac pour 80 % des élèves, etc., dont les gouvernements à direction socialiste et à direction RPR pratiquant «l'alternance», ont été les agents conscients depuis plus de vingt ans.

Aux côtés de mécanismes tenant soit au fonctionnement même du capitalisme dès que tous les freins à la concurrence sont levés, soit à la mise en œuvre de stratégies patronales et gouvernementales visant à modifier de façon délibérée les rapports de classe aux dépens des ouvriers, il y a eu enfin un troisième facteur, dont le rôle ne peut pas être sous-estimé. Ce facteur a été «subjectif», très exactement politique. Beaud et Pialoux nous font comprendre à quel point la résistance du «groupe ouvrier» des usines Peugeot face à «son» patronat, comme plus largement à la pression accrue

de la société capitaliste, a été affaiblie, minée, sapée, par l'effondrement de l'URSS et la prise de conscience de l'ampleur du désastre du stalinisme. Dans le cas précis des militants ouvriers de Peugeot, la chute de l'URSS paraît avoir signifié la disparition de la seule forme qu'ils connaissaient «d'espoir politique d'un changement radical des rapports sociaux sur la base d'un modèle de type socialiste» (page 364). Ce n'est peut-être pas un simple hasard que la dernière grande grève à Sochaux se soit déroulée en septembre-octobre 1989. Au cours de leurs entretiens, les auteurs ont perçu le poids de «la crise des croyances, la perte de confiance dans les anciens modèles de résistance, l'évanouissement brutal de l'espoir communiste» qui ont suivi la chute du Mur de Berlin et les événements qui l'ont suivie, la difficulté que de nombreux militants ont eu de continuer à mener comme avant la lutte dans l'usine.

UNE PARENTHÈSE SUR LA PLACE DE L'URSS DANS LA CONSCIENCE POLITIQUE OUVRIÈRE

Ouvrons une parenthèse, dont nous espérons que Michel Pialoux et Stéphane Beaud comprendront l'importance pour les lecteurs de cette revue. Souligner cette démolition à la suite des deux auteurs, sinon ce désarroi politique, revient à mettre pleinement en valeur le fait que puisque les événements de 1989-91 n'ont pas débouché sur une révolution politique et sociale d'où la classe ouvrière de l'URSS et des pays de l'Est serait sortie vainqueur, et qu'ils ont au contraire scellé la victoire du capitalisme pour toute une période,

la chute du Mur et l'effondrement de l'URSS ont été vécus, et continuent très souvent de l'être, comme une défaite de la classe ouvrière, et même une défaite profonde. Dans leur grande majorité, les rédacteurs de Carré Rouge se sont accordés depuis la fondation de la revue sur le caractère «nécessaire» et donc totalement progressiste de l'effondrement du stalinisme (effondrement qui ne signifie pas l'effacement de ses séquelles très profondes), mais nous avons pris longtemps à mesurer la portée du fait qu'il ne soit pas issu d'une révolution politique ouvrière ou conduit vers elle. La lecture attentive du livre de Beaud et Pialoux permet d'en deviner les effets à Sochaux. Ce que la classe ouvrière française a eu (jusqu'à un certain point et avec des limites très importantes) de traits d'une «classe pour soi», (de «classe mobilisée» dans la terminologie Bourdieu) est né de son adhésion politique massive à tout ce que la Révolution d'Octobre a pu représenter, à l'immense espoir qu'elle a suscité (il n'y a qu'en Italie qu'elle a été équivalente). S'il en est ainsi, c'est parce qu'en France l'émergence de la classe ouvrière industrielle a été contemporaine ou postérieure à la révolution russe.

La formation d'une classe ouvrière industrielle concentrée a toujours été soumise aux rythmes propres de développement de la grande industrie capitaliste dans chaque pays. Dans le cas français, elle est tardive, étant pour une part contemporaine de la Première Guerre mondiale (liée à la préparation et au déroulement de celle-ci) et dans sa majeure partie postérieure à la Seconde Guerre impérialiste. Si l'on excepte l'influence des courants socialistes du XX^e siècle et l'expérience de la révolution de 1848 et de la Commune, la

conscience politique de la classe ouvrière française s'est faite essentiellement à partir de fondements dont le socle a été l'adhésion à la Révolution d'Octobre. Le socle ne veut pas dire le seul facteur. Dans la formation politique de la classe ouvrière, il y a eu aussi l'enrôlement dans un soutien actif à l'idéologie de la « République », facteur parfaitement contradictoire avec le premier, mais dont le PCF s'est chargé très tôt de faire la synthèse (Marcel Cachin en est le symbole personnifié).

Le soutien que la classe ouvrière a apporté au PCF jusque vers 1978 a marqué les limites de sa capacité à être « une classe pour soi », capable de prendre la tête des autres classes et couches sociales en lutte contre la société bourgeoise. C'est là l'expérience amère de la grève générale de 1968. En revanche, le soutien des ouvriers à l'URSS n'a jamais été une adhésion au « socialisme réel » : on ne la rencontre que dans les rangs de l'appareil du PCF, chez les « apparatchiks ». Après Budapest, Prague, Varsovie et Gdansk, la réalité du système a commencé à être perçue chez les militants ouvriers autant que chez ceux appartenant à d'autres couches sociales, mais l'espoir demeurait que les jeux n'étaient pas faits, qu'il pourrait encore sortir du « socialisme réel » une société socialiste véritable. En ne débouchant pas sur la révolution politique, la disparition de l'URSS devait nécessairement être vécue comme une défaite. Il ne pouvait en être autrement. Cela n'a pas été le cas simplement chez le groupe ouvrier de Sochaux. Nous en connaissons les effets dans les rangs de toutes les organisations trotskistes, où la fermeture définitive de la perspective de la révolution politique a été vécue de façon très douloureuse, provoquant notamment

chez les groupes plus petits, nés d'exclusions, des réflexes de repli politique profond fondés sur l'appréciation d'un nouveau « minuit dans le siècle ». Rien de plus naturel que ce facteur ait facilité la tâche de la direction de Peugeot dans sa volonté de détruire « le système politique propre à l'atelier ».

POURQUOI IL FALLAIT

EN FINIR AVEC

LE « SYSTÈME POLITIQUE

PROPRE À L'ATELIER »

La grève générale de mai 1968 a été particulièrement dure chez Peugeot. Avant qu'elle ne prenne fin, il a fallu une occupation militaire de la région de Sochaux-Montbéliard par la gendarmerie, qui s'est soldée par deux morts chez les ouvriers. Après la reprise pourtant, et tout au long des années 1970 et du début des années 1980, l'organisation du travail a été profondément marquée par les rapports politiques entre les ouvriers d'un côté et le patronat et sa maîtrise de l'autre façonnés par la grève générale. Sochaux a été l'une des rares usines où la victoire électorale de Mitterrand et de l'Union de la gauche en 1981 a été suivie tout de suite d'une grève dure.

« Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité grandissante des travailleurs (solidarité qui oppose des limites à la concurrence que la bourgeoisie crée et recrée sans cesse entre eux) ». A ces idées essentielles de Marx et d'Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, font écho les sections du livre où les enjeux de la solidarité au niveau de l'atelier sont analysés, ainsi que le rôle que celle-ci a joué

comme bouclier, malheureusement seulement passager, contre la direction, et surtout comme frein à la concurrence entre les ouvriers. C'est particulièrement vrai lorsque Michel Pialoux, dans un des chapitres qui porte plus particulièrement sa griffe, présente ce qu'il nomme le « système politique propre à l'atelier », construit autour et après 1968. « La politisation ouvrière dans les ateliers d'OS telle qu'elle s'est constituée dans les années 1970 trouve sa spécificité dans un rapport à la politique construit sur la défense d'intérêts immédiats — le salaire, le temps de travail, les primes, la promotion — et autour d'un système de solidarités pratiques, constituées dans le temps à travers des luttes. En regardant attentivement les relations qui s'instituent dans l'atelier entre le délégué et sa base, entre le délégué et la maîtrise, on voit comment se construisent ensemble résistances individuelles et résistances collectives [...]. Au-delà d'une culture de solidarité, on pourrait parler d'un « système politique propre à l'atelier », qui a eu longtemps sa cohérence, et à l'intérieur duquel le délégué avait une place éminente. L'enjeu de ces luttes est la dignité ou, plus exactement, la manière dont on se défend contre la chute — toujours possible et présente dans les esprits — dans l'indignité. » (p.334)

On se trouve ici en présence de rapports d'un type particulier. Ils sont simultanément des rapports compatibles avec l'exploitation, puisqu'ils laissent entier le rapport fondamental entre le capital et le travail et qu'ils ne touchent pas au salariat comme obligation faite aux prolétaires de vendre leur force de travail, et contradictoires au plein développement de cette exploitation, puisqu'ils ont pour effet de dresser des barrières à son intensité, d'organiser la résistance

face à la surveillance et de ménager aux ouvriers des espaces relatifs de liberté dans l'atelier. Cette résistance peut parfaitement comporter à l'occasion, lorsque d'autres voies de revendication sont bouchées, le recours à des formes assez organisées de sabotage du travail. Ce sont ces rapports politiques que la direction de Peugeot va entreprendre de détruire dès que les conditions seront réunies pour le faire. A partir du début des années 1980 cinq éléments conjugués le lui permettent : la montée rapide du chômage ; l'introduction à partir de l'étranger (Japon, Etats-Unis) de nouvelles technologies de production et de nouvelles formes de surveillance du travail ; la prégnance du discours sur la compétitivité et la «restauration de l'entreprise» dont le Parti socialiste et une partie grandissante du PCF (l'aile Hertzog) se sont faits les porteurs ; la chute de l'URSS dont nous venons de parler ; enfin, lorsque la croissance des effectifs a pris fin, le parti que le patronat a tiré du vieillissement des travailleurs embauchés vingt ans plus tôt et de leur usure physique et morale. L'analyse des entretiens y fait souvent allusion.

Plusieurs de ces éléments se sont nourris les uns les autres et se sont renforcés de façon cumulative. Dans le contexte de la mondialisation financière et de la montée en puissance des revenus financiers rentiers, la hausse du taux d'exploitation a d'abord bénéficié au capital financier de placement. Elle a renforcé «le pouvoir de la finance» (titre d'un livre très intéressant d'André Orléan que j'ai lu quelques semaines avant celui-ci). Le fétichisme de la finance (celui qui est engendré par le cycle «raccourci» du capital, dans lequel on paraît passer miraculeusement de A à A'), n'est opérant que pour au-

tant que les porteurs de créances sur l'activité d'autrui voient la réalité se conformer au mirage de «l'auto-valorisation» des placements financiers. Il faut donc qu'il y ait une production effective de valeur et de plus-value, même si le poids des ponctions de la finance la rendent jour après jour plus difficile. C'est sur les groupes industriels que repose la tâche de faire qu'il en soit ainsi. C'est à eux qu'il revient d'assurer l'extraction de la plus-value destinée à passer pour partie entre les mains de rentiers. Peugeot est un parfait exemple d'un tel groupe, et à croire Le Figaro du 26 octobre 1999, il a bien réussi. Il rapporte que sous la présidence de Jacques Calvet, «les fonds propres du groupe (ses réserves financières non investies, placées sur les marchés financiers) ont été multipliés par dix et la capitalisation boursière par treize». Ce sont les méthodes utilisées par le groupe et l'agression contre les travailleurs qu'elles ont supposée qui sont décrites dans ce livre.

AUTOMATISATION, «CERCLES DE QUALITÉ» ET AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

La montée du chômage et le retour de formes de concurrence entre les ouvriers fondées sur la hantise de perdre son emploi, sont des facteurs dont on mesure les effets de bout en bout dans ce livre. Ce sont ces facteurs qui ont permis à Peugeot d'entreprendre, plus facilement que cela n'aurait été le cas autrement, la dissolution des collectifs de travail dans les grands ateliers de «l'usine» ainsi que l'externalisation des approvisionnements. Tels sont les processus qui conduisent à la dispersion

des concentrations ouvrières et qui facilitent la destruction des rapports politiques créés par les ouvriers et leurs délégués dans les années 60 et 70. Deux moyens «techniques» ont été mis en œuvre. Le premier a été la construction d'ateliers nouveaux, de conception et d'architecture très différentes des précédents, à équipements automatisés et robotisés, permettant une organisation du travail totalement changée à laquelle très peu des ouvriers «anciens» pourraient s'adapter. Elle a eu pour conséquence ce que les auteurs nomment «une grave dévalorisation du travail, à la fois objectivement et subjectivement».

Travail dévalorisé objectivement, par la baisse des salaires relatifs, notamment ceux des OS, mesure la plus sûre de l'abaissement de la position du groupe ouvrier dans la hiérarchie sociale. Travail dévalorisé subjectivement pour différentes raisons, au cœur desquelles il y a une intensification très forte des rythmes, mais aussi la réapparition d'une très forte concurrence entre les ouvriers au sein même des ateliers. C'est ce que les ouvriers anciens nomment «la dégradation de l'ambiance». L'une des dimensions tient à la transformation des modes de rémunération à la suite de la mise en place de politiques d'individualisation des salaires et de nouvelles formes de primes. Les ouvriers ont relaté dans les entretiens l'ensemble des petites humiliations subies pour «grappiller quelques sous» du fait de l'introduction de «primes au mérite» ou de petites primes collectives d'un montant dérisoire (100 F), à propos desquelles des ouvriers d'une même équipe de travail peuvent pourtant s'entre-déchirer. Beaud et Pialoux relatent qu'au cours des entretiens, les ouvriers intégrés dans les nou-

velles structures et les nouveaux rapports, ont exprimé le sentiment d'être pris dans le piège d'une concurrence de plus en plus impitoyable, dont les formes seraient difficiles à percevoir de l'extérieur.

La situation des délégués syndicaux, déjà très nombreux à être atteints par la crise d'identité politique du fait des événements dont on a parlé plus haut, est devenue de plus en plus difficile. Dans des grands ateliers des années 70, les délégués étaient des «figures» de l'atelier, respectées voire admirées. Leur pouvoir alors considérable de défense des ouvriers contre la maîtrise s'accompagnait du pouvoir moral de statuer entre ouvriers (avec l'opposition entre les «copains» et les «fayots»), comme d'entretenir la sociabilité ouvrière dans les ateliers, au moment des pauses ou des «dépannages». Les témoignages font état au cours des derniers quinze ans, «d'une sorte de retournement, lié à la perception par les OS de l'aggravation de leurs conditions de travail : le délégué devient de plus en plus soupçonné de bénéficier d'"avantages" : il est celui qui peut sortir de la "chaîne", qui bénéficie d'heures de délégation, de droits supplémentaires, il est comme on dit "protégé" (contre le licenciement), etc. ». La dégradation de l'ambiance dans les ateliers et l'aggravation de la concurrence entre les ouvriers sont mesurables au moment de l'arrivée des fiches de paye. «Avant, sur le lieu de travail, lorsque la "paye" arrivait, les ouvriers du secteur se montraient leurs fiches de paye, on en discutait publiquement, le délégué donnait souvent le ton, étalait en premier sa fiche et si des ouvriers se montraient réticents, le délégué les rappelait à l'ordre à sa manière. S'il y avait des problèmes sur la fiche de l'un ou de l'autre, le

délégué allait voir le chef pour "débrouiller" la situation. Aujourd'hui, ont expliqué les délégués lors des entretiens, on ne montre plus les fiches de paye, on les cache même, pour que personne ne puisse voir les petites ou grandes commissions de chacun, notamment en matière de primes "au choix" (tout cela, rappelons-le, sur fond de stagnation des salaires ouvriers)».

L'EXTERNALISATION ET L'ORGANISATION DE LA CONCURRENCE ENTRE SOUS-TRAITANTS

Le second processus, mené en parallèle avec l'automatisation et la mise en place des «cercles de qualité», a été celui de la délocalisation et de l'externalisation des activités de production. Ce processus s'est encore accéléré depuis le milieu des années 1990. Les «fleurons» industriels de l'usine ont progressivement disparu, notamment une partie importante de l'usine de «mécanique» (bastion des ouvriers professionnels) dont la production de moteurs est transférée, en 1979, dans le Nord de la France. Le processus de désengagement industriel de l'usine s'est accéléré au début des années quatre vingt dix ; ainsi, les symboles ouvriers de la vieille usine, comme la fonderie et l'atelier de «garniture» (préparation et installation des sièges de voiture) n'ont pas été modernisés et semblent voués à disparaître rapidement. L'usine de Sochaux se réduit de plus en plus aux ateliers de carrosserie et de peinture. Elle s'est transformée progressivement en centre de montage et en donneur d'ordres aux PME satellites, entreprises sous-traitantes qui sont de plus en plus étroitement reliées à

Peugeot, et qui sont aussi de plus en plus étroitement dépendantes de ces commandes à satisfaire dans les conditions nouvelles de l'approvisionnement en composants à «flux tendus».

Ici encore, le contexte de la mise en place de l'externalisation est celui de la désindustrialisation et de la montée du chômage. Au cours des vingt dernières années, à la suite de la fermeture des usines métallurgiques et textiles, la région de Sochaux-Monbéliard est devenue une zone quasi mono-industrielle totalement dépendante de l'automobile : à côté de Peugeot-Sochaux on trouve de grosses usines comptant plusieurs milliers de salariés, directement liées à Peugeot (ECIA, Peugeot-cycles), et aussi de nombreux sous-traitants, le plus souvent récemment installés. Ces équipementiers (fabricants de pare-chocs, faisceaux électriques, planches de bord, sièges de voitures, etc.), installés à proximité, vivent au rythme de la grande usine. Les commandes de production se font au jour le jour, les camions alimentent dans des délais très courts les chaînes de montage, le moindre retard dans la production prend des proportions dramatiques, provoquant pannes et ruptures de stock. Les flux tendus et les contraintes drastiques de qualité imposent aux sous-traitants, donc aux opérateurs, des cadences de production et une intensité de travail toujours plus fortes. Ici, le ressort de la concurrence organisée par le capital entre les ouvriers n'est plus le salaire, mais l'emploi, dont la préservation est liée à la production à zéro défaut et à coût très bas. Le salaire, en effet, c'est le SMIC pour tous (ou pour toutes, car dans beaucoup de PME les ouvriers sont presque exclusivement des femmes, choisies de préférence par-

mi les mères-célibataires, pour qui le maintien de leur emploi est vital). Touchant tous le même salaire, les ouvriers sont mis en concurrence au travers de celle que Peugeot organise entre les entreprises dans la région de Montbéliard, mais aussi entre celles-ci et des usines situées dans le Sud de l'Europe ou dans les pays de l'Est. Pour chaque pièce ou composant, Peugeot a plusieurs fournisseurs : dans la région, en Pologne, au Portugal et les «performances» des uns et des autres leur sont communiquées par leurs patrons grâce aux informations publiées par le donneur d'ordre unique, Peugeot.

LA MISE EN CONCURRENCE D'OUVRIERS DE GÉNÉRATIONS

On en arrive à l'un des chaînons les plus dramatiques du processus de destruction des «rapports politiques de l'atelier» et de reconstitution par le patronat d'une concurrence très forte entre les ouvriers. La réduction des effectifs stables au moyen de «plans sociaux» et «d'aides au retour» pour les travailleurs immigrés est allée de pair avec l'emploi croissant d'intérimaires de moins de 25 ans, pour boucher des trous et comme mesure préparatoire aux licenciements de «vieux» et aux embauches de jeunes grâce aux subventions généreuses de l'Etat dans le cadre des politiques «d'aide à l'industrie automobile». Cette stratégie a été un moyen de plus pour aggraver la concurrence au sein des ateliers et des équipes, concurrence entre générations qui est aussi une première expression de la rupture dans la transmission de père en fils

de l'héritage politique qui avait été celui de la classe ouvrière jusque vers la fin des années 1980.

Pour les intérimaires âgés de 23 à 25 ans, que Peugeot recrute très souvent dans le Nord ou en Bretagne, là où le chômage est particulièrement élevé, l'usine de Sochaux apparaît comme un havre de paix après une succession de stages, de contrats «jeunes» et de missions d'intérim. Ils voient leur contrat d'intérim dans une firme prestigieuse comme la fin possible de la «galère», une occasion peut-être unique de trouver un emploi stable. Les responsables de la politique du personnel (de la «gestion des ressources humaines» ...) en sont pleinement conscients et ils en tirent tout le parti possible pour achever de détruire les anciens collectifs de travail. Ils mettent donc dans la tête des jeunes que l'un de leurs rares «atouts» serait leur capacité et leur disposition à entrer dans la «modernité» des nouveaux ateliers et de devenir des «opérateurs» efficaces, disponibles, sérieux, coopératifs, etc. Dans les entretiens, les jeunes (intérimaires ou fraîchement embauchés) disent que c'est ainsi qu'ils espèrent s'approprier leur travail, le rendre vivable et acceptable. «Bref être ouvrier différemment, sans l'espèce d'atavisme "grognon", "gueulard" de leurs prédécesseurs» pour reprendre les termes de Stéphane Beaud dans son exposé de janvier. «De leur côté, les militants syndicaux disent le plus souvent des rares jeunes embauchés, en le déplorant : "ils entrent dans la logique de l'entreprise" au sens de "ils font le jeu du patron". L'essentiel pour ces jeunes, c'est de ne pas être enfermés dans une position d'OS qui apparaît marquée à leurs yeux comme trop "ouvrière", trop "dominée"». Une solution, qui ne peut être que

temporaire, est celle qui consiste à jouer avec les ambiguïtés statutaires de «l'opérateur», qui permettent aux nouveaux embauchés diplômés de ne pas se considérer entièrement ou exclusivement comme des ouvriers. Les jeunes s'empressent ainsi de reprendre à leur compte les nouvelles dénominations d'usine (opérateur, ligne, «groupe»...) et d'adhérer à la thématique de la «qualité», ce que les ouvriers de la génération précédente, sans parler des militants, refusent de faire, presque par principe, pour marquer leur distance irréductible avec la direction et l'encadrement, «le patron». Pour ces ouvriers, les intérimaires apparaissaient donc de façon immédiate et brutale comme des concurrents au travail. Ils donnent l'impression aux «vieux» OS par leurs attitudes (travail avec un walkman vissé sur la tête et en T-shirt, sans bleu, mutisme, refus parfois ostensible de communiquer avec les autres collègues de travail, etc.), de ne pas respecter les codes sociaux établis de longue date dans les ateliers, de briser ouvertement les solidarités anciennes. Pour reprendre de nouveau les termes de Stéphane Beaud dans sa présentation de janvier : «Le "jeune précaire", tel qu'il apparaît à des vieux OS militants, c'est celui qui ne peut pas être pensé comme véritablement "ouvrier" —au sens où ce mot engage fondamentalement l'idée de luttes, d'histoire commune et d'espérance politique—, ou pour le dire vite, celui qui "ne fera jamais un militant". Leur irruption dans les ateliers a fait brutalement prendre conscience aux OS "anciens" qu'une distance culturelle irréversible s'était creusée entre les générations ouvrières. Cette mise en question de l'identité ouvrière a été d'autant plus douloureuse qu'elle provenait de l'"intérieur" même de la

condition ouvrière, si l'on peut dire de la part des contemporains de leurs propres enfants, sinon de ceux-ci en personne. Les "vieux", et notamment des vieux militants, ont alors senti qu'ils ne pouvaient rien leur transmettre de leur savoir ou de leur expérience "politique" et découvert que le fil des générations ouvrières à l'usine était rompu».

LE MIRAGE DES ÉTUDES

«LONGUES» ET

LA RUPTURE INTERNE

DU «GROUPE OUVRIER»

Ce fil n'a pas été rompu seulement à l'usine, mais aussi assez largement à la maison, pas uniquement du fait du chômage, mais aussi des changements dans l'enseignement. Depuis le début des années 90, explique Stéphane Beaud, «les parents ont vu leurs enfants devenir sous leurs yeux —et bien souvent sous le même toit— des espèces d'hybrides sociaux, ni "prolos" ni "intellos", éprouvant de grandes difficultés à s'installer professionnellement et socialement». C'est là le résultat combiné du chômage et de l'impasse politique sur fond des réformes de l'enseignement menées depuis vingt ans dans le cadre de «l'alternance». La partie du livre consacrée à l'analyse des entretiens effectués avec les lycéens et étudiants, enfants d'ouvriers, comme avec leurs parents à propos des études et des choix sur le plan de l'enseignement, repose sur le postulat théorique suivant, qui est partagé par bon nombre de sociologues critiques : «ce qui se joue autour de l'Ecole —les diplômes, la certification des compétences mais aussi la question de la domination par et dans la culture, par et dans le passage par l'Ecole— est essentiel au-

jourd'hui pour comprendre les nouvelles formes de légitimation de la domination».

C'est l'absence de toute perspective d'avenir ouvrier à l'usine qui, dans les années 90, a conduit les familles ouvrières, notamment celles dont les pères étaient OS, à une conversion rapide à l'objectif de poursuite d'études longues et indéterminées pour leurs enfants. Mais les transformations de l'enseignement sous l'effet des «réformes» menées de Haby à Allègre, sans oublier Chevènement et Lionel Jospin, ont fortement contribué au piège qui s'est refermé sur ces mêmes enfants. Citons quelques sous-titres de la seconde partie du livre : la «désouvriérisation» de l'enseignement professionnel ; sentiment de relégation et dépréciation de soi ; des bac pro qui ne tiennent pas leurs promesses ; des ambassadeurs du LEP dans l'entreprise ; des élèves en porte-à-faux dans l'entreprise. Ils sont déjà très parlants.

Dans le cas des enfants d'ouvriers qui ont livré leur témoignage, le choix de l'enseignement long en lycée «normal», suivi souvent ensuite de BTS ou de licences, a eu «davantage l'allure d'une "fuite" de l'enseignement professionnel que d'une adhésion pleine et entière au modèle des études longues. La décision se fait moins dans le cadre d'une stratégie scolaire élaborée longuement à l'avance (en fonction des transformations du champ scolaire), que dans celui d'une adaptation au coup par coup, en relation étroite avec la perception qu'ont les parents de l'évolution du marché du travail local et des transformations de l'usine» (je cite ici encore le résumé par Stéphane Beaud du résultat de ses recherches lors de la conférence du 10 janvier).

Les choix forcés faits par les parents sous la pression du chômage et le mirage du «bac pour 80 % d'une génération» comme moyen de dépassement de la condition ouvrière, a eu comme résultat essentiel de placer une fraction croissante des enfants des familles ouvrières dans des situations d'incertitude et de désarroi scolaires. Pour eux, dans un nombre très important de cas, l'allongement indéterminé de la scolarité a débouché sur un rejet de l'Ecole et des apprentissages formels du savoir. «Pour ces lycéens ou étudiants, la scolarité —et par extension la culture, le livre, etc. — n'est plus une chance à saisir mais une contrainte, un pensum. Certains disent après-coup qu'ils auraient voulu travailler plus tôt et ne pas s'être engagés dans cette voie hasardeuse des études longues au cours de laquelle ils ont surtout éprouvé l'impression de ne pas être à la hauteur». Beaud va même jusqu'à dire que «sur fond d'amertume, voire d'aigreur, lié à leur échec scolaire qui ne se manifeste que progressivement, ces "malgré nous" de l'Ecole peuvent même développer une certaine forme d'anti-intellectualisme et, par extension, un refus des idées progressistes incarnées par les profs».

A cet égard, la rupture est ici particulièrement importante avec la génération des parents, qui avaient connu l'impossibilité de poursuivre leur scolarité, l'obligation de l'interrompre précocement pour aller en usine, mais qui avaient trouvé au syndicat et dans les organisations et partis politiques ouvriers les moyens de combler cette conséquence de l'injustice de classe. «Pour ces ouvriers des années 60 et 70, l'engagement dans le militantisme, avec les stages syndicaux et les élé-

ments de formation politique donnés par les partis ou groupes d'extrême-gauche, a constitué une manière de "se cultiver", de combler une partie au moins de leur "retard" (scolaire, culturel).» Avec le nouveau contexte économique et social et les nouveaux cursus, il n'en va plus de même. Il y a, au moins au regard du modèle précédent, formation de ces «hybrides sociaux» dont parle Stéphane Beaud : «promus artificiellement par le prolongement de leur cursus scolaire, les enfants des ouvriers de Sochaux-Monbéliard ont tendance à croire en passant de l'"autre côté" que l'héritage politique des pères ouvriers ne les concerne pas véritablement. Non pas qu'ils le renient —certains y voient de la grandeur— mais parce qu'ils le trouvent inadaptés à leur situation : c'est un héritage dont ils ne veulent pas parce qu'il leur semble d'un autre âge et qu'il est trop éloigné de leurs propres conditions». Le livre contient l'ensemble du matériel issu des entretiens qui conduisent à ces conclusions. Il contient aussi le récit du déroulement à Montbéliard des manifestations lycéennes de 1994 contre les CIP, dont le trait saillant a été le refus des lycéens de manifester à la même heure que les ouvriers de Peugeot, encore moins de joindre leur cortège à celui des syndicats. Cela n'a pas été le cas dans d'autres villes où des cortèges communs se sont formés avec les mêmes mots d'ordre.

COMMENT ŒUVRER À LA «RECOMPOSITION POLITIQUE DU GROUPE OUVRIER» ?

Telle est la question qui est posée par les auteurs eux-mêmes en

conclusion de leur livre. La destruction du «système politique de l'atelier» et la réorganisation complète de la production par déconcentration et externalisation peuvent laisser croire, pendant quelque temps, à la disparition des manifestations les plus voyantes de l'antagonisme entre le capital et les salariés dans l'usine. Ces mesures ne pourront jamais surmonter cet antagonisme fondamental, constitutif du système capitaliste. Ce ne sont pas la transformation des dénominations d'usine (opérateur, ligne, «groupe»...) ou la mise en place des «cercles de qualité» qui peuvent le faire disparaître, ni même le masquer très longtemps, pas plus que ne le peuvent l'intéressement ou l'épargne salariale. Mais les coups portés contre ce système ont mis fin en France, tout comme ils l'avaient fait en Angleterre, dix ans plus tôt, à une certaine configuration des rapports politiques entre les classes : celle qui a permis d'arracher des conventions collectives de branche au patronat et qui a permis, dans le cadre de chaque usine, pendant un certain temps, d'emporter des victoires pour des revendications portant sur les conditions et le rythme du travail. Au niveau de l'atelier, le patronat a très largement repris l'initiative et l'offensive. Son initiative est totale dans les PME sous-traitantes, de sorte que l'exploitation s'y est accrue de façon qualitative. Parallèlement, dans l'automobile comme dans beaucoup d'autres industries, les changements dans les rapports entre capital et travail ont élevé le niveau des enjeux des conflits et donc les risques encourus par les grévistes lors de grèves. Dans l'état actuel des rapports politiques, ces processus ne vont pas rester circonscrits au secteur privé. Ils ont déjà commencé, d'année en année, à

s'étendre vers les entreprises publiques.

L'histoire a montré que chaque grande mutation dans les formes précises de l'exploitation capitaliste (car quand on parle de formes d'organisation industrielle, c'est de cela qu'il s'agit), a été suivie de périodes où les salariés ont subi transitoirement la perte des moyens de se défendre au jour le jour dans l'entreprise, avant de parvenir peu à peu à reconstruire ces moyens. La vitesse à laquelle cela se fait ne dépend pas seulement de luttes au sein des entreprises, mais d'éléments de perspective et de programme contre le système capitaliste, pour le briser et le remplacer. Pialoux et Beaud en ont conscience, lorsque dans leur conclusion ils posent la question «Quel est l'avenir d'une culture ouvrière privée de sa dimension politique ?». Et de citer la dernière phrase d'un autre livre, écrit précisément par un ouvrier, George Navel : «il y a une tristesse ouvrière dont on ne guérit que par la participation politique.» Et les auteurs d'ajouter que «ces questions débordent le seul cadre du monde ouvrier, elles interrogent le mode de recomposition de la société française dans son ensemble, tant le monde ouvrier, par sa combativité passée et par les acquis sociaux qu'il a pu arracher aux classes dominantes, a joué un rôle décisif dans la constitution et la consolidation d'une société salariale étendue à la majorité de la population active.» (pp. 424-425)

Pour mesurer ce qui est en jeu dans ce travail d'élaboration collective et de discussion pour dégager les nouveaux éléments de perspective et de programme contre le système capitaliste et pour un socialisme authentique, mesurons d'où nous partons. Depuis les années 1930, le PCF est

parvenu très largement à enfermer la classe ouvrière dans un double piège politique, où d'un côté elle a servi de pion pour la politique étrangère de la bureaucratie stalinienne, tandis que de l'autre elle a été soumise à une politique d'alliance avec les partis «républicains» dans un cadre respectueux des intérêts de la bourgeoisie française. Pendant plus d'un demi siècle le PCF a œuvré (avec succès) pour enfermer la classe ouvrière dans un rôle où tout ce qu'il lui était toléré était d'exercer une pression «forte» sur la bourgeoisie. A condition cependant, comme en 1936 et en 1946, de «savoir terminer» des grèves dont l'enjeu profond, et plusieurs fois tout à fait perceptible, était la forme même d'organisation de la société.

L'héritage est très lourd et le livre sur les ouvriers de Sochaux permet de bien saisir ce fait, par exemple sur la question du racisme. Le fait de verrouiller les combats de classe et de se faire le support du «républicanisme» a engendré chez beaucoup d'ouvriers qui ont milité au PCF ou voté pour lui, une incompréhension, ou une compréhension pour le moins très incomplète, de ce qu'a été le colonialisme. C'est cela qui nourrit aujourd'hui leur refus, ou tout au moins leur très grande réticence, à faire de la CGT une force active dans l'intégration politique des ouvriers d'origine maghrébine. Pour beaucoup de militants de ma génération, la prise de conscience de cette dimension de la politique du PCF a commencé à l'occasion de son abstention lors du vote des crédits de guerre pour l'Algérie en 1956 et de son refus de soutenir la révolte des rappelés, pourtant très souvent membres du PCF et des JC. J'ai donc été très sensible à l'avant-dernier chapitre du livre consacré aux

façons dont le racisme se manifeste et à ses conséquences. Le récit que Michel Pialoux fait de certains des entretiens avec des militants de la CGT ou d'incidents sur ce point avec des membres du PCF au cours de ses séjours dans la région de Sochaux-Montbéliard, éclaire la genèse et les formes du racisme qu'on peut rencontrer chez les ouvriers d'une usine comme Peugeot. Dans un passage à la fin du livre, qui s'adresse directement à la CGT, Beaud et Pialoux écrivent à cet égard que «la question de la politisation des jeunes immigrés nous paraît centrale. A force de regarder les immigrés comme une entité à part, on a fini par oublier que dans les régions ouvrières où les entreprises ont eu massivement recours aux travailleurs étrangers, la question de la classe ouvrière est pour des raisons morphologiques étroitement liée à celle du devenir des enfants d'ouvriers.» (page 426). A la lumière de ce qu'ils ont appris à Sochaux-Montbéliard, la réduction du fossé politique entre les générations leur paraît fondamentale. Toujours dans les conclusions, les auteurs écrivent ainsi que «l'une des tâches principales d'un mouvement ouvrier qui voudrait rester fidèle à son histoire tout en en faisant rebondir le cours, serait de renouer les fils entre les générations, de resserrer les relations dans les univers sociaux proches du monde ouvrier (employés, techniciens, professions de la culture), de tirer les enseignements des autres formes de lutte qui se développent loin des ateliers.» Lors du débat de janvier dernier dont j'ai parlé au début, les militants présents ont exprimé leur accord pour dire que c'était là le défi, mais que dans l'état actuel du positionnement politique de la CGT et du PCF, cet appel devait s'adresser aussi, sinon

d'abord, à d'autres forces politiques et syndicales. Ils ont également dit aux auteurs qu'ayant écrit ce livre avec un tel degré de prise de partie pour le «groupe ouvrier», ils avaient contracté une forme d'engagement à l'égard des salariés qui liraient leur livre et viendraient les rencontrer. Les auteurs ne soulignent-ils pas eux-mêmes que la recomposition d'une perspective politique pour les salariés est une question qui ne concerne pas seulement le «groupe ouvrier» ? C'est un défi qui interpelle «la société française dans son ensemble» (disons plutôt toute la partie de cette société qui est totalement soumise au régime du salariat) tant elle «est redevable à la combativité passée de la classe ouvrière et aux acquis sociaux que celle-ci a pu arracher aux classes dominantes.»

Si tel est le cas, ne faut-il pas trouver les moyens de surmonter la division sociale actuelle entre les «intellectuels» et la grande masse des salariés ?

Ne faut-il pas créer des lieux et des formes de réflexion communs pour s'attaquer à une liste de questions qui porteraient sur les moyens d'asseoir ces acquis et ceux qu'il faut encore conquérir, sur des fondements institutionnels qui cesseraient de les faire dépendre des besoins et des vicissitudes du capital ?

Traduit dans la plupart des langues, déjà publié dans de très nombreux pays, le dernier ouvrage de Eric J. Hobsbawm s'est fait attendre. L'historien britannique n'est pas un «obscur» comme l'a qualifié un journaliste du Monde, mais un auteur sérieux et productif puisqu'on lui doit, entre autres, l'Ère des révolutions, l'Ère du capital, et l'Ère des empires (1). Cette fois, l'édition en France de son monumental L'âge des extrêmes. Histoire du Court XX^e Siècle a soulevé bien des problèmes. Son éditeur habituel et tous les autres pressentis refusèrent de... l'éditer. Trop lourd, trop cher... Trop... Pierre Nora finit par donner une explication qui a le mérite de la franchise (2).

Stalinisme et barbarie

C'est par la censure que les éditeurs ont d'abord salué cette Histoire du Court XX^e siècle. Instructif. Et c'est donc grâce au Monde Diplomatique (décidément l'honneur de la presse française) et aux «Éditions complexe» (maison belge) que ce livre est disponible en France.

Cet article n'a pas pour objet d'en faire une présentation critique exhaustive. Passionnant, écrit avec style et générosité, ce travail aidera à la réflexion et suscitera débats et controverses.

Napoléon répétait qu'un homme sans mémoire est comme une place forte sans garnison : désarmé. La lecture de L'âge des extrêmes permet de s'armer, de s'interroger sur un siècle que l'auteur fait débiter en 1914 et se terminer en 1991. Du premier jour de la première guerre mondiale au dernier souffle de l'URSS. De la guerre impérialiste à l'effondre-

ment du régime soviétique.

L'historien britannique ne prétend pas couvrir par le menu la multitude des faits qui ont marqué cette période. «Mon but est de comprendre et d'expliquer pourquoi les choses ont suivi ce cours et comment elles s'agencent». À l'inverse de François Furet, Eric J. Hobsbawm ne s'engage pas dans une charge idéologique contre la révolution prolétarienne, personnage clef du siècle. Il cherche à déchiffrer le cours des principaux événements mondiaux. Sa lecture illustre de manière spectaculaire ce qui différencie le temps politique du temps historique. Seul le recul, la vision d'ensemble des processus fondamentaux, à l'échelle des continents et des générations, permet d'établir une véritable échelle des événements, pour en apprécier, au bout du compte, l'importance réelle. À l'échelle du temps historique, nombre d'événements que notre gé-

nération a connus s'estompent. Res-tent les faits essentiels, significatifs ; par exemple, Mai 68 : événement français et international. L'histoire donne aux faits leur véritable place dans le paysage spatial ; là où on croyait avoir gravi des montagnes, on découvre étonné (amusés) de simples petites collines...

1. L'ENSAUVAGEMENT.

On peut discuter de la date choisie pour clore le Court Vingtième Siècle : 1991 dit Hobsbawm. D'autres suggéreront 1989 (chute du Mur de Berlin), ou encore la guerre du Golfe... Mais à l'évidence, nul ne contestera le choix de l'auteur pour dater l'An I du XX^e siècle : 1914. «Ce siècle finit mal» note Hobsbawm. En somme le siècle se termine comme il avait commencé. La guerre de 14-18 change radicalement la face du globe, ravageant tous les continents, mobilisant toutes les énergies vitales, inaugurant la guerre industrielle, menée par des coalitions de pays, sur tous les fronts des intérêts du grand capital. La première guerre mondiale marque l'entrée dans un nouvel âge de l'humanité. Celui des morts par dizaines de millions, des sociétés révolutionnées par une intense mobilisation industrielle, scientifique, militaire, financière, sans autre but de guerre que la destruction complète de l'ennemi. Il ne s'agit plus de reprendre l'Alsace et la Lorraine, de défendre telle frontière ou position coloniale. Mais de vaincre définitivement, d'écraser l'ennemi. «Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais toujours la guerre [...] Je continue de faire la guerre et je continuerai jusqu'au dernier quart d'heure !» (3)

De ces quatre années dévastatrices, de ces boucheries sans nom, de ces

millions de victimes, de ces peuples saignés, de ces générations anéanties, pays dévastés sortiront l'espoir et la désespérance. L'espoir incarné par la vague révolutionnaire victorieuse en Octobre 17 en Russie, mais défaite dans le reste de l'Europe. Le désespoir : en Italie, et surtout en Allemagne, les fascismes triompheront. Le rouge et le noir. La paix et la guerre. La paix proposée au monde par le jeune pouvoir soviétique, internationaliste et pacifique. La guerre, le militarisme, le boycott économique, les nationalismes bâ-tards de la contre-révolution, portés au paroxysme par le fascisme Hitlérien et ses pâles mais féroces émules Salazar, Mussolini, Franco... Ce que Hobsbawm met magnifiquement en lumière, chiffres, statistiques, faits à l'appui, c'est que la Première Guerre mondiale inaugure, par l'ensauvagement qu'elle déchaîne, un cycle historique qui poussera la barbarie à l'extrême : l'Holocauste, les pertes pharaoniques de populations civiles, des peuples de l'URSS, la bombe atomique, Hiroshima, etc. La guerre qui éclate en 1914 ensauvage le siècle tout entier. Sans répit ou presque à partir de 1918 se développe une ère de guerres industrielles, totales, où le génie humain, dans tous les domaines (de la science à l'art) sera utilisé par les barbares, pour tenter d'anéantir par l'horreur, la bestialité, l'âme même de l'humanité. Ce constat est considérable. Il permet de comprendre chaque situation nationale par la nature de l'impérialisme que Lénine qualifia de «réaction sur toute la ligne». Trotski proposera une définition complémentaire. L'impérialisme, disait-il, c'est l'explosion des forces productives, hors des frontières nationales. La guerre à l'intérieur. La guerre à l'extérieur. Une

politique d'anéantissement : concrètement, les fours crématoires, la bombe atomique...

À partir de la Première Guerre mondiale, des peuples, par générations entières, n'ont connu que conflits, génocides, camps, prisons, famines, peur, brutalités, exodes. Les corps-francs allemands, les ligueurs et cagouleurs français, les fascis italiens, tous ces tueurs névropathes armés par le grand capital contre les opprimés, les exploités, sont les enfants de cet ensauvagement (4). Ils sont nés dans la boue des tranchées, fracassés par les bombes, sur les bateaux coulés par les U-Boats, ou sous les explosions des premiers bombardements aériens alors que les gaz faisaient leur première apparition...

Ce que Hobsbawm nous fait concrètement saisir, c'est que, de cette guerre, nul ne sortira indemne. Les principes des Lumières, les progrès philosophiques, scientifiques, moraux des XVIII^e et XIX^e siècles sombrent dans ces cataclysmes provoqués.

À partir de 1914, les continents les plus éloignés sont concernés par les affrontements économiques, politiques, militaires, des principaux impérialismes. Nul n'est à l'abri. Ainsi, déjà, s'opère une mondialisation des catastrophes, de la barbarie. Socialisme ou barbarie, écrivait Rosa Luxembourg avant de tomber sous les balles des reîtres fanatiques anciens combattants de cette guerre. L'assassinat n'est plus un crime mais un simple réflexe acquis. La guerre civile continue la guerre.

Les femmes, les hommes qui émergent de l'horreur de cette Première Guerre mondiale, les survivants, les enfants des rescapés vont penser, agir, marqués par cette banalisation du meurtre, et le cours des choses

s'en trouvera marqué à jamais. Violence et brutalité, assassinats, viols et déportations deviennent la règle. La puissance des courants pacifistes dans l'opinion européenne et américaine ne se comprend qu'en réaction à cette barbarie. Plus jamais ça ! Car les chiffres sont proprement insensés : un exemple, la bataille de la Somme coûtera aux soldats britanniques 420 000 morts, dont 60 000 le premier jour !... La « Grande guerre » engendra une barbarie, une accoutumance à l'enfer, à la bestialité, qui constitueront quasiment des fondations aux catastrophes qui vont se succéder jusqu'à aujourd'hui. C'est sur ces millions de cadavres que l'Europe exsangue, sortie de cette guerre sans paix véritable, va s'engager dans l'« intermède » qui conduira en 1938 au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Le deuxième acte de ce siècle de barbarie. Pas le dernier.

2. LA RÉVOLUTION ET LE STALINISME

« La révolution mondiale au cours de laquelle Lénine avait engagé son pays sur la voie du socialisme, ne fut pas au rendez-vous, condamnant la Russie soviétique à une génération d'isolement dans l'appauvrissement et l'arriération ».

L'historien britannique retrace l'essentiel des tentatives révolutionnaires émancipatrices qui jalonnent ce « Court vingtième siècle ». S'il distingue l'époque de la révolution d'Octobre (l'âge d'or du Bolchevisme) de Staline et de sa politique contre-révolutionnaire, il établit entre les deux, non une opposition irréductible, mais une évolution.

L'isolement économique, l'arriération culturelle, l'agression militaire impérialiste, les défaites de la vague révolutionnaire qui succède en Europe à

Octobre 17, notamment en Allemagne (1919), rend à ses yeux presque excusable la dégénérescence stalinienne.

Sur ce point, nous divergeons totalement. À la lecture des chapitres consacrés à la révolution d'Octobre, au stalinisme (jusqu'à la chute de l'URSS) un sentiment curieux gagne le lecteur : une bienveillante compréhension à l'égard des fossoyeurs du bolchevisme... En somme, l'échec de la révolution mondiale, notamment en Allemagne, place l'URSS dans une situation extrême qui la conduit... là où elle va finir ; l'auteur ne voit pas vraiment ce qui pouvait être fait d'autre...

Cette question est évidemment déterminante. Pour la compréhension du XX^e siècle bien sûr, pour la réflexion sur celui dans lequel nous sommes dorénavant entrés.

Le passage du combat pour la révolution mondiale à celui du « socialisme dans un seul pays » ne s'opère pas pacifiquement dans une salle de congrès. De la mort de Lénine à l'expulsion de Trotski d'URSS s'opère une mutation politique déterminante. La victoire de Staline, la consécration sociale de la caste bureaucratique, c'est la défaite du bolchevisme par un moyen radical : sa destruction physique. Sa décimation, au rythme accéléré des procès moyenâgeux, des salves des pelotons d'exécution, des camps. Hobsbawm ne le nie pas. Il le minimise. Et surtout, il refuse de lier la dégénérescence de l'URSS, de la III^e Internationale, à sa politique internationale.

Il ne le nie pas : entre 1934 et 1939, relève-t-il, 4 à 5 millions de militants, de citoyens sont arrêtés. 500 000 (!) seront exécutés. Mais ce massacre organisé, systématique du Parti de Lénine, et la politique contre-révolutionnaire déployée à l'échelle du glo-

be ne sont pas mis en relation. C'est cependant le cœur du problème. Jusqu'en 1933, en Angleterre, en Amérique latine, en Chine, la III^e Internationale « russifiée » met en œuvre une politique d'oppositions, de zigzags, ultra-gauche, putschiste, ou d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie, aboutissant à de terribles défaites. Ce n'est cependant pas encore une stratégie. Ce temps est mis à profit par Staline, par le « secrétariat général », pour imposer en URSS, et dans le parti, le totalitarisme. Surexploité, victime d'un encadrement policier de tous les instants, la classe ouvrière russe est écrasée sous le poids d'un appareil de fonctionnaires parasites qui se développent vertigineusement sans autre frein que les purges.

3. 1933. L'ALLEMAGNE

Avec l'Allemagne, tout change. Radicalement. On reste stupéfait que, dans un ouvrage de cette ambition, cette question soit à peine abordée. 1933. C'est à partir de ce moment que Trotski, ses partisans, cessent de se considérer comme une opposition au sein du Parti Bolchevique ou dans la III^e Internationale ; la quantité s'est transformée en qualité. La politique stalinienne a activement contribué à la défaite du prolétariat allemand, à la victoire d'Hitler. La III^e Internationale, anéantie de l'intérieur, est passée du côté de la bourgeoisie internationale.

Cet événement est considérable. Analysant les fascismes, Hobsbawm écrit : « Sans le triomphe de Hitler en Allemagne au début de l'année 1933, le fascisme ne serait jamais devenu un mouvement général ».

Évidemment. Mais c'est précisément la politique définie à Moscou, mise en œuvre par la bureaucratie stali-

nienne du parti allemand, qui va permettre la victoire du nazisme au cœur de l'Europe, là où le mouvement ouvrier, le mouvement communiste est un authentique mouvement de masse.

Trotsky propose inlassablement une politique d'unité, de Front unique des partis socialiste et communiste allemands contre le danger mortel fasciste. À l'inverse, avec la même pugnacité, Staline impulsera une politique de dénonciations, de divisions, de luttes politiques et physiques contre les dirigeants socialistes... au profit du fascisme brun. «Après Hitler, Thaelmann» lancera la direction de la III^e Internationale ! allant jusqu'à faire voter pour les candidats nazis, contre la social-démocratie.

La victoire de Hitler, du parti nazi, ne sera possible que grâce à la politique stalinienne. La victoire de Hitler en mars 1933 consacre la victoire de Staline sur la pensée et l'action révolutionnaire de Lénine et de Trotsky.

1933 marque la transition qualitative d'une bureaucratie qui prétend agir pour «instaurer le socialisme dans un seul pays», l'URSS, à la lutte ouverte, stratégique contre la révolution prolétarienne dans tous les pays qui remettraient en cause la stabilité en URSS de cette bureaucratie.

1933, car le stalinisme apparaît alors comme un acteur direct, un élément déterminant de la barbarie dans le siècle (5). À dater de ce moment Trotsky, définira d'ailleurs avec précision Staline et Hitler comme des «étoiles jumelles».

Sur cette question déterminante, Hobsbawm manifeste une insupportable complaisance.

4. RIEN N'ÉTAIT ÉCRIT

La lecture de l'ouvrage d'Hobsbawm fait cruellement ressentir l'absence

d'une histoire politique du stalinisme. Un tel travail manque. Bien des éléments existent déjà avec les travaux de Moshé Levin, de J.J. Marie, de Pierre Broué, d'Hanna Arendt. Une telle histoire établirait qu'avec une efficacité à nulle autre pareille, le stalinisme a joué un rôle majeur, conscient, dans les cataclysmes et catastrophes sur tous les continents. La défaite, provoquée consciemment en Allemagne, va se traduire dans le mouvement communiste international par une tragique nouveauté : le meurtre comme argument politique. Depuis la fondation de la I^{ère} Internationale, débats, controverses, polémiques provoquaient leur lot de scissions, d'oppositions, voire d'attaques ad hominem. N'empêche, la tradition établie au sein du mouvement ouvrier international, c'est que les courants socialistes, anarchistes, communistes ne réglèrent jamais leurs désaccords par la violence. Au contraire, quelles que soient les tensions, l'autodéfense rassemblait les différents courants face à la bourgeoisie. La démocratie, la démocratie ouvrière était la loi. Il faudra l'union sacrée pour que les chefs socialistes devenus ministres utilisent l'appareil d'État contre les militants révolutionnaires. Cependant, même l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht ne sera jamais revendiqué, assumé, par les socialistes Noske et Scheideman. Le stalinisme rompt donc radicalement avec cette tradition démocratique. Il institutionnalise la violence comme nécessaire conclusion du débat. Plus exactement, pour interdire qu'il ne se mène. Le débat est nié, interdit. Les calomnies préparent les meurtres. Les opposants n'ont droit ni à la parole, ni à la démocratie. Ce sont des «hyènes» qu'il faut «abattre». Le stalinisme concourt à l'ensauvage-

ment du siècle pour l'implanter dans le mouvement ouvrier international à un degré de folie absolue qui définit le contenu de sa politique. Cette «théorie» du «débat-combat» va pourrir, corrompre pour des décennies le mouvement ouvrier international («Vive le Guépéou, il nous faut un Guépéou», chantera Aragon). Le stalinisme a les méthodes de ses objectifs. Si la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens, les assassinats, les fusillades, les procès truqués, ces catégories du totalitarisme sont au service d'une politique, mondiale de contre-révolution. La violence comme instrument des défaites provoquées.

La victoire hitlérienne est donc due essentiellement à la politique impulsée par Moscou. Elle débouchera sur la Seconde Guerre mondiale, ses dévastations, l'Holocauste.

Arrêtons-nous un instant. Imaginons une situation inverse. Ce n'est pas de la politique fiction. Imaginons que la politique de Front unique ouvrier, de défense des libertés du mouvement ouvrier préconisée par Trotsky, ait pu être mise en œuvre. Le fascisme aurait été battu, balayé. C'est l'impérialisme mondial qui subissait une défaite sans précédent. Le temps de guerre qui s'éloignait, l'Europe de la paix, de la démocratie, du socialisme possibles qui l'emportaient. Il n'aurait pas été «minuit dans le siècle».

Exagération ?

5. LA BARBARIE

STALINIENNE

À partir de 1933, il n'y a plus de retour en arrière possible pour la bureaucratie stalinienne. Elle a volontairement provoqué la prise de pouvoir de Hitler, la défaite de la classe

ouvrière la plus puissante en Europe. En URSS, les procès de la vieille garde bolchevique vont s'ouvrir : les compagnons de Lénine fusillés, la traque meurtrière contre Trotski, sa famille, ses camarades de combat, va s'engager. La lutte contre «l'hitléro-trotskisme» devenir le drapeau international de la bureaucratie stalinienne.

C'est sur ce critère que seront sélectionnés les dirigeants des partis communistes dans le monde. Ceux qui résisteront seront exclus, liquidés. Les partis rétifs aux «directives» du centre, sensibles à l'argumentaire des opposants, dissous comme le parti communiste polonais.

Répétons-le, rien n'était écrit et le combat de Trotski jusqu'à son assassinat sera marqué d'une extraordinaire cohérence. Cohérence pour réunir, sauvegarder ceux qui en Russie ne cèderont pas, rassembler ceux qui à l'extérieur se regrouperont, dans la marche à la proclamation de la IV^e Internationale, instrument de résistance à la contre-révolution stalinienne internationale. Allemagne, puis Espagne bien sûr.

La politique des «fronts populaires» va étouffer la crise révolutionnaire en France, et surtout défaire la révolution en Espagne. Avec une rare perversité politique : aide militaire limitée au camp républicain, accord sur la politique de non-intervention, assassinat des poumistes, des anarchistes et des trotskistes, lutte ouverte contre la révolution ouvrière et paysanne sur le front social.

Si Franco (et cela était possible) avait été battu, le cours du XX^e siècle eût été radicalement changé.

Au contraire, la victoire de Hitler en Allemagne, de Franco en Espagne annonce l'inévitable Deuxième Guerre mondiale.

Les catastrophes, que relate l'auteur

du Court vingtième siècle, n'étaient pas inévitables, bien au contraire. Elles sont le produit de l'action réfléchie, unifiée, du centre de la contre-révolution mondiale dont le siège est Moscou.

Sans Staline, jamais par leurs seules forces Hitler, Franco n'auraient vaincu. Pour le moins, la lutte entre la révolution et la contre-révolution se seraient-elles menées dans la clarté. Sans que du sein du mouvement ouvrier, les partis communistes, formés à l'origine pour aider le mouvement révolutionnaire, ne se transforment en instrument du maintien de l'ordre capitaliste.

Cette histoire, c'est notre histoire. Comprendre le rôle, l'importance du stalinisme comme facteur objectif, subjectif de la barbarie dans ce siècle est essentiel.

La défaite de l'espoir d'Octobre 1917, c'est l'intrication de la réaction impérialiste, de la grande crise (1929) du capital et de l'action de la caste bureaucratique contre la révolution mondiale.

D'aucune manière, si peu que ce soit, les marxistes ne défendent la bureaucratie stalinienne sous le prétexte qu'elle est née de la dégénérescence d'octobre 1917. Au contraire, le stalinisme est totalitarisme, contre-révolution et barbarie sur toute la ligne, en somme, expression hideuse du maintien du système capitaliste.

Fascisme et stalinisme ont partie liée. Staline assure la victoire de Hitler ; d'une certaine manière le pacte germano-soviétique incarnera cet équilibre momentané des deux barbaries du siècle. Les militants anti-Hitlériens allemands réfugiés en URSS et livrés par la Guépéou à la Gestapo, illustreront tragiquement cette alliance. Il s'agit bien là, au-delà du socialisme, de crimes contre

l'humanité.

Sur ces questions, déterminantes pour «comprendre et expliquer pourquoi les choses ont suivi ce cours», Hobsbawm se trompe lourdement. Sa démarche interdit d'ailleurs la réflexion sur l'ensemble des problèmes qui ont conduit à l'émergence du stalinisme, à son incroyable durée, à la pollution théorique qu'il a provoqués dans le mouvement ouvrier international.

À l'inverse, au sein même de la IV^e Internationale, la discussion n'a cessé de se mener pour savoir si l'URSS restait un état ouvrier dégénéré tel que Trotski l'avait analysé ou si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle était devenue une nouvelle forme de capitalisme d'État (6). La crise provoquant l'explosion de la IV^e Internationale n'a pas permis à ce débat de se poursuivre d'une manière organisée.

J'ai tendance à penser que Trotski avait raison dans l'analyse. Reste que seul le «temps historique», la distance, aura permis d'apprécier le travail des forces sociales fondamentales, jusqu'à la chute de la bureaucratie (1991) au profit de la restauration du capital.

La chute du Mur de Berlin n'a cependant ni épuisé le sujet, ni réglé par un coup de baguette historique et magique les conséquences de cette barbarie politique.

Les conditions, les causes de l'apparition d'une telle monstruosité doivent être étudiées, discutées. Tout un travail d'élaboration politique reste encore en friche. C'est ce que nous tentons de faire à Carré Rouge. Dans un prochain article, nous aborderons l'étude du PC français, de son passé, de son présent.

Notes

(1)- Editions Fayard

(2)- «Or il y a de sérieuses raisons de penser [...] que [ce] livre apparaîtrait dans un environnement intellectuel et historique peu favorable. D'où le manque d'enthousiasme à parier sur ses chances. [...] La France ayant été le pays le plus longtemps et le plus profondément stalinisé, la décompression, du même coup, a accentué l'hostilité à tout ce qui, de près ou de loin, peut rappeler cet âge du philosoviétisme ou procommunisme de naguère, y compris le marxisme le plus ouvert. Cet attachement, même distancé, à la cause révolutionnaire, Eric Hobsbawm le cultive certainement comme un point d'orgueil, une fidélité de fierté, une réaction à l'air du temps ; mais en France et en ce moment, il passe mal.». (Le débat n° 93 – Janvier-février 1997)

(3)- Clémenceau. Jean-Baptiste Duroselle (Fayard).

(4)- Parmi les premiers fascistes italiens, 57

% sont d'anciens soldats.

(5)- On ne saurait trop conseiller aux lecteurs de Carré Rouge de lire le roman de Vassili Grossman, Vie et destin. Un véritable chef d'œuvre (Éditions Julliard – L'âge d'homme).

(6)- Les congrès de la IV^e Internationale (La Brèche), voir notamment la lettre ouverte au PCI, signée par Natolia Sedoun, Trotski, Benjamin Peret et G. Munis. «Pour être fidèles à la tradition révolutionnaire de la IV^e Internationale, nous devons abandonner la théorie trotskiste de la défense de l'URSS et nous accomplirons ainsi dans l'internationale une révolution idéologique indispensable à l'aboutissement de la révolution mondiale».

Dans la discussion que nous engageons à Carré Rouge, qui se poursuivra sur plusieurs numéros, sur la question du stalinisme, de ses caractéristiques, de ses conséquences et de ses implications dans l'action politique actuelle et à venir, le livre d'Hannah Arendt sur le totalitarisme est l'un de ceux sur lesquels nous ne pouvons plus faire l'impasse. Maurice Rothnemer présente plus loin une première vue d'ensemble des trois volumes publiés sous le titre *Les origines du totalitarisme*. Je voudrais ici donner mon explication des raisons pour lesquelles nous n'avons pas lu ce livre lors de sa parution, en particulier son troisième volume, *Le système totalitaire*, où il est très longuement question du stalinisme. Je voudrais donner aussi quelques bonnes raisons de le lire aujourd'hui...

Lire les positions d'Arendt sur le stalinisme

La publication de la traduction française date de 1972 (la première édition datant de 1951, avec des rééditions accompagnées de nouvelles préfaces en 1958, après la révolution hongroise, que Arendt a fortement soutenue, et en 1966). Pour l'écrasante majorité des militants trotskistes de tous les courants, cette publication de la traduction française est passée inaperçue. Le terme est d'ailleurs impropre. En fait, en 1972 le livre ne pouvait pas être lu par nous. Nous vivions dans la période qui était celle du prolongement de la grève générale de 1968, de l'automne chaud d'Italie, du Printemps de Prague. 1972 est une année contemporaine de la guerre du Vietnam, de l'assemblée populaire en Bolivie et des cordons industriels au Chili. L'heure était à l'action conjointe contre l'impérialisme et contre l'appareil international de la bureaucratie de l'URSS, celle qui ve-

nait d'envoyer ses chars à Prague. Pour combattre la variante bréjnévienne du stalinisme, il ne nous aurait pas semblé à l'époque indispensable d'intégrer une discussion des thèses d'Hannah Arendt, même si nous les avions connues. Survenant après la Hongrie et parallèlement à des très grandes luttes ouvrières et étudiantes en Pologne, le Printemps de Prague, nous semblait à tous, sans exception, venir confirmer la validité de la perspective de la révolution politique. Dans les trois pays, comme à Berlin en 1953, la classe ouvrière a été un protagoniste central des événements révolutionnaires ou pré-révolutionnaires anti-bureaucratiques. Dans les trois pays, la classe ouvrière a ouvert la voie à une mobilisation massive de la jeunesse des universités, des centres techniques et des lycées ; dans les trois pays, l'appareil a éclaté ou s'est profondément fissuré, une fraction se

rangeant du côté des masses. Dans notre esprit, tout cela annonçait ce qui se produirait tôt ou tard en URSS. Or nous savons maintenant que nous transposions une grille d'analyse valable en Europe de l'Est, mais pas en URSS. Elle était valable en Europe de l'Est parce que là, la classe ouvrière n'avait pas été complètement détruite, si lourde et opprimente qu'ait pu être la dictature du parti et de l'Etat. Elle était valable parce que l'appareil des partis communistes, aussi stalinisés qu'ils aient été, n'avait pas été réduit par l'usage de la terreur à un état de soumission et de passivité totales. Les procès de 1950-53, calqués sur les procès de Moscou, avaient cette fonction, mais Staline est mort sans avoir pu mener la terreur à son terme. Staline avait même vu le PC yougoslave se dresser contre lui sans pouvoir infliger à ses cadres les terribles coups qu'il a assésés à ceux du parti bolchevique dans les années 1930, sans pouvoir commanditer l'assassinat de ses dirigeants.

La révolution politique n'a pas eu lieu en URSS. Même si les mineurs du Caucase et de la Sibérie ont éveillé à un moment de grands espoirs, la classe ouvrière n'a pas été un protagoniste central des événements sous Gorbatchev ou au moment des événements de la phase critique de 1990-92. Son absence est certainement l'un des facteurs qui expliquent qu'il n'y a pas eu non plus, au contraire de ce qui s'est passé dans les pays de l'ancien glacis (où a eu lieu, en particulier en Allemagne de l'Est, une véritable révolution démocratique, où la classe ouvrière a renoué en partie avec 1953, quelle que soit par ailleurs l'issue de cette révolution), de mouvement massif de la jeunesse scolarisée au long de la période 1985-1992. En dehors d'un pe-

tit groupe d'intellectuels, personne ne s'est levé pour défendre une issue qui serait à la fois anti-bureaucratique et anti-capitaliste. La voie de la restauration était ouverte. La plus grande partie de l'appareil a participé à la liquidation de la propriété d'Etat en s'en partageant les dépouilles et à la réintroduction du capitalisme.

La non-matérialisation en URSS de la révolution politique a très certainement un ensemble de causes très complexes. Mais il est probable que l'une d'elles se trouve dans l'interprétation donnée par Hannah Arendt de l'action de Staline depuis la fin des années 1920 jusqu'à l'invasion de l'URSS par Hitler en 1941. Il ne faut pas que l'usage qu'elle fait du mot totalitarisme serve d'écran à cette lecture, pas plus que la mise en parallèle du régime nazi et de celui institué à l'aide des grands procès, de la terreur et du goulag. Une lecture tant soit peu attentive du Système totalitaire montre que la mise en parallèle fonctionne mal, forçant Arendt à multiplier les passages où elle insiste sur les différences entre les deux régimes au moins autant que sur ce qui a pu les rapprocher.

LA DESTRUCTION DES CLASSES SOCIALES

Le point des thèses d'Arendt où la discussion me paraît incontournable est tout ce qui concerne sa thèse sur la destruction par Staline des classes sociales et sur leur transformation en masse. Là où Lénine a tout fait selon Arendt pour créer la paysannerie et pour renforcer socialement la classe ouvrière (page 41), Staline installe son pouvoir sur la destruction de la paysannerie d'abord, sur celle de la classe ouvrière ensuite (pages 42-44), avant de couronner le tout par «la liquidation de cette bureaucratie

qui avait contribué à exécuter les liquidations et destructions précédentes». Ce dernier travail supposa l'annihilation du même coup «de l'aristocratie administrative et militaire de la société soviétique ; presque tout, bureaux, usines, organismes économiques et culturels, gouvernement, parti, bureaux militaires, passa entre de nouvelles mains [...] avec la liquidation de la moitié du parti [...]» (page 44). L'analogie avec le nazisme tiendrait à la transformation, au terme de cette œuvre de destruction, des hommes et des femmes, qui étaient auparavant les membres de classes ou de groupes sociaux structurés, en individus atomisés, transformation entretenue ensuite par la terreur policière permanente. En tant qu'individus atomisés ils étaient appelés à être mobilisés et manipulés, autant que faire se peut, par le parti et par l'Etat, en tant qu'éléments des masses (les grandes parades et autres manifestations où l'individu était appelé à se fondre dans des formes «collectives» manipulées). Chaque individu était susceptible de se voir rappeler à tout moment à quel point son atomisation pouvait devenir totale par son arrestation par le KGB, son jugement arbitraire, ses conditions d'emprisonnement, quand il avait la chance d'échapper au peloton d'exécution. Chacun était mis en condition de soumission et de coopération (et cela jusque dans l'entourage même de Staline) par le manie- ment de la terreur et de l'arbitraire le plus total. La révélation subite de cet atomisation sous les coups de la terreur politique et policière, mais aussi le combat politique solidaire contre cette atomisation de ceux qui ont eu la chance d'échapper au peloton d'exécution ou au garrot, constituent la trame du merveilleux récit de Evguenia Guinzbourg. Le titre qu'elle a

choisi, *Le vertige* (le livre est toujours disponible en *Seuil-Points*) traduit précisément ce que cette femme a ressenti. Par tout ce qu'elle dit d'elle-même, elle est au début de son récit membre de cette «aristocratie du parti» dont parle Arendt, c'est-à-dire une privilégiée, par la culture comme par certains aspects de sa vie matérielle, mais une privilégiée attachée corps et âme à la Révolution, potentiellement capable d'établir des rapports directs avec des ouvriers et de les aider à s'organiser. Face à la terreur qui se met en mouvement après l'assassinat de Kirov, elle explique son désarroi total né de l'incompréhension de ce qui lui arrive en même temps qu'à tant d'autres. Elle décrit ensuite le parcours au cours duquel on cherche à lui imposer par l'arrestation arbitraire, l'isolement, les interrogatoires, le procès et le cachot la conviction qu'elle n'est plus rien : un individu sans droits, un être totalement atomisé. Elle dit l'extrême difficulté qu'elle a eu à se dire qu'il devait y avoir des fondements politiques et sociaux à tout cela et à tenter de les rechercher.

UNE RELECTURE NÉCESSAIRE

J'ai réouvert le livre de Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, publié aux Editions de Minuit en 1963, et j'ai relu les chapitres sur la période qui commence en 1927 et qui culmine avec les procès de Moscou. Ce sont des chapitres denses, riches en informations et en analyses, qui recoupent presque en tout points l'analyse factuelle d'Arendt. Son chapitre sur «le parti de la bureaucratie», c'est-à-dire le parti postérieur aux procès de Moscou et aux centaines de milliers de membres assassinés ou envoyés à la prison ou au goulag, contient

beaucoup plus d'informations qu'Arendt n'en donne. Les conséquences de la collectivisation forcée et de la mort de millions de paysans, pour ce qui concerne la paysannerie, mais aussi pour la classe ouvrière sont analysées très clairement. La modification radicale par décret du code du travail en 1930 et en 1932, l'intégration complète des syndicats à l'Etat, l'interdiction même faite à ces syndicats de porter une appréciation sur les normes de travail édictées à Moscou, tout ce que représente le stakanovisme comme mécanisme de domination : tout y est. En historien qui est aussi un militant politique, Broué tire sur ces points plus d'éléments qu'elle ne le fait de l'une de leurs sources communes, la publication par le chercheur américain Merle Fainsod des archives du parti bolchevique de Smolensk, saisis par l'armée allemande d'abord, et récupérés par l'armée américaine ensuite.

Mais dans son livre de 1963, Pierre Broué n'en conclut pas à la pulvérisation de la classe ouvrière de Russie et des autres Etats qui forment l'URSS, et à la transformation de cette classe en une somme de prolétaires atomisés, placés et maintenus dans l'incapacité radicale d'exister et d'agir comme classe (comme classe pour soi) parce que privés de toutes les formes d'organisation et de toutes les institutions qui pourraient leur permettre de le faire. L'un des objectifs majeurs et l'un des principaux «succès» de la politique de Staline et de son groupe n'ont-ils pas été précisément la destruction de la classe ouvrière dans ce sens (qui est le seul qui compte vraiment), complétée dans un effort de parachèvement par la liquidation, l'annihilation de tous ceux dans le parti ou l'Etat qui auraient pu l'aider à se recompo-

ser ? En 1963, Pierre Broué ne fait que suivre Trotsky en ne posant pas cette question, et j'ai bien conscience que ce sont les conclusions de La révolution trahie que je suis en train d'interroger, et pas l'analyse de Broué.

Trotsky déclare après 1933 qu'il faut «tout recommencer», mais l'un des piliers qui fondent sa perspective d'ensemble n'en continue pas moins à être celle de la révolution politique en URSS. Or, pour qu'elle soit possible, il faut qu'il y ait une classe pour la mener. Dans des conditions historiques données, l'atomisation peut être surmontée vite, pour peu qu'il existe une force politique de cristallisation et de centralisation. C'est bien cela que Staline a cherché à empêcher par la liquidation totale du parti bolchevique. Au terme des procès de Moscou et des centaines de milliers de morts qui ont lieu pendant les années où ils se déroulent, au moment où le Programme de transition est rédigé, c'est sur la personne même de Trotsky, à l'exclusion de toute autre force, que se concentrent les uniques possibilités réelles de concrétisation de cette perspective. L'agression hitlérienne a créé les conditions historiques pour surmonter l'atomisation. Mais Trotsky était mort. Il suffit de lire le grand roman de Vassili Grosman, *Vie et destin* (Julliard-l'Age d'Homme) pour comprendre qu'à la sortie de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, à la suite de ces années de combat contre l'hitlérisme, qui sont aussi des années de récupération de la période des grands procès et de préparation potentielle des survivants à un affrontement avec Staline et son groupe, pour comprendre que, tant que Trotsky vivait, la perspective de la révolution politique avait un sens, et même un sens très fort. Ce n'est

qu'en assassinant Trotsky que Staline a pu clore définitivement la perspective de la révolution politique. C'est dans les rangs du parti bolchevique qu'il fallait la fermer, car sans l'aide d'une fraction de ce parti, la classe ouvrière ne pouvait surmonter seule l'atomisation. C'est ce que l'histoire ultérieure a montré, et complètement.

UN SUCCES

«CONTRADICTOIRE» ?

Un autre point où l'analyse de Hannah Arendt diffère de celle de Pierre Broué, laquelle est aussi sur ce point celle de Trotsky, a trait au prétendu succès de l'industrialisation et de la collectivisation forcée qui lui sert de corollaire. Pierre Broué accepte la thèse du succès, en s'appuyant sur les données publiées par les historiens du PCF des années 1950 sur les indicateurs de réussite de l'industrialisation (y compris le chiffre de croissance numérique de la classe ouvrière), c'est-à-dire des données fournies par la bureaucratie stalinienne elle-même et publiées en France par leurs laudateurs et complices (pages 319-320). Il le fait parce qu'il suit encore l'une des conclusions de Trotsky dans La révolution trahie, qu'il cite : «ce fait indestructible que la révolution prolétarienne a seule permis à un pays arriéré d'obtenir en moins de vingt ans des résultats sans précédents dans l'histoire [...] le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital mais dans une arène économique formant la sixième partie du monde». Citation qu'il est pénible de relire aujourd'hui, car elle est l'une de celles où Trotsky accumule le plus d'affirmations très contestables. Le socialisme pouvait-il exister en URSS,

donc dans un seul pays, en 1936 ? Comment pouvait-on avoir des résultats économiques «sans précédents dans l'histoire» sur la base de la destruction physique d'une partie de la paysannerie et la pulvérisation politique de la classe ouvrière ?

L'assassinat de Trotsky lui a interdit de venir ré-apprécier ce jugement. Il nous fut donc légué sous la forme d'un héritage qu'il n'était pas question de remettre en cause. C'est sur cette question que s'est faite, à gauche, la première division importante dans la IV^e Internationale, celle qui a vu le départ du groupe Chaulieu (Castoriadis), division qui ne pouvait que faciliter les thèses pro-bureaucratiques de Michel Pablo. A l'OCI-PCI, il n'était pas de mise de discuter ce que Trotsky avait écrit, même à un moment où il était devenu possible et nécessaire de le faire. Ce texte a fondé une partie de notre éducation politique sur l'URSS, de sorte que face aux staliens nous étions partiellement désarmés sur la question du bilan économique (c'est en notre nom que Pierre Broué prend les données de Jean Bruhat de 1958 pour argent comptant). Plus tard, dans le milieu des années 1970, lorsque la stagnation économique et sociale de l'URSS est devenue évidente, la position officielle de la direction, dont Stéphane Just était le porte-parole, c'était qu'il y avait eu un développement des forces productives avant, mais que la bureaucratie, par l'ensemble de ses méthodes de gestion et de planification, avait fini par en avoir raison.

Arendt refuse de s'en laisser conter. Elle ne polémiqua pas avec Trotsky, mais avec des historiens et politologues américains qui avalaient (soit par crypto-stalinisme, soit parce que la re-militarisation des Etats-

Unis exigeait que l'adversaire soir crédible) la théorie du stalinisme comme «détour nécessaire» du progrès dans un pays industriellement arriéré. Examinant les archives du parti à Smolensk, dont elle tire cette fois-ci plus que ne le fait Pierre Broué en 1963, elle écrit qu'avant leur lecture «on pouvait encore croire qu'il y avait une partie de vérité dans la théorie courante, suivant laquelle la terreur des années 20 et 30 fut le "tribut de la souffrance" exigé par l'industrialisation et le progrès économique». Les archives montrent que c'est le contraire qui est vrai : «la terreur ne produisit rien de tel. Les résultats de la dékoulakisation, de la collectivisation et de la grande purge ne furent ni le progrès ni l'industrialisation rapide, mais la famine, des conditions chaotiques pour la production alimentaire, et la dépopulation. Les conséquences en furent une crise permanente de l'agriculture, une interruption de la croissance de la population et l'impuissance à développer et à coloniser le hinterland sibérien. De plus, comme les archives de Smolensk le montrent en détails, les méthodes de gouvernement de Staline réussirent à détruire entièrement la compétence et le savoir-faire technique que le pays avait acquis après la révolution d'Octobre» (page 19).

C'est bien pour cette raison que le gouvernement de Staline s'est engagé dans l'organisation du travail forcé sur une échelle de plus en plus vaste, et que la terreur a eu aussi, comme l'une de ses fonctions, l'alimentation du système en «main d'oeuvre gratuite» (voir sur ce point le chapitre III du Que sais-je de Jean-Jacques Marie sur Le Goulag, PUF, 1999 ; l'analyse de Jean-Jacques Marie est très documentée, le format du livre et les demandes

de la maison d'édition ne lui donnant sans doute pas la possibilité de se prononcer sur les problèmes que je soulève ici ; mais peut-être l'a-t-il fait ailleurs ou va-t-il le faire). C'est aussi pour masquer les conséquences de sa politique que le groupe de Staline s'engage dans une forme de « planification » dont la clef était les besoins de maintien au pouvoir du chef et de son groupe. Les archives de Smolensk montrent que « chaque région, chaque district de l'Union soviétique recevait ses statistiques, officielles et fictives, de Moscou, tout comme elle recevait les normes non moins fictives qui lui étaient attribuées dans les plans quinquennaux » (Le système totalitaire, page 18).

L'hypothèse que je défends est donc que l'état économique de l'URSS de la période bréjnévienne, préparatoire à sa paralysie, puis à son effondrement, ne s'explique pas seulement par des faits propres à cette époque (la course aux armements, la planification de plus en plus pesante et la corruption de plus en plus forte), mais que pour en comprendre l'origine il faut remonter aux événements de 1927-1941 et à la politique fondatrice de la dictature de Staline. L'URSS ne s'en est jamais relevée et la bureaucratie qui a hérité de son œuvre, c'est-à-dire des rapports sociaux qu'il a construit pour elle de domination parasitaire du reste du corps social, n'a jamais, plus jamais pu engendrer plus qu'un

Gorbatchev, produisant en règle générale exclusivement des gens médiocres, avides et corrompus, dont Elstine et Poutine sont les parfaits successeurs. Les succès de l'URSS, circonscrits au secteur militaire (atome, espace) de la période de la « concurrence pacifique avec le capitalisme », lorsque la bureaucratie née des assassinats a pu se débarrasser des éléments les plus voyants du stalinisme (et surtout les plus gênants pour sa propre tranquillité et pour sa stabilité), ont pu faire illusion quelque temps. Mais les fondements du régime issu de la terreur contre-révolutionnaire des années 30 interdisaient à celui-ci tout avenir.

Ce serait donc dans ces années terribles qu'il faudrait chercher la clef à la fois des raisons pour lesquelles l'histoire de la lutte des classes en URSS n'a pas pu déboucher sur la révolution politique, et du bilan économique absolument désastreux de la Russie et des autres pays aujourd'hui, où les politiques de restauration capitaliste suivies depuis 1992 ne portent qu'une part seulement de responsabilité. Après la mort de Staline, la lutte des classes a repris en URSS. Cependant elle est restée celle d'une classe ouvrière qui s'est développée numériquement et culturellement, et qui a vu son niveau de vie s'améliorer, mais qui n'est jamais parvenue à reconstruire des organisations qui lui permettraient de se structurer de nouveau vraiment en

classe. Elle n'a donc pu empêcher ni la longue décadence de l'URSS, ni la destruction de la propriété d'Etat des moyens de production, ni leur accaparement direct par la bureaucratie muée en classe possédante capitaliste, ni le retour de l'URSS au capitalisme. Ce sont les ouvriers qui subissent aujourd'hui le poids de cet héritage plus lourdement que quiconque (au premier chef les ouvriers et les ouvrières retraités), dans des conditions où ils sont pour l'instant encore plus désarmés qu'ils ne pouvaient l'être du temps de Khrouchtchev ou de Brejnev (voir l'article de Karine Clément et la discussion entre trois syndicalistes publiés par la revue Mouvements, n°6, novembre 1999). Tels sont les premiers problèmes que je mets en discussion.

Pour Vincent Présumey, qui milite au Parti socialiste, le petit livre de François Chesnais, Tania Noctiummes et Jean-Pierre Page, Réflexions sur la guerre en Yougoslavie publié chez L'esprit frappeur en octobre 1999, et dont le dernier Carré rouge a donné des extraits, a une grande qualité, mais aussi un très gros défaut...

Réflexions complémentaires sur la guerre en Yougoslavie

La grande qualité de ce livre, qui constitue le principal de son apport politique, est le début d'analyse de l'évolution de la politique américaine aujourd'hui. Cette analyse est engagée ici d'un point de vue qui ne s'inscrit pas dans l'optique plus ou moins nationaliste française qui sous-tend bien des analyses, telles celles d'Yves-Marie de la Gorce dans *Le Monde diplomatique*, mais du point de vue des intérêts sociaux des salariés et à travers eux de l'immense majorité de l'humanité. Le défaut réside à mes yeux dans le traitement trop court des processus qui se sont produits en Yougoslavie et en Albanie, et plus largement dans l'ensemble des pays ci-devant «socialistes», depuis 10 ans. Bien entendu, un tel sujet ne peut être traité dans un si petit livre. Mais du coup, le choix de ce sur quoi l'accent est mis est d'autant plus significatif. Ce problème est d'autant plus vif qu'il peut gêner la lecture des chapitres sur la politique américaine.

Je suis profondément en accord avec les auteurs pour dire que le problème le plus grave de la politique

mondiale aujourd'hui, ou si l'on veut l'expression immédiate des dangers du capitalisme, est l'orientation de plus en plus belliciste du budget et des interventions tous azimuts des Etats-Unis. Cette orientation a d'ailleurs été étroitement reliée à la façon dont ont été surmontés   Wall Street le début d'effondrement boursier de l'été et de l'automne 1998, ainsi que la crise de l'exécutif US cristallisée par «l'affaire Lewinsky». Il conviendrait en outre de relier ces processus aux luttes de classes directes qui se sont effectuées aux Etats-Unis ces dernières années (victoire des teamsters d'UPS en 1997, mais élimination ensuite de leur nouvelle direction syndicale et semi-défaite des travailleurs à General Motors en 1998 ...). L'explication du lien entre la remontée des dépenses militaires, qui évoque un retour à la «guerre des étoiles» reaganienne, et les indices boursiers ainsi que l'anticipation d'un krach éventuel, est indispensable à toute compréhension de l'évolution mondiale contemporaine.

De telles analyses ne sont pas sus-

ceptibles de l'accusation d'«anti-américanisme primaire» voire de concessions à un chauvinisme français compensatoire des capitulations actuelles de l'impérialisme français envers les USA. Toutefois, le lecteur que la politique de terreur de Milosevic conduit à se poser des questions sur l'éventuel «bien-fondé malgré tout» de l'intervention de l'OTAN, ce lecteur peut, s'il connaît d'une manière relativement correcte les questions balkaniques et yougoslaves, trouver dans le traitement de celle-ci matière à critiques contre l'ouvrage et à doute sur ce qui y est dit de la politique américaine. C'est pourtant «ce lecteur-là» que les auteurs semblent, à juste titre, vouloir tout particulièrement s'adresser (cf. p.p. 41-42).

RETOUR SUR L'HISTOIRE DE LA YUGOSLAVIE

On ne peut pas seulement définir la Yougoslavie de Tito comme étant «née dans la guerre de libération contre l'Allemagne nazie» (p.7). Car ainsi qu'il est dit par ailleurs dans le livre, la Yougoslavie est née une première fois au traité de Versailles, sous les auspices de l'impérialisme français, comme cadre d'une oppression nationale exercée par l'Etat serbe sur les autres peuples du pays. Elle est née une seconde fois dans la guerre des partisans, guerre révolutionnaire de libération nationale contre les troupes de l'Axe, qui a uni pour la première fois de façon réelle les différentes nations yougoslaves (à l'exclusion toutefois des Allemands, qui étaient l'une des nationalités yougoslaves, dont Milovan Djilas décrit l'expulsion en 1945 dans ses souvenirs). De ce fait, la dynamique révolutionnaire de la guerre des partisans tendait à dépasser le

cadre yougoslave, cadre hérité de Versailles et dont la reconstitution était voulue par les alliés de Yalta, pour aller vers une fédération des peuples balkaniques, autour des partisans yougoslaves, albanais et grecs. Le chapitre II indique justement que le spectre de la «fédération balkanique» fut au centre de l'excommunication de Tito par Staline.

La Yougoslavie a résisté à Staline en 1948, mais l'on n'insiste sans doute pas assez sur les effets négatifs de la pression alors exercée par le «grand frère». Dans l'ensemble de l'Europe centrale, les purges anti-titistes furent le moyen principal de structuration définitive des Etats bureaucratiques vassaux de Moscou, comme les purges antitrotskystes avaient été l'axe de structuration de l'Etat stalinien en URSS. La défaite des partisans grecs de l'Armée démocratique de Marcos Vafiades intervint peu après, et la Yougoslavie isolée, contenue dans ses limites définies à Versailles, était dénoncée comme voulant l'annexer par l'Albanie stalinienne d'Enver Hodja ; déjà les Kosovars faisaient les frais de cette évolution. La bureaucratie titiste, de facture stalinienne, dont un des piliers centraux, la police politique de Rankovic, était organiquement grand-serbe et avait commencé à réprimer les communistes kosovars dès 1944 ainsi qu'il est indiqué au chapitre II, prend dans les années qui suivent sa physionomie durable. En fait, c'est la révolution qui est contenue dans les Balkans en 1948-1949, à travers le conflit Staline-Tito. Toute dynamique d'union émancipatrice des peuples est liquidée. La révolution des partisans est enfermée dans le cadre de l'Etat bureaucratique yougoslave.

Celui-ci intègre un certain nombre d'acquis, concrétisés par son fédéra-

lisme, lequel exclut par définition (c'est le sens même du mot «Yougoslavie» : Slaves du Sud) les peuples non slaves. A l'intérieur de ce fédéralisme, une fois qu'est écarté le dépassement révolutionnaire des limites de la Yougoslavie par la fédération démocratique des peuples des Balkans, deux options historiquement anciennes de développement sont possibles. Soit une accentuation du centralisme bureaucratique qui doit alors fatalement renforcer le caractère grand-serbe de toute «Yougoslavie». Soit une accentuation des tendances fédérales et décentralisatrices, à l'avantage des bureaucraties croate, slovène et macédonienne, et tardivement bosniaque (à partir des années 60) et kosovare (à partir de la fin des années 70), avec à terme, au-delà de la mort de Tito, la perspective d'un éclatement selon des lignes frontalières reproduisant les découpages de 1941-1944 et d'avant 1914, et, la tutelle yankee en plus, les allégeances diplomatiques qui allaient avec (Serbie francophile et russophile, Croatie et Slovénie intégrées à la Mitteleuropa germanisante, Bosnie déchirée). On a vu en fait se développer les deux tendances, et cela bien avant 1989.

LE CHAINON MANQUANT

Mais les on a vu se développer en relation avec la pression de forces sociales qui sont largement absentes du livre : les ouvriers et les paysans, les jeunes et les intellectuels, serbes, croates ou autres. Dans les années soixante, Serbes et non-serbes s'opposent à l'autoritarisme de l'appareil, symbolisé par la police politique de Rankovic. Sa défaite en 1966 va favoriser les tendances fédérales dans l'Etat, mais tout autant les manifestations des ouvriers et des étudiants

serbes. C'est à cette époque aussi que Bosniaques et Kosovars commencent à gagner la reconnaissance officielle de leur existence. En 1968, les étudiants manifestent à Belgrade comme dans toute l'Europe : ils protestent contre les nouveaux riches, déjà les nouveaux capitalistes, et contre la guerre du Viet_Nam. La figure tutélaire de Tito, en un exercice délicat de bonapartisme, parvient à endiguer ce mouvement. En 1971, c'est le tour des Croates, mais cette fois, le « printemps croate » est défait par les purges et la répression. L'opposition démocratique et socialiste serbe, dont la référence était la revue Praxis, n'a dans son ensemble pas soutenu le mouvement croate, précisément parce qu'elle taxe celui-ci de nationaliste : point de départ d'une dérive, d'une récupération nationaliste qui la conduira loin.

En 1989-1991, les puissances occidentales et le FMI sont inquiets d'une éventuelle crise de la fédération, car ils tiennent au remboursement de la dette extérieure (une question qui n'est toujours pas résolue aujourd'hui). Milosevic, au pouvoir depuis 1986 en Serbie, a repris la tradition de Rankovic le policier tout en détournant le mécontentement populaire contre les Kosovars. Avec lui, le tournant vers la restauration capitaliste prend le visage d'une recentralisation qui ferait de la Yougoslavie la grande-Serbie qu'elle portait en son sein. C'est la répression au Kosovo qui nourrit les oppositions croate et slovène, et fait de l'idée d'indépendance une idée populaire et démocratique, massivement soutenue par la classe ouvrière. On ne peut pas passer sous silence cette réalité. Les ouvriers slovènes et croates en 1989-1991 faisaient-ils le jeu du FMI, de ces forces « étrangères » sans lesquelles « l'éclatement de la Fédéra-

tion n'aurait peut-être pas eu lieu ? » Ou n'était-ce pas plutôt Milosevic d'abord et les autres chefs fédéraux qui collaboraient avec le FMI ?

Il est évident que les bureaucraties nationales de Croatie et de Slovénie ont joué du sentiment national pour aller vers les privatisations à leur manière. Il n'est par contre pas évident du tout que, pour les grandes puissances occidentales, le mieux résidait nécessairement dans une telle formule : le maintien d'un pouvoir central fort garant de l'exploitation des travailleurs et utilisant les divisions nationales semble au moins autant une garantie. Or, que pouvait signifier, pour les travailleurs croates et slovènes, le maintien d'un Etat yougoslave centralisé par la fraction Milosevic de la bureaucratie, sinon une oppression à la kosovare ? Dès lors, n'avaient-ils pas raison de se révolter ? Dès lors, la lutte contre la restauration capitaliste, identique en son fond à la lutte contre la bureaucratie, pour la démocratie, avait-elle réellement quelque chose à craindre de l'exercice effectif du droit à l'indépendance nationale de la part des Slovènes, des Croates, des Bosniaques, des Albanais du Kosovo, des Macédoniens, et des Hongrois et autres nationalités de Voïvodine ?

Si cet exercice s'est fait en grande partie au détriment des Serbes, expulsés des Krajina et d'autres régions, c'est tout de même d'abord et avant tout en raison des manipulations de la bureaucratie de Belgrade, d'abord, de celles de son nouveau dirigeant local Tudjman en Croatie, ensuite, l'un et l'autre amis du FMI, mais pas parce que les peuples, les nations, les classes ouvrières, de Croatie et d'ailleurs, ont voulu exercer leur droit. D'ailleurs, le contenu antidémocratique des épurations ethniques dont ont été victimes les

Serbes est lié au fait que les Croates, les Bosniaques, les Kosovars, en ont subi aussi et d'abord, et que l'accession à l'indépendance de ces pays est essentiellement fictive, puisqu'ils sont vassalisés par l'OTAN. Ce n'est donc pas la satisfaction du désir d'indépendance, légitime, démocratique et révolutionnaire, de peuples effectivement opprimés, mais sa non-satisfaction, qui conduit aux malheurs actuels.

Le visage de la contre-révolution, de la répression, et du bruit et de la fureur couvrant les privatisations, les spoliations et les pillages, n'a pas consisté seulement dans la poussée vers l'éclatement de la Yougoslavie ; indissociablement, et chronologiquement en premier lieu, il y a eu au contraire la poussée centralisatrice et oppressive grand-serbe (1987 : démonstrations de Milosevic au Champ des Merles ; 1987 : tentative des militaires [serbes] d'interdire le journal Mladena à Ljubljana en Slovénie ...). Les deux visages de la contre-révolution bureaucratique évoluant en début de restauration capitaliste, ce sont Milosevic, en premier lieu, et les Tudjman et autres, ensuite (comme on le sait depuis, plus complices que tout ce que l'on en pourrait dire !)

Pour résumer : la contre-révolution et la restauration capitalistes, ce n'est pas en soi « l'éclatement de la Yougoslavie », c'est à la fois la formation de régimes croupions des impérialismes allemand et américain, au Nord, et d'une Serbie ultra-nationaliste en voie de vassalisation elle-même en vérité, au Sud. Les uns et les autres ont collaboré contre les peuples, par exemple contre la résistance bosniaque. Milosevic « l'indépendant » a agi en relation étroite tantôt avec Paris et Londres, tantôt avec Washington.

Mais, dira-t-on, que deviennent les ouvriers serbes eux-mêmes, la jeunesse serbe, dans cette évolution ? Justement ! C'est contre eux que commence la guerre : en mars 1991, les chars les refoulent dans les rues de Belgrade. Le mouvement des ouvriers et de la jeunesse belgradoise, sans direction (sinon le clown Karadjic, finalement l'un des meilleurs alliés de Milosevic) se développait conjointement avec les mouvements pour l'émancipation nationale à Zagreb et Ljubljana, et dire cela n'est pas un acte de foi, c'est une constatation de fait. La guerre contre-révolutionnaire de Milosevic commence donc contre le peuple serbe, et manipule ensuite les paysans des Krajina pour prendre l'offensive en Croatie et en Slovénie.

L'EXPLOSION DE LA YUGOSLAVIE

«L'indépendance de la Slovénie a rencontré la résistance brève et très modérée des forces attachées à l'ancienne Fédération, en premier lieu de l'armée, mais sinon elle s'est "bien passée"» (p.97). Voilà un genre de passage qui laisse rêveur ; faudrait-il féliciter ces braves officiers pour leur «sens des responsabilités» ? Et d'ajouter que la Slovénie était déjà «pratiquement "pure" du point de vue "ethnique"». Il faudrait éviter ce genre d'ambiguïtés : il n'y a eu aucune épuration ethnique contre d'éventuels Serbes en Slovénie ! Par contre, l'armée «attachée à l'ancienne Fédération» y a été battue, assiégée par des milliers de jeunes manifestants dans ses casernes, et battue de l'intérieur par les appelés serbes qui refusaient de tirer et voulaient rentrer chez eux. Le pouvoir contre-révolutionnaire de Belgrade a tiré toutes les leçons de son cuisant

échec slovène où il fut contraint à être «très modéré» : dans la suite des opérations, c'est une armée professionnelle complétée de milices fascistes de lumpen bestiaux à la Arkan, et épisodiquement de paysans entraînés par peur du nationalisme d'en face, qui va opérer. On aimerait, dans un livre qui se place du point de vue du mouvement ouvrier, un peu plus de franche hostilité envers la peste brune quand elle est visible (à moins de croire que ce n'est là que «propagande américaine» et que «l'expansionnisme grand-serbe» n'a existé que dans les films de CNN...

En Croatie, comme on le sait, la mise en place de telles milices et l'emploi de telles méthodes, combinés à la manipulation des Serbes des Krajina et de Slavonie rendue possible par le refus des dirigeants croates de reconnaître leurs droits, ont provoqué le début des épurations ethniques. Il est bon de rappeler, pour mettre de l'ordre dans ce qui n'est pas si confus que ça, mais que l'on rend confus tant et plus, qu'il y a eu à ce jour quatre vagues d'épurations ethniques en ex-Yougoslavie :

1/ celle engagée par les milices serbes contre les croates de Krajina et de Slavonie en 1991.

2/ celle menée par les mêmes milices et par des milices croates contre l'ensemble du peuple bosniaque de 1992 à 1995.

3/ celle menée par l'armée croate contre les Serbes de Krajina, de Slavonie et de parties de la Bosnie en été 1995.

4/ celle menée par l'Etat serbe et ses milices au Kosovo, rampante depuis des années et ouverte et totale «grâce» aux bombardements de l'OTAN en 1999.

On rencontre trop d'ouvrages qui mettent l'accent soit sur les 1/, 2/ et 4/, soit sur la 3/. Condamner sans ré-

serve et combattre sur toute la ligne l'impérialisme américain ne devrait absolument pas signifier qu'il faille minimiser les crimes de son «ennemi» à un moment donné, surtout que cet ennemi lui est au fond très utile (et vice-versa). Je ne soupçonne pas les auteurs de ce livre de faiblesse coupable pour Milosevic et son régime, mais je pense qu'ils ont plus ou moins clairement considéré qu'il convenait de mettre l'accent sur les méfaits américains avant tout. Or, il y a là une incompréhension du réel : bien sûr qu'il faut mettre l'accent sur les méfaits du plus puissant et du plus dangereux, qui est à Washington, mais pour que cela soit compris et pour que cela soit conforme à la réalité et accusateur de la manière la plus efficace et la plus acérée, il n'est pas d'autre façon de procéder que de dénoncer sa complicité avec ceux qu'ils prétend combattre.

Mais une telle dénonciation, cinglante et sans appel, est rendue très difficile à partir du moment où l'on veut bâtir toute sa démonstration sur l'idée que «les impérialistes» voulaient détruire «la Yougoslavie», que ce sont eux qui ont suscité les indépendances slovène, croate, bosniaque et macédonienne, en oubliant totalement la volonté des masses, classes ouvrières en première ligne, de ces pays. La démonstration doit alors oublier quelques faits et en grossir démesurément d'autres.

LA VRAIE ATTITUDE DE «L'EUROPE»

Les faits oubliés concernent l'attitude réelle des pays d'Europe occidentale pendant l'éclatement de la Yougoslavie. Pendant cette première guerre de Slovénie, où les «forces attachées à l'ancienne Fédération» sont supposées avoir fait preuve de tant

de salubre modération, on oublie que l'Italie a autorisé le passage de l'aviation « fédérale » sur son espace aérien pour bombarder éventuellement les villes slovènes, le parti qui s'appelait alors encore le MSI tonitruant contre cette indépendance... On oublie que la CEE délègue une « troïka » qui instaure un délai durant lequel la situation était censée être gelée, et que c'est précisément durant ce délai que la guerre d'épuration ethnique commença en Croatie. On oublie ensuite que les mêmes puissances décrétèrent un embargo sur les armes dont la signification devrait être relativement claire sachant la répartition des armes sur le terrain... Enfin, que la solution de l'UE pour la Bosnie, dès 1992, juste avant le déclenchement de l'épuration ethnique par les milices surarmées contre une population sans défense, était la séparation ethnique par cantons (bref, ce qui a été réalisé sur le terrain par les milices principalement serbes et accessoirement croates, et entériné, en Croatie et en Bosnie, par les lignes de cessez-le-feu gardées par des casques bleus... On a même vu des casques bleus pointer leur feu sur des réfugiés revendiquant de rentrer chez eux).

Au vu de ces faits, il est franchement impossible de prétendre que les « grandes puissances » et le régime de Milosevic (qui a d'ailleurs nommé premier ministre, en 1992-1993, un millionnaire américain, Milan Panic) étaient en opposition à cette époque. Sauf à conduire à une conclusion qui serait paradoxale pour les auteurs du livre mais à laquelle il prêterait ainsi le flanc : que finalement le camp de la « civilisation » était bien du côté de « l'Occident », puisque le régime de Belgrade était aussi énergiquement combattu par lui !

Le fait démesurément grossi dans ce

cadre est bien entendu la rupture de la politique commune des puissances impérialistes par l'Allemagne, qui reconnaît la première la Slovénie et la Croatie. Et voici soudain les pays européens accusés d'avoir « capitulé face à l'Allemagne » (p. 101) ! Cette fois-ci nous ne sommes plus à l'abri d'une confusion avec une position nationaliste française, néo-gaulliste. S'il s'agit de dire que la France de Mitterrand et d'autres n'ont pas défendu les droits des Serbes des Krajina et de Slavonie, nous sommes bien d'accord, mais ils n'ont pas attendu pour cela de « capituler face à l'Allemagne ». Du début à la fin, le sort des peuples, des populations massacrées, n'a été pour eux qu'un éventuel moyen de propagande. Plus grave encore cette affirmation, selon laquelle (p. 101) l'attitude allemande « a fortement handicapé les efforts ultérieurs de l'Union européenne pour intervenir politiquement dans cette République [la Croatie] avant que des faits irréparables aient été commis. » La politique « européenne », allemande comprise, a au contraire consisté à créer cyniquement les conditions pour que « l'irréparable » (on suppose — on espère — que les auteurs entendent par là l'épuration ethnique) soit commis.

EPURATION ETHNIQUE ET ENTREPRISE DE RESTAURATION CAPITALISTE

Par l'épuration ethnique, l'éclatement de la Yougoslavie, acte révolutionnaire rendu inévitable par le désir d'émancipation des peuples, que ne nécessitait en rien, au contraire, la restauration du capitalisme, était retourné en son contraire, la répression généralisée, et le retour au capi-

talisme non dans la production (qui n'est pas relancée) mais dans la sphère des échanges par le pillage et le vol institutionnalisés de la façon la plus crûe. De ce point de vue il n'y a pas de différence sociale entre l'actuelle « Yougoslavie » de Milosevic et les autres Etats ex-yougoslaves, pas de soi-disant propriété encore nationalisée à Belgrade qui générerait les impérialistes, mais un système parasitaire et mafieux analogue à ce qui se passe aussi bien en Croatie. Le capitalisme ne repose pas ici, pas plus qu'en Russie, sur la production de plus-value dans l'industrie et l'agriculture, qui tendent à s'effondrer. Il s'identifie par contre totalement à la prédation bureaucratique, ce qui signifie que le premier restaurateur du capitalisme, et, à titre personnel, le premier capitaliste, s'appelle ici Slobodan Milosevic. Toute illusion de militants communistes s'imaginant qu'il pourrait en aller autrement devrait être disséquée et liquidée comme illusion mortelle conduisant à prendre des vessies pour des lanternes. Des « acquis » d'autrefois, des traces de l'« autogestion », si l'on cherche bien, c'est d'ailleurs surtout en Slovénie qu'on en peut trouver !

Identifier restauration capitaliste et « éclatement de la Fédération yougoslave », éclatement que les impérialismes aurait finalement imposé à Milosevic en s'alignant sur l'Allemagne dans le soutien aux sécessionnistes, c'est par la même occasion s'interdire de saisir les traits de cette barbarie, et en quoi elle est profondément liée à ladite restauration. C'est donc s'interdire de combattre réellement sous leur vrai visage aussi bien l'épuration ethnique que la restauration capitaliste.

Il est exact que les puissances impérialistes ont accepté et entériné

l'éclatement de la Yougoslavie une fois qu'elles étaient tranquilles sur la forme non menaçante que celui-ci avait pris, essentiellement grâce aux bonnes œuvres de l'appareil bureaucratique au pouvoir à Belgrade. Cette acceptation a été le choix allemand dès 1991, elle a été plus difficile à avaler à Paris et à Londres, et les divisions européennes ont évidemment favorisé l'intervention hégémonique américaine, qui s'est faite en collaboration avec l'Allemagne (même si des frictions entre EU et Allemagne sont à présent perceptibles sur ce champ de bataille). Cette intervention a «dénoué» une situation qui devenait à nouveau dangereuse : en 1994-1995, les milices de Karadjic et consorts avaient des problèmes de recrutement cependant que la résistance bosniaque remportait de plus en plus de succès. Il importait d'endiguer et d'encadrer celle-ci et de mettre fin à la guerre de Bosnie en gelant les positions, par l'entremise d'une nouvelle force armée réactionnaire constituée dans l'intervalle, bien entendu en violant l'«embargo» : l'armée croate. S'ensuivirent l'épuration ethnique retournée contre les Serbes et les accords de Dayton.

LA RÉVOLUTION

ALBANAISE INAPERÇUE

L'ordre précaire et inique de Dayton est à nouveau en butte, en 1997, à la colère populaire (manifestations monstres et interminables à Belgrade et à Zagreb, crise en Bulgarie aussi, et explosion en Albanie). Et voilà le second grand épisode, après 1989-1991, dans lequel les peuples, les masses, la classe ouvrière, interviennent, et que le livre ignore complètement, alors que nous sommes ici très près du terrain de la guerre de 1999.

Pourtant, comment peut-on imaginer une seule seconde qu'il pourrait ne pas y avoir de relation entre l'insurrection populaire qui détruit l'appareil d'Etat et voit le peuple s'armer, en Albanie, et l'intervention de l'OTAN deux ans plus tard ? C'est en effet inconcevable, et la question est en fait évacuée d'une autre manière : en ne la posant pas, en ignorant purement et simplement une donnée essentielle de la question (et en se montrant en l'occurrence complètement tributaires des médias impérialistes par ailleurs stigmatisés !)

Quelle belle occasion de découvrir des forces objectives, mais inconscientes, dressées contre la restauration capitaliste. Que vaut la soi-disant résistance de Milosevic aux Américains en face de cette magnifique image : un peuple de montagnards, de paysans, d'ouvriers, constitué comme nation par une guerre révolutionnaire de libération nationale voici cinquante ans, qui s'est révolté contre la dictature stalinienne et a cru au «marché» peut-être plus passionnément que tout peuple d'Europe centrale ou orientale, puis qui se révolte contre les escrocs, qui ouvre les prisons et prend les armes contre les banquiers et les maffieux ?

Certes, cette révolution, cette première révolution anti-capitaliste dans un Etat post-stalinien (camarades trotskystes et communistes, cela devrait vous faire vibrer !), a passé pour une convulsion «à l'africaine» quand ce n'était pas pour un coup de la «mafia albanaise». Savoir reconnaître les révolutions, qui ne se présentent plus pour ce qu'elles sont, est la première condition pour ne pas, ensuite, s'imaginer qu'un régime comme celui de Belgrade résisterait «quelque part» au capitalisme. Car c'est là l'impression que laisse ce

livre pourtant excellent dès qu'il s'intéresse à la politique américaine en tant que telle.

FRAPPES AÉRIENNES ET ÉPURATION

Sur ce dernier point cependant, en conséquence de ce qui précède, il me semble qu'il ne parvient pas à expliquer une partie des raisons de l'intervention de l'OTAN et à achever à ce sujet le nécessaire travail de démythification : il ne peut évidemment pas démontrer en quoi l'intervention de l'OTAN a finalement beaucoup plus été dirigée contre les Kosovars que contre Milosevic, ce qui ne change rien à sa fonction globale du point de vue impérialiste. Il le dit pourtant, et c'est là le constat factuel essentiel dont devrait partir toute analyse du Kosovo :

«C'est la guerre, et elle seule, qui a créé après le retrait de l'OSCE du Kosovo les conditions permettant aux unités spéciales comme aux paramilitaires ultranationalistes de faire de nombreuses victimes civiles». (p.29).

C'est tout à fait exact, mais je pense que l'on peut et doit aller plus loin : il ne s'agissait pas là de dégâts collatéraux, mais de l'une des fonctions principales des «frappes», et incontestablement de la plus énorme. Car il ne s'agit pas seulement en l'occurrence de «nombreuses victimes civiles», mais de ce qui doit être nommé de son nom, camarades : l'épuration ethnique. C'est pourquoi on ne peut pas écrire tout de suite après le passage cité ci-dessus : «C'est la guerre, et elle seule [souligné par moi, VP] qui a conduit aux massacres aussi bien qu'aux destructions de fermes, de maisons et de villages entiers effectuées à titre de représailles collectives contre les bom-

bardements.»

Non : c'est la guerre qui a créé les conditions politiques et psychologiques pour l'exécution d'un plan préexistant de purification ethnique : il faut le dire, se retenir de le dire est non seulement faux quant aux faits, mais affaiblit la dénonciation de l'impérialisme américain, complice actif de la purification ethnique, en interdisant la démonstration de cette complicité, qui devrait être le premier devoir de tout observateur lucide.

Réfléchissons un instant, loin des propagandes, à ce qu'était la dynamique de la situation au Kosovo et en Serbie avant les frappes. Rien ne permet d'affirmer que Milosevic ait été affaibli par celles-ci. Une guerre civile se développait au Kosovo, dans laquelle l'armée serbe n'avait pas les conditions politiques et morales lui permettant d'exterminer et de chasser : ces conditions lui ont été fournies par les frappes de l'OTAN, et cette guerre civile s'était développée depuis l'explosion révolutionnaire en Albanie en 1997. La situation créée par l'OTAN constitue en protectorats le Kosovo, l'Albanie et la Macédoine, et plonge la Serbie dans un état intermédiaire entre celui de protectorat et celui de bunker.

L'une des fonctions de cette intervention a donc été de mettre en place ce protectorat du Kosovo, toujours placé en droit international dans la Serbie, dans lequel les troupes de la KFOR nient le droit à l'autodétermination des Kosovars. Cette négation par les troupes «internationales» chargées de surveiller et au besoin de mater les Kosovars n'est elle-même possible que par la relative atomisation et la terreur que vient de subir ce peuple de la part de l'Etat serbe... C'est dans ce cadre qu'est détournée la colère populaire

en direction de nouvelles exactions contre les Serbes et d'autres groupes. Toutefois, appeler celles-ci «similaires» à ce qui s'est passé peu avant à l'encontre des Kosovars, est une autre erreur grave, car si un crime commis sur un individu est bien entendu comparable à tout autre, la comparaison en tant qu'entreprise collective des «bavures» actuelles au Kosovo et de la purification ethnique qui les a précédées ne tient pas un instant.

Ces non-dits sont très dommageables au but justifié et important du livre : montrer le rôle et les dangers actuels de la politique américaine. Toute ambiguïté sur Milosevic et son régime, et nous sommes manifestement ici en plein dans une ambiguïté de cet ordre, ne peut que faire le jeu de la propagande américaine.

Mais quelle est la nature de ces ambiguïtés ? Si je soupçonnais, je le répète, les auteurs d'une quelconque faveur politique envers ce régime, je ne me livrerais pas ici à une critique amicale. Le problème me semble différent. Il me semble que c'est en raison d'un vide que, malgré les auteurs eux-mêmes, leur livre laisse cette curieuse impression de dissymétrie défavorable aux victimes slovènes, croates, bosniaques, kosovares, du régime de Belgrade, comme s'il fallait minimiser voire dénigrer les ennemis de Milosevic, puisque celui-ci est présenté comme ayant été désigné ennemi universel par les Etats-Unis, et que les ennemis de mes ennemis... (raisonnement applicable aussi à la Corée du Nord, à Cuba, à l'Irak, au Soudan, à la Libye et tout récemment aux talibans de Kaboul !).

Ce vide est celui qui demeure si l'on ne voit pas notre vieille amie la révolution, et les peuples, et la classe ou-

vrière, à l'action aussi à l'«Est» pendant et depuis l'effondrement des régimes staliniens. Là est le problème. Pour en mesurer l'importance, transposez le débat poursuivi ici sur la Yougoslavie à la Russie et à la Tchétchénie, en imaginant une utilisation de cette affaire par l'impérialisme... Le communisme du XXI^e siècle n'existera pas s'il n'est pas aussi l'héritier des insurrections démocratiques qui ont fait tomber le Mur de Berlin

Léonce Aguirre et Marc Dormoy écrivait dans Carré Rouge n° 10 («Saisir les occasions, construire sur la durée») : «La question de la reconstruction d'un nouveau parti des travailleurs, qui soit une véritable alternative aux partis traditionnels, est un objectif largement partagé dans le milieu d'extrême gauche. Le problème est de savoir comment y arriver, avec qui le construire, sur quelle base programmatique et quel sera son fonctionnement» (p.43). A propos du fonctionnement d'un tel parti, ils précisait : «Le dernier point à éclaircir est lié au fonctionnement d'un tel parti. Il ne s'agit pas ici de développer cette vaste question qui devra être l'objet d'un débat prolongé. Mais ce dont on peut être sûr, c'est qu'un tel parti ne pourra survivre que s'il y règne la démocratie la plus totale» (p.45). C'est à ce «débat prolongé» que Cyril Soler apporte ici une contribution. L'auteur a voulu d'abord expliquer le parcours qui l'a conduit à écrire dans Carré Rouge.

La démocratie dans le parti : pour quoi faire ?

Cette contribution n'a pas l'ambition de résoudre les problèmes qu'elle soulève. Elle n'aura donc que le sens que lui prêteront les discussions qu'elle se propose de susciter. Il me semble en effet nécessaire de clarifier ce que l'on entend par fonctionnement démocratique du parti, et de prendre la mesure des contradictions inhérentes à cette forme d'organisation.

Si la connaissance de l'itinéraire du rédacteur des lignes qui suivent n'est pas indispensable à leur intelligence, elle est en revanche nécessaire pour s'assurer du lecteur l'indulgence. L'auteur de ce texte a subi une (dé)formation philosophique ; a découvert la politique avec les sans-papiers ; n'a pour l'instant jamais eu (et encore brièvement) d'autre carte que celle de la section étudiante de la

CNT ; n'a été que tardivement convaincu de la nécessité des médiations (historiques et institutionnelles) par la lecture des premiers numéros de Carré Rouge ; est devenu récemment un lecteur assidu de Partisan. De ces rencontres, cette contribution porte la marque manifeste. Mais l'essentiel y est peut-être cette conviction, que je tente de justifier, que les concepts créés par Marx sont une condition nécessaire à l'élaboration d'une théorie révolutionnaire, mais non suffisante.

1- LA DÉMOCRATIE N'EST PAS UN DROIT.

L'exigence de démocratie au sein des organisations politiques fait clairement partie du consensus du «milieu d'extrême gauche». Mais dans la

mesure où l'exigence de démocratie est devenue la tarte à la crème du politiquement correct, et même de l'idéologie dominante, il y a tout lieu de s'en méfier, ou du moins de la remettre en question. Comment en effet la démocratie est-elle implicitement présentée dans le discours dominant ? Comme le droit pour chacun d'exprimer ses opinions, de voter pour le parti de son choix et même d'y adhérer. C'est précisément cette idée que je veux contester. Et la thèse que je soutiens, c'est que la démocratie n'est pas un droit subjectif, mais un processus objectif, ou plutôt objectivement nécessaire, de caractère social.

Qu'entend-on par droit subjectif ? C'est l'idée que chaque individu serait en tant qu'individu naturellement pourvu d'un certain nombre de droits inaliénables qu'il pourrait légitimement opposer aux prétentions de l'Etat. C'est cette idée qui fonde les droits de l'homme. Et c'est là manifestement une idée absurde. Le consentement presque universel que cette idée a conquis n'est en rien un argument en sa faveur ; il n'est que la preuve de la puissance effective de l'idéologie (puissance dont on peut risquer à titre d'hypothèse qu'elle s'enracine subjectivement dans l'illusion individualiste). Naturellement, le droit de chaque individu ne s'étend que jusqu'où va sa puissance (cf. Spinoza, Traité théologico-politique, ch.16). L'idée complète de droit subjectif qui est postulée par la théorie des droits de l'homme comme théorie « naturelle » est donc en réalité la suivante : il existe un ensemble de droits subjectifs dont chaque individu est doté antérieurement à toute association politique ; ces droits sont supérieurs au droit positif, qu'ils déterminent et limitent (la déclaration des droits de l'homme est le préam-

bule de la Constitution). Et l'on voit bien que l'essentiel ici est cette limitation que l'individu peut opposer au droit positif, c'est-à-dire aux lois que les hommes ont faites et qu'ils peuvent modifier, dès que l'on remarque que le droit de propriété est toujours inclus dans les droits subjectifs. Car la théorie des droits subjectifs n'est rien d'autre que le brouillard idéologique qui doit rendre impossible même la simple remise en question théorique de la propriété privée à laquelle ce statut de droit inaliénable est attribué. Quant aux autres droits (d'expression, d'association, de grève, etc.), ils ne sont précisément pas des droits, mais des libertés concrètes conquises par la lutte, et toujours remises en cause par les propriétaires.

Qu'en est-il maintenant de cette démocratie que l'on réclame au sein des organisations politiques ? Tout d'abord, il est évident que cette notion ne s'applique aux organisations que par analogie. Il faut donc commencer par clarifier la notion de démocratie dans le sens propre du terme. Sa définition est inscrite dans la littéralité même de son nom : la démocratie, c'est le pouvoir politique détenu par l'ensemble du peuple. Il est certain que cette forme d'organisation politique soulève de nombreuses difficultés, aussi bien au niveau de ses conditions de possibilité (la démocratie est-elle possible dans une société de classe?) que de ses conditions d'exercice (démocratie représentative ou démocratie directe ; République unitaire ou fédérative). Mais le problème fondamental n'est pas là.

Le problème fondamental est celui de la légitimité de la démocratie. Finalement, pourquoi le pouvoir politique devrait-il être détenu par l'ensemble du peuple ? Si la question du

pouvoir politique nous importe, c'est parce que le Pouvoir nous impose ses décisions. La question essentielle est donc de savoir vers quelles fins tendent ces décisions. Et par conséquent, le meilleur régime politique doit être celui qui est le plus à même de prendre et d'appliquer les décisions qui tendent à réaliser au mieux le bien commun. L'évidence première doit alors nous amener à conclure que les décisions seront les meilleures lorsque ce seront les meilleurs qui les prendront, et donc que le meilleur régime doit être un certain type d'aristocratie. On sait que cette conclusion est celle de toute la philosophie classique, et aussi d'un certain nombre de modernes.

Spinoza (1) est l'un des premiers à l'avoir réfutée (en montrant l'impossibilité d'une aristocratie véritable) et surtout à lui avoir opposé une justification positive de la démocratie. Je citerai quelques uns de ses arguments :

« Certes, si les choses étaient telles que, dans le choix de leurs collègues, les patriciens fussent libres de toute affection commune et dirigés par le seul souci du salut public, nul régime ne serait comparable à l'aristocratique. Mais, l'expérience l'enseigne assez et même trop, la réalité est tout autre, surtout dans les oligarchies où la volonté des patriciens s'affranchit le plus de la loi à cause du manque de compétiteurs. Là en effet les patriciens écartent studieusement de l'Assemblée les plus méritants et cherchent à s'associer ceux qui sont dans leur dépendance, de sorte que dans un Etat pareil les choses vont beaucoup plus mal parce que le choix des patriciens dépend de la volonté arbitraire absolue, affranchie de toute loi, de quelques-uns » (Traité politique, ch.11, § 2).

«[...]dans un Etat démocratique, l'absurde est moins à craindre, car il est presque impossible que la majorité des hommes unis en un tout, si ce tout est considérable, s'accordent en une absurdité» (Traité théologico-politique, ch. 16).

«L'esprit des hommes en effet est trop obtus pour pouvoir tout pénétrer d'un coup ; mais en délibérant, en écoutant et en discutant, il s'aiguise, et, à force de tâtonner, les hommes finissent par trouver la solution qu'ils cherchaient et qui a l'approbation de tous, sans que personne s'en fût d'abord avisé.» (Traité politique, ch.9, §14).

2. PUISSANCES DU COLLECTIF.

Quelles conclusions tirer de ces positions de Spinoza ? Il faut d'abord distinguer deux moments dans le processus politique : l'élaboration des décisions et leur réalisation. Dès lors, on peut dire que le pouvoir appartient à tous lorsque tous participent à l'élaboration des décisions et à leur mise en œuvre. Il est évident qu'en ce qui concerne le moment pratique, l'action politique sera d'autant plus efficace que le plus grand nombre y prendra part : la puissance collective est de loin supérieure à la simple somme des puissances individuelles. Mais là où Spinoza est particulièrement original et éclairant, c'est lorsqu'il montre que c'est également vrai du moment théorique. Et en effet il suffit, pour se convaincre de la supériorité de la délibération collective sur la pensée individuelle, de considérer la réalité de l'histoire des sciences. Contrairement à la vision idéaliste (c'est-à-dire bourgeoise), ce ne sont pas les grands savants qui font la science, mais leur rôle (fondamental au demeurant)

consiste en général à unifier et à rendre cohérentes les idées vraies qui surgissent constamment du sein des polémiques qui agitent la communauté scientifique, idées vraies qui sont donc le résultat d'un processus collectif.

Cependant, si la délibération en matière politique doit également être collective, tous doivent-ils y participer ? Oui, et pour au moins trois raisons. Pour les rendre claires, il faut commencer par distinguer dans la délibération collective deux aspects : décisionnel et pédagogique. L'aspect décisionnel, c'est le fait que le but de la délibération est de critiquer les idées fausses, de dégager et d'articuler les idées justes. L'aspect pédagogique, c'est le fait qu'on ne peut réellement comprendre les idées justes que lorsque l'on sait contre quelles idées fausses elles se sont imposées. Cela posé, on comprend pourquoi tous doivent participer aux délibérations politiques. Premièrement, la délibération doit être informée : elle le sera d'autant mieux que tous auront pu faire part de ce qu'ils savent. Deuxièmement, il est impossible de déterminer à l'avance d'où viendront les critiques pertinentes et les arguments justes. Troisièmement, si tous doivent participer à la mise en œuvre des décisions, tous doivent les comprendre.

Conclusion : ce qui justifie la démocratie, ce n'est pas un droit subjectif individuel, mais la positivité de sa processualité objective —donner libre cours aux puissances pratiques et théoriques infinies du collectif.

Ces brèves indications suffisent à situer correctement le problème de la démocratie au sein du parti. En effet, le mode d'organisation interne du parti n'a pas à se conformer à un quelconque impératif subjectif ou moral posé a priori, mais se déduit

strictement de son rôle : le parti n'est qu'un outil, qu'il faut construire adéquatement à sa fin. Or, quelle est cette fin ? Pourquoi nous faut-il un parti ? On n'a pas besoin d'un parti pour organiser la révolte : avec ou sans organisation, elle éclatera toujours. Par contre, si l'objectif est d'en finir avec l'exploitation capitaliste et d'instaurer le communisme, on ne peut s'en passer. La nécessité d'un parti n'est pas fondée sur les exigences immédiates de la lutte, mais sur le but final que l'on veut atteindre. Pour le dire autrement, ce qui est nécessaire, ce n'est pas un parti des luttes, mais le parti du communisme. Bien plus, un parti des luttes serait non seulement inutile, mais pernicieux : prétendre «animer» les luttes sans lien avec la perspective du communisme, c'est occulter le point de vue immanent des producteurs dont elles sont porteuses, et donc en réalité construire un mécanisme d'autorégulation interne au capitalisme, une machine plus subtile et plus perverse encore que la social-démocratie. C'est vouloir des ouvriers qu'ils passent leurs journées à suer de la plus-value pour les patrons, et leurs samedis à manifester pour justifier l'utilité sociale (et les traitements afférents...) des organisations capables de «réguler» à temps (par des luttes, aussi radicales soient-elles, toujours locales et toujours partielles) les contradictions les plus aiguës du capitalisme.

3. NÉCESSITÉ ET FORME DE LA DÉMOCRATIE DANS LE PARTI.

C'est donc uniquement dans la perspective du communisme que le parti est nécessaire, car le communisme n'est pas la suite inéluctable du capi-

talisme, dont il suffirait d'attendre la venue. Il est au contraire le fruit de son renversement conscient et organisé. Mais ce n'est pas le parti qui peut opérer ce renversement car, et c'est là le point crucial, ce sont les masses qui font l'histoire. Pour cette raison, le principal rôle que le parti doit se proposer, c'est d'affiner et de re-élaborer constamment la théorie qui permet d'approfondir la critique du capitalisme et la perspective du communisme ; d'analyser au mieux chaque conjoncture à la lumière de cette critique ; d'élaborer dans la perspective du communisme la ligne politique la plus juste possible et de porter cette ligne au sein des masses (2). Bref, la fonction principale du parti est de constituer l'intellectuel collectif du prolétariat. (Caractériser le parti comme intellectuel collectif, c'est déterminer sa fonction et non sa composition. Ce n'est donc pas le concevoir comme avant-garde auto-proclamée des révolutionnaires professionnels. En réalité, le parti du communisme ne peut naître que de l'appropriation de la théorie révolutionnaire par les prolétaires les plus conscients. Le problème étant que la théorie n'existe pas dans les livres, mais dans la tête de ceux qui les lisent.) Bien sûr, il y a lieu de discuter des autres fonctions éventuelles du parti (prise du pouvoir, gouvernement, etc.). Il n'en reste pas moins que le parti doit être avant tout cet intellectuel collectif, car il est le seul lieu possible de l'enrichissement de la théorie révolutionnaire à l'école des pratiques et des initiatives des mouvements populaires et de l'élaboration d'une ligne politique à long terme. Dès lors, on comprend l'importance cruciale de la démocratie au sein du parti : car seule la démocratie peut rendre possible l'élaboration d'une théorie et d'une ligne poli-

tique justes.

Mais pour que le processus de l'élaboration démocratique aboutisse, il doit être centralisé. La forme achevée de l'organisation interne du parti est donc le centralisme démocratique. L'idée n'a plus très bonne presse, tant elle a servi de légitimation idéologique à la dictature bureaucratique de l'Etat soviétique, et au despotisme d'un certain nombre d'appareils pseudo-prolétariens inspirés d'elle qui sont toujours en place. Mais de même que l'échec de la révolution d'Octobre ne réfute pas l'idée communiste, la réalité historique du centralisme bureaucratique ne change rien à la nécessité du centralisme démocratique.

Il est d'abord nécessaire pour l'action, car la transformation du monde ne peut qu'être le résultat d'une action collective unifiée. Mais il est également nécessaire pour l'élaboration théorique et pour la décision politique. Nous avons montré que la délibération démocratique est le seul procédé qui puisse permettre de découvrir la vérité politique. Par conséquent, cette élaboration doit partir de l'expression des expériences et des idées de chacun. Cette expression doit donc être rendue la plus facile possible. Dans le cas contraire, il sera impossible de recueillir la véritable expression de la base, et donc de connaître la réalité, car la base aura tendance à ne faire remonter que ce qui convient à la direction bureaucratique. Et le problème n'est pas alors l'absence de démocratie au sens de limitation de la liberté d'expression des individus, mais un problème d'efficacité : dans de telles conditions, il ne peut pas y avoir de direction politique juste. La condition de possibilité de la démocratie est donc l'expression large et permanente des idées et des critiques. Pratiquement, c'est

un processus qui exige l'ouverture au débat et l'organisation collective de celui-ci. Mais d'un autre côté, il est nécessaire que de la confrontation des expériences et des idées se dégage un point de vue général : il faut donc une centralisation. En effet, si l'individu ne peut transformer seul la réalité, il ne peut pas non plus la connaître à travers sa seule expérience.

En outre, pour qu'une ligne politique se dégage, les débats doivent être menés à leur terme (au contraire de ce qui se passe dans les organisations qui se veulent libérales, dans lesquelles les débats sont permanents mais jamais conclus, ce qui conduit nécessairement à la stagnation et à l'impuissance). Cependant, un point de vue juste peut être minoritaire. Et si la majorité peut se tromper, il faut refuser le monolithisme et affirmer les droits de la minorité. Par conséquent, si des positions différentes doivent pouvoir se manifester et être défendues, elles doivent avoir la possibilité concrète de s'organiser lors des débats importants. Ne pas reconnaître cette possibilité, c'est donner un poids écrasant aux instances en place, c'est-à-dire frayer la voie à la bureaucratisation et symétriquement pousser au factionalisme. En revanche, reconnaître cette nécessité n'équivaut pas à admettre l'organisation permanente de courants en tendances. Cette pratique en effet a pour résultat de multiplier les luttes d'appareil, de figer les positions et ne résout en aucune façon les contradictions immanentes à la forme parti : remplacer l'Eglise monolithique et son pape inamovible par un conglomérat de chapelles et sa meute de petits chefs n'est pas une solution.

4. CONTRADICTIONS IMMANENTES À LA FORME PARTI.

De toute évidence, l'histoire l'a suffisamment montré, le risque principal (et récurrent) est celui de la bureaucratisation. Les appareils ont, semble-t-il, une tendance inéluctable à l'autonomisation. Et dès lors que la direction échappe au contrôle de la base, les militants ne tardent pas à être réduits au rôle de simples exécutants, de masse de manœuvre dans une bataille qui ne restera pas encore longtemps la leur. Pourtant, il n'est pas possible de refuser, à l'instar des courants anarchistes et libertaires, l'idée même de dirigeants, considérés par définition comme des bureaucrates. D'abord parce qu'un tel refus aboutit en réalité à l'existence de dirigeants de fait, d'autant plus incontrôlables qu'ils exercent en général leur emprise sur les militants sur le mode de la fascination charismatique : le centralisme bureaucratique est certes rendu impossible, mais au profit d'un centralisme conspiratif et de la «dictature invisible des esprits révolutionnaires» chère à Bakounine. En outre, et c'est l'essentiel, il y a objectivement des tâches de direction, ne serait-ce que parce que les instances souveraines ne peuvent siéger en permanence. La définition concrète et précise de ces tâches de direction est d'ailleurs l'un des enjeux principaux de la discussion sur le mode d'organisation, car elle est l'une des conditions de possibilité d'un contrôle réel de ceux qui seront appelés à les assumer. Dès lors, il est certain que les principes de la démocratie directe devraient être strictement appliqués au sein de l'organisation. Mais même ces principes idéaux ne vont pas

sans contradictions dès qu'il s'agit de les appliquer concrètement.

Le premier problème est celui des permanents salariés. L'existence de permanents salariés est l'un des germes de la bureaucratisation. Même des permanents intègres, du fait qu'ils disposent de plus de temps et de toutes les informations (puisqu'ils sont là pour les centraliser), seront insensiblement amenés à monopoliser le pouvoir. Mais une organisation qui refuse toute structure permanente ne se condamne-t-elle pas à l'impuissance ? On peut espérer résoudre le problème en distinguant les tâches techniques de direction des tâches proprement politiques, et en refusant systématiquement aux militants élus aux positions de direction politique le statut de permanent. Mais c'est peut-être supposer un peu vite que les responsabilités « techniques » ne donnent aucun pouvoir politique, et c'est surtout favoriser l'accaparement des fonctions de direction politique par ceux qui disposent, de par leur situation sociale et leur formation, du temps nécessaire à l'exercice des responsabilités (les enseignants sans charge de famille par exemple...). Le second problème est lié aux contraintes de la clandestinité. Il est bien connu que la clandestinité est un alibi commode pour rendre pratiquement impossible le contrôle des appareils de direction par les militants. Mais il ne fait pas de doute non plus que tout parti réellement révolutionnaire doit un jour ou l'autre assumer d'agir dans l'illégalité, donc clandestinement. Il y a là une seconde contradiction qui, comme la précédente, n'a peut-être pas de solution satisfaisante.

A supposer que ces difficultés soient surmontables, demeureraient irresolus des problèmes plus profonds encore. En effet, les mesures organisa-

tionnelles et statutaires ne peuvent résoudre les contradictions les plus fondamentales immanentes à la forme parti. Ainsi, nous avons vu la nécessité du contrôle des dirigeants par les militants, et de la participation active de ces derniers à l'élaboration de la théorie et de la ligne politique. Encore faut-il qu'ils en soient vraiment capables. Autrement dit, encore faut-il que chaque militant ait une formation théorique et une autonomie intellectuelle suffisantes pour lui permettre de comprendre la ligne de son organisation, d'en faire pour lui-même le bilan critique et de proposer à chaque étape des éléments d'approfondissement et de rectification. Mais qui peut prendre en charge la formation des militants, si ce n'est l'organisation elle-même ? De ce point de vue, le parti est une institution qui préexiste à ses membres et qui exerce sur eux une certaine forme de contrainte. Mais le parti est aussi une association puisque, dans la mesure où ses congrès sont souverains, son existence dépend de l'accord de ses membres. Or, une institution associative ou association instituante, est-ce réellement possible ? Elle suppose en tout cas la possibilité d'une vérité politique, dont la démocratie est la méthode de recherche. Car si l'on peut se laisser convaincre d'à peu près n'importe quoi, nous ne pouvons réellement tomber d'accord que sur la vérité. De toute évidence, une telle vérité n'est pas immédiatement disponible. En outre, comme en toute science, une telle vérité se déploierait de façon continue, remaniant et réorganisant les idées adéquates antérieurement découvertes au fur et à mesure de ses progrès. Au départ, on ne peut donc espérer se mettre d'accord que sur des procédures de recherche et de vérification, et sur l'ordre des prio-

rités dans le programme de travail. Mais là encore, est-ce réellement possible ? Ce qui est certain, c'est qu'à supposer qu'un tel corps théorique susceptible d'unanimité rationnelle existe en soi, il ne peut être dégagé qu'à condition de le vouloir. Autrement dit, à la condition que les discussions et les débats ne soient pas parasités par d'autres motifs que cette recherche. Bref, avant la vérité, il y a la vertu. Derechef, est-ce possible ? Le militantisme est-il possible ? Car nous ne sommes pas seulement pris dans les contradictions de cette société et les illusions idéologiques, inhérentes à notre position dans le système social de production, qui faussent inévitablement notre perception de la réalité. Chacun de nous est aussi déchiré par les contradictions de ce qu'il faut bien appeler la condition humaine : narcissisme, ressentiment et volonté de pouvoir ; angoisse et désir de certitudes rassurantes... De cette bien naïve question (le militantisme est-il possible?), on peut immédiatement conclure que la connaissance scientifique du mode de production capitaliste (inaugurée par Marx) ne suffit pas pour porter un projet révolutionnaire : il faut en outre quelque chose comme une anthropologie (car si l'idée de nature humaine est inadéquate, l'humanité est néanmoins déterminée par une condition qui n'est pas seulement le résultat de l'Histoire, mais qui est aussi celui de la phylogénèse biologique de l'espèce).(3)

5. COMMENT SURMONTER CES PROBLEMES ?

Je tiens à souligner une fois encore que le texte que je propose ici n'a pas même l'ambition de poser correctement les problèmes qu'il évoque. Cependant, il me semble

que l'on peut légitimement tirer quelques conclusions certaines de ces éléments.

Une thèse n'a de sens, et n'a donc de chance d'être juste, que si son énoncé inclut la position correcte du problème qu'elle prétend résoudre. Si les discussions entre militants sont si souvent des dialogues de sourds, c'est-à-dire des débats plutôt que des discussions, c'est précisément parce qu'ils défendent des thèses dont ils ne savent en réalité pas très bien quels problèmes elles sont censées trancher. Au mieux ils connaissent les soubassements théoriques de la ligne politique qu'ils défendent, mais sans vraiment les comprendre, car on ne comprend réellement que ce qu'on a fait l'effort de réinventer par soi-même. C'est cette absence d'un effort personnel de pensée, qui seul permet la saisie intellectuelle des contradictions dans le réel dont les problèmes théoriques sont la formulation dans l'ordre du discours, qui aboutit au psittacisme récurrent des militants novices et au dogmatisme étayé par une scolastique subtile des plus aguerris (reste à comprendre les causes subjectives de ce refus de penser).

Mais la décision de penser par soi-même ne suffit pas, car en raison de l'intrication des contradictions les problèmes font système. C'est pourquoi il est probable que les démarcations que posent les organisations constituées ne sont jamais arbitraires, mais unilatérales. Ces démarcations se rapportent toujours à des contradictions bien réelles, et proposent souvent des solutions justes si l'on envisage ces seules contradictions. Mais, dans la mesure où ces démarcations ne prennent pas en considération l'ensemble des contradictions, elles sont unilatérales, et par conséquent erronées

puisqu'elles aggravent nécessairement les contradictions qu'elles occultent. (Ainsi nombre des critiques que les libertaires font au bolchevisme sont-elles pertinentes ; mais elles ne prennent pas en compte les contradictions inévitables de la société de transition. Symétriquement, les trotskystes ont conscience de ces contradictions et de la nécessité de médiations institutionnelles pendant la transition ; mais ils ne semblent pas affronter les contradictions immanentes à la forme parti.) Dès lors, la décision de penser par soi-même implique immédiatement de penser avec (et contre) les autres.

Carré Rouge est, à ma connaissance, le seul lieu où cette confrontation soit actuellement possible, et où des discussions véritables aient quelques chances d'aboutir à des résultats positifs. Cependant, Carré Rouge non plus n'est pas exempt de contradictions. La plupart des revues politiques relèvent soit de l'organe partisan, soit du salon universitaire. Le mérite des fondateurs de Carré Rouge est d'avoir senti la nécessité d'une revue militante qui ne soit ni l'un ni l'autre, même si dans les faits cette revue a tendance au fil des articles à être tantôt l'un, tantôt l'autre. Mais il est naturel que les perspectives politiques des fondateurs de la revue, d'autant qu'ils en sont encore les principaux animateurs, tendent à y être hégémoniques. De ce point de vue, si l'opinion de ceux qui considèrent Carré Rouge comme un groupe politique séparé est fautive, elle n'est pourtant pas totalement injustifiée. Cependant, et c'est ce qui m'a intéressé dans la démarche de Carré Rouge, ces perspectives sont présentées depuis le départ comme des hypothèses de travail, ce qui nous invite à un dialogue qui ne soit pas de pure forme. Le risque est alors de

tomber dans le travers inverse, et de sombrer définitivement dans l'empire des preuves et des réfutations. Carré rouge n'y échappe pas toujours (mon article non plus), et le sentiment des militants qui ne voient dans la revue qu'un bavardage intellectuel n'est pas tout à fait sans fondement.

Pour moi, cette revue a d'abord été, et reste, une école politique (les polémiques qui s'y développent m'ont permis de prendre conscience de beaucoup de choses) ; mais elle est surtout la promesse d'un atelier où nous puissions élaborer démocratiquement les éléments théoriques dont nous avons besoin. C'est pourquoi il est maintenant urgent pour la revue de s'auto-définir plus clairement, et de constituer son propre mode d'emploi (constitution qui n'aura d'ailleurs de sens que si l'ensemble des lecteurs s'y associe). Il me semble qu'il n'y a que trois points d'accord préalables nécessaires à ce travail commun : contre le capitalisme, pour le communisme, et l'idée que le passage de l'un à l'autre est de l'ordre de la rupture (4). Si le seul résultat de ces discussions est la clarification des positions divergentes, et la mise au jour des points de désaccord réels, ce sera déjà un résultat considérable.

Notes

(1) Ces questions ont été agitées par les théoriciens révolutionnaires eux-mêmes (Lénine, Trotski, Luxembourg, etc...). Pourquoi alors faire référence à Spinoza ? Parce que Spinoza est le premier à avoir tenté de penser jusqu'au bout la démocratie, et que dès lors un détour par son œuvre s'impose. En outre, si le rapport entre Spinoza et Marx n'est pas simple, beaucoup d'éléments théoriques propres à Spinoza se retrouveront chez Marx : critique de la conscience

comme lieu d'une illusion, dénonciation du libre-arbitre et production d'une véritable théorie de l'idéologique. Il y a fort à parier que le matérialisme de Marx doit beaucoup à Spinoza, et il n'est pas certain que la dette ait été réglée. Cf. par exemple l'article «Spinozisme» dans le Dictionnaire critique du marxisme.

(2) Cf. Le manifeste du parti communiste, début du chapitre 2, Editions sociales, p. 45-46 : «Les communistes n'ont point d'intérêt qui divergent des intérêts du prolétariat [...], ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.»

«Pratiquement les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.»

«Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.»

«Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles de la lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux ».

(3) Relisant une dernière fois mon texte avant sa remise à la rédaction, je me rends compte que ce paragraphe ne distingue pas assez clairement les deux niveaux de contradictions qui traversent nécessairement toute organisation politique :

- les contradictions sociales qui se répercu-

tent inéluctablement au sein du parti (manuel/intellectuel, homme/femme) ;

- les contradictions immanentes aux institutions, quel que soit le type de société dans lequel elles se situent. Autant le marxisme permet de comprendre le premier type de contradiction (analyse que le mouvement ml a poussée jusqu'au bout), autant il ignore totalement le second. A ma connaissance, Pierre Legendre est à ce jour le théoricien qui propose les analyses les plus pertinentes de ce second type de contradiction (voir notamment L'amour du censeur).

(4) Enoncé qui ne signifie pas que nous devrions (et pourrions) être déjà d'accord sur le contenu que nous attribuons à ces trois idées et qu'il n'y aurait lieu de discuter que du reste (stratégie, tactique, etc...).

En 1928... «L'attachement dogmatique de l'Opposition à la partiinost (l'esprit de parti), son attentisme politique, son espoir de réformes à l'intérieur du parti, ainsi que sa croyance en une possibilité de compromis avec une fraction de la bureaucratie du pouvoir, ces quatre facteurs ont porté préjudice au développement d'une véritable lutte de l'Opposition contre le régime parti-Etat. Elle avait pourtant toutes les chances de se produire, si seulement elle s'était alliée à la lutte ouvrière spontanée. L'Opposition a subi une défaite, néanmoins son activité entrera dans l'histoire en tant qu'ultime tentative de résistance politique organisée à l'avènement du totalitarisme.» (1) C'est par ce jugement que Alekséi Goussev, jeune historien et militant russe, conclut son étude passionnante sur l'Opposition communiste de gauche de la fin des années 20 en URSS. Le lecteur peut se demander à juste titre : pourquoi revenir sur ces questions, vieilles de plus de 70 ans, alors que ni l'URSS ni la bureaucratie qui y régnait n'existent plus. A la rigueur, tout cela ne concerne que des historiens du mouvement ouvrier, pourrait-il ajouter, en toute bonne foi. L'ambition de l'auteur, sans doute démesurée, est de prouver à notre lecteur que l'histoire, une fois de plus, peut aider à éclairer nos affaires d'aujourd'hui.

De la «partiinost» d'hier et d'aujourd'hui...

Le jugement de Goussev sur l'Opposition de gauche, dont le principal dirigeant était Léon Trotsky, et qui s'est opposée à la montée de la bureaucratie dirigée par Staline, peut paraître sévère, et même injuste. Il épouse le point de vue d'une partie des oppositionnels (les «sapronovistes»), qui, un moment unis avec l'Opposition dirigée par Trotsky, s'en sont séparés à la fin des années 20, parce qu'ils ne partageaient pas l'analyse de Trotsky sur la nature du régime, de l'Etat, de ce

qui restait du parti bolchevique. Ils considéraient que cet Etat était déjà devenu un Etat bureaucratique, que cet Etat n'avait plus rien d'ouvrier, et donc qu'il fallait construire un nouveau parti et préparer une révolution sociale. Alors que Trotsky et ses partisans, les «bolchéviks-léninistes», pensaient pouvoir, jusqu'à la prise de pouvoir d'Hitler en 1933, réformer les partis staliniens et la troisième Internationale («Komintern»); et que la plupart des trotskystes étaient, au moins jusqu'à la chute du stalinisme,

partisans de la révolution politique (en URSS et/ou dans les «pays de l'Est»). Ils attribuaient une «double nature» à ces Etats, Etats instruments d'oppression de la classe ouvrière, mais en même temps instruments de défense (certes imparfaits et en permanente déliquescence) des «conquêtes d'Octobre». (2)

L'auteur n'a pas l'intention de rouvrir ici le débat : des contributions de valeur ont déjà été apportées. (3) Mais il faut reconnaître que, contrairement à un postulat essentiel du Programme de transition de la IV^e. Internationale de 1938, les «conquêtes d'Octobre» ne vivaient plus, en tout cas à la fin des années 80, dans la conscience des masses, et le rétablissement direct, total, du capitalisme en URSS et dans les pays de l'Est n'a pas nécessité une guerre civile. La chute de la bureaucratie stalinienne ressemblait plutôt à une décomposition, à un pourrissement sur pied, et ce n'est pas blâmer les travailleurs de ces pays, que de constater qu'à cette époque, les «conquêtes d'Octobre» ne vivaient pas (plus) dans leur conscience. En revanche, dans une énorme confusion quant à la nature du capitalisme, due au travail de destruction des années du règne du stalinisme, ils espéraient que le changement de régime amènerait les salaires suédois avec les impôts du Bangladesh... Il a fallu peu d'années pour qu'ils réalisent qu'en réalité, ils ont eu les salaires du Bangladesh avec les impôts suédois.

Il me semble évident que les pronostics de Trotsky ne se sont pas réalisés sur ce plan-là. Est-ce dû à des postulats erronés dès le départ, ou bien des dizaines d'années de dictature et de spoliation staliniennes ont fait leur œuvre ? La réalité est probablement entre les deux.

En tout cas, il doit être dit que la vie, les débats du parti bolchevik, avant que la répression stalinienne n'écrase toute opinion différente, étaient infiniment riches. Mais leurs connaissances étaient obscurcies par deux phénomènes, et de ce fait ils n'ont pu s'introduire que très partiellement dans l'héritage du marxisme-révolutionnaire :

▮ avant tout, la chape de plomb stalinienne qui empêchait toute recherche, qui bloquait l'accès à toutes les archives (il a fallu attendre le début des années 90 pour que toute une génération de jeunes historiens russes puisse engager des recherches, profitant de l'ouverture partielle des archives de l'ex-URSS),
 ▮ mais aussi les contradictions internes de ce qu'on a appelé «mouvement trotskyste». Ce terme, trop vague et imprécis, recouvre néanmoins une certaine unicité, sinon uniformité d'analyse (4). Le combat pour défendre l'héritage d'Octobre s'est résumé en une lutte «bolchevisme contre stalinisme» Ce qui signifiait, en d'autres termes : «trotskysme contre stalinisme». Le problème est qu'à cause des conditions terribles dans lesquelles la victoire de la bureaucratie stalinienne s'était accomplie (répression à une échelle seulement dépassée par la répression nazie de Hitler) le mot «bolchevisme» désignait un seul bolchevisme, alors que la réalité, des années d'après Octobre jusqu'au début des années 30, était infiniment plus riche et complexe. Il faut dire qu'il n'y a pas eu un seul, mais plusieurs bolchevismes. Du vivant de Lénine, et après sa mort, il y avait des débats très vifs, dont le plus connu est le débat autour de la paix avec l'Allemagne (Brest-Litovsk), mais aussi des oppositions contre les options prises par Lénine ou/et Trotsky (sur

la démocratie des conseils ouvriers, le pluripartisme, le rôle des syndicats, des soviets, l'analyse de la nature de l'Etat, du parti....) (5) On connaît les polémiques de Lénine et de Trotsky contre l'Opposition ouvrière de Kollontaï, mais infiniment moins bien le combat du «groupe ouvrier» de Miasnikov ou celui des «décistes» (le groupe «centralisme démocratique» de Sapronov)... En tout cas, c'est un fait historique que le courant principal qui a survécu jusqu'à aujourd'hui, ce qu'on appelle le «trotskysme», se réclame du bolchevisme selon la compréhension et l'interprétation de Trotsky. Ce qui fait que finalement le «bolchevisme», l'histoire du mouvement communiste, se sont réduits à cette interprétation. (6) Mais le fait que seule une tendance du bolchevisme a survécu et a pu s'incarner dans le(s) trotskysme(s) ne signifie nullement que cette tendance a (ou avait eu) raison. (7) Il ne s'agit pas d'accuser quiconque de censure, le problème n'est pas là, mais tout simplement d'admettre que, face au stalinisme, les trotskystes se sentaient obligés de «serrer les rangs» en quelque sorte, ce qui fait qu'un certain monolithisme s'est installé sur au moins une partie des débats qui ont traversé le mouvement communiste avant la victoire du stalinisme. Je dis bien, sur une partie des débats, car sur une autre question de fond : la nature du stalinisme (est-ce qu'il a une seule nature : entièrement contre-révolutionnaire ou bien a-t-il une «double nature» contre-révolutionnaire, mais aussi «ouvrière» donc «positive», du fait de ses supposés liens avec les «conquêtes d'Octobre» à l'Est, et avec la classe ouvrière à l'Ouest.). Le débat existait déjà du vivant de Trotsky (8) et est loin d'être clos ; on verra ses implications politiques face

aux tâches d'aujourd'hui, on y reviendra.

Dans son étude, Goussev apporte de nouveaux éléments historiques, qui permettent de nourrir la réflexion. Il montre, documents à l'appui, que dans les années 27-28, l'Opposition a eu un soutien relativement large dans la classe ouvrière, qui y voyait une alternative aux staliniens, mais à cause de son analyse quant au degré de dégénérescence du parti bolchevik à la fin des années 30, elle ne voulait pas dépasser certaines limites. D'où découle : «La décision de ne pas faire de propagande auprès des sans-parti qui étaient pourtant la majorité de la classe ouvrière, [ce qui] conférait inévitablement à la propagande des bolchéviks-léninistes un caractère hautement abstrait. L'Opposition autorisait donc les ouvriers non membres du parti à jouer exclusivement le rôle de levier de pression pour améliorer la situation dans le parti.» Quand le mécontentement ouvrier montait, les bolcheviks-léninistes refusaient les «grèves politiques parce qu'elles nuisaient, disaient-ils, au gouvernement "ouvrier"», poursuit Goussev. Il cite le cas d'une des grandes usines où, lors d'un conflit provoqué par les baisses de salaire : «un oppositionnel de Krémentchoug informait Sosnovsky (un des dirigeants de l'Opposition.) au printemps 1928 et écrivait : "Par conséquent, de nombreux phénomènes malsains apparaissent. Par exemple, quand on a fait campagne contre l'Opposition, on a laissé courir le bruit qu'elle était en train d'organiser un second parti parallèle" et les ouvriers répliquaient : "Qu'ils l'organisent et on verra bien ensuite quel parti défend vraiment la classe ouvrière et ce n'est pas nous qui serons gênés.» Et Goussev conclut : «L'isolement délibéré et conscient

des bolcheviks-léninistes qui se couvrent de larges couches de la population, est devenu une des causes principales de la relative facilité avec laquelle les organes staliniens de répression ont réussi à l'éliminer.»

L'analyse de Goussev peut apparaître choquante à des militants trotskystes. Pourtant elle ne fait que compléter les explications trotskystes «classiques» : l'échec et l'écrasement de l'Opposition seraient dus au recul de la révolution mondiale, à l'isolement de la Russie soviétique, arriérée et épuisée par la guerre civile, à la démobilisation et à la démoralisation de la classe ouvrière, à la perte de ses meilleurs militants, etc... Ces raisons subjectives et objectives existaient bien, l'analyse de Goussev ne les contredit pas, simplement elle les relativise. Fondée sur des éléments historiques jusqu'ici inconnus, elle souligne à quel point l'Opposition s'est auto-limitée dans ses rapports avec la classe ouvrière, à quel point elle n'a pas pu suffisamment s'appuyer sur les luttes des travailleurs dans sa lutte contre la bureaucratie stalinienne montante.

En soulignant un des aspects, relativement méconnu, de la lutte de l'Opposition, il est hors de question de sous-estimer cette lutte, qui comme conclut Goussev lui-même «entrera dans l'histoire en tant qu'ultime tentative de résistance politique organisée à l'avènement du totalitarisme.» Que des hommes de la stature de Trotsky, de Rakovsky..., dont nous manquons cruellement aujourd'hui pour le renouveau du marxisme révolutionnaire, aient pu, en 1928, au moment où le stalinisme n'était qu'en gestation, sous-estimer ce qu'est devenue cette monstruosité unique dans l'histoire, qui pourrait les en blâmer ? Nous devons rester modestes devant ces femmes et ces hommes

qui par millions ont payé de leur vie leur lutte héroïque contre le stalinisme, pour le socialisme authentique. Sans eux nous ne serions pas là aujourd'hui.

Mais y a-t-il meilleur hommage à leur rendre que de tirer leçon de leur histoire pour comprendre notre époque, pour essayer de mieux définir ce que veut dire être communiste-révolutionnaire aujourd'hui. En essayant de contribuer au débat : les difficultés actuelles des trotskystes à aider les tentatives d'auto organisation des travailleurs, de la jeunesse ne sont-elles pas dues à une conception restreinte de nos traditions, à une réduction, à une vision unilatérale du bolchevisme, à une approche qui privilégie la «construction du parti», opposée ou/et parallèle aux intérêts du développement des mouvements autonomes de la classe.

LE MUR EST TOMBÉ, ET POURTANT...

Cela fait plus de dix ans que le Mur de Berlin est tombé ; le stalinisme, en tant qu'appareil international s'appuyant sur des bureaucraties au pouvoir, n'est plus. Ce que l'on a appelé, frauduleusement, le «socialisme réel» n'existe plus. La disparition du stalinisme a créé une nouvelle situation historique. Pourtant, assez curieusement, ceux qui luttaient, en perpétuant l'héritage de Trotsky, qu'ils soient partisans de la IV^e Internationale ou se situent en dehors des IV^e Internationale(s)... se retrouvaient perturbés par cette disparition, advenue dans des conditions très peu prévues dans les textes.

▮ Certains épousaient l'illusion que maintenant tout était réglé, qu'une large avenue s'ouvrait devant les trotskystes, et que dans un élan spontané, la rencontre entre les tra-

vailleurs et les trotskystes aurait lieu dans des retrouvailles chaleureuses et historiques. Le Programme de la IV^e Internationale ne prédisait-il pas que les « conquêtes d'Octobre vivaient dans la conscience des masses » ? Et que la « crise de l'humanité se réduisait à la crise de sa direction révolutionnaire » ? Par conséquent, il suffisait de construire/reconstruire la IV^e Internationale et la route vers le socialisme était tracée. Et puisque, « nous » (dont l'auteur de ces lignes à cette époque-là faisait partie) « représentations » la continuité historique du bolchevisme de Lénine et Trotsky face au stalinisme, nous, « l'avant-garde », serions reconnus par des millions de travailleurs comme « parti dirigeant », dans un processus spontané, automatique et inéluctable.

¶ D'autres, représentant l'autre extrême, se sentaient seuls et abandonnés. Ce sentiment est peut être le plus crûment exprimé par Hardy, dirigeant historique de LO : « Je voudrais revenir sur la démoralisation. La classe ouvrière quand on dit qu'elle est démoralisée, qu'est-ce que ça veut dire : cela veut dire qu'elle ne croit plus dans ses luttes, les idées de la gauche, dans le socialisme, dans le communisme, etc. Avant on avait au moins les staliniens dans la classe ouvrière et ailleurs. C'était au moins ça. (souligné par moi, J.B.) Aujourd'hui, on n'a plus ça. La classe ouvrière pense que le communisme est définitivement voué à l'échec, que c'est périmé et que le capitalisme est la seule voie possible de l'humanité. » (9) déclarait-il.

En fait, tous les courants qui se réclamaient du trotskysme, avec la IV^e Internationale (à construire ou à reconstruire) ou sans la IV^e Internationale, partageaient le plus petit dénominateur commun politique (10):

tous se retrouvaient, dans la joie, ou dans le désarroi, orphelins... d'ennemi. C'est le projet « IV^e Internationale » qui s'est trouvé dans une impasse après la chute du stalinisme.

L'usurpateur stalinien de l'alternative socialiste/communiste a disparu, sans qu'une bataille révolutionnaire d'envergure ait pu être livrée entre le stalinisme et la classe ouvrière. Sans nier l'importance des mobilisations à la fin des années 80, dans des pays comme la Roumanie, ou dans l'ex-RDA, on peut raisonnablement affirmer que lors de sa chute, survenue dans une grande confusion, l'indépendance des travailleurs n'a pas pu être affirmée, ou même a été carrément confisquée. En partie aussi à cause de l'impréparation théorique et politique des trotskystes, y compris est-européens, face à la tournure inattendue qu'ont pris les événements à l'Est.

Ainsi la chute, la décomposition de la bureaucratie stalinienne n'a permis que peu de clarification quant à la nature des événements historiques, comme par exemple la dissolution bureaucratique de l'ex-URSS ou la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande qui s'en est suivie. L'alternative socialiste n'est pas sortie renforcée de la chute des « pays du socialisme réel » Tout au contraire. Le stalinisme a entraîné dans la boue toutes les idées nobles, l'héritage indispensable. Mais c'est quand même une bonne chose pour la cause du prolétariat qu'on s'en soit débarrassé !

Alors, quand on entend certains affirmer que « ce n'est pas le socialisme qui a failli, mais sa caricature ! », c'est vrai, mais on est quand même un peu gêné par cette pirouette. Elle ne convainc personne, mais elle permet d'éviter les questions embarrassées :

que signifie faire de la politique aujourd'hui ? quel socialisme voulons-nous ? quel est son rapport avec le mouvement propre, spontané des travailleurs ? quel est son rapport avec le passé « socialiste », encombré par des millions de morts, et des millions de tonnes d'acier produites (ces dernières étant censées prouver la « supériorité du socialisme existant » sur le capitalisme). On sait ce qu'il en est advenu. Un « socialisme » fondé sur l'étatisation des moyens de production et sur une dictature anti-ouvrière féroce. Un régime policier qui était la négation du chemin vers le véritable socialisme, qui ne peut s'ouvrir que par la socialisation des moyens de production, par un régime où les producteurs dirigent et décident de tout. C'est un fait que nous croyions, avec Trotsky, que malgré tout, par le fait que les capitalistes avaient été expropriés, on avait à l'Est, en dépit de la dictature policière stalinienne, une base solide en soi pour un renouveau socialiste.

Que Trotsky ait eu raison ou tort là-dessus dans les années 20 ou 30 importe à la rigueur. Mais ce dont il faut vraiment discuter, c'est du pourquoi, en l'an 2000, les marxistes-révolutionnaires (11) n'arrivent pas à dépasser la perspective « bolchevisme contre stalinisme », qui était juste, avec toutes les réserves, dans le passé, mais une fois le stalinisme disparu, ne signifie plus rien.

RECONSTRUIRE

L'ALTERNATIVE

SOCIALISTE...

En 1928, on pouvait légitimement discuter sur des grèves politiques. Même si on trouve telle ou telle option prise plus juste aujourd'hui, il ne

s'agit pas de trancher dans le sens que quelqu'un aurait pu détenir la vérité absolue. A peine 10 ans après la révolution d'Octobre, on pouvait penser que les structures de l'Etat issu de la révolution pouvaient être encore utilisées en les renouvelant par le moyen d'une révolution politique. Ce débat reste ouvert, nécessaire, même s'il est difficile, vue la campagne de la bourgeoisie contre le marxisme révolutionnaire, contre le socialisme autogestionnaire, offensive qui vise à mettre dans le même sac Lénine, Trotsky et Staline. (12)

Mais aujourd'hui, comment expliquer que LO et LCR co-organisent avec le PCF la manifestation du 16 octobre contre le chômage, quand la veille, ce parti, avec des ministres dans un gouvernement bourgeois et impérialiste, annonce que ses députés voteront la loi Aubry, loi anti-ouvrière s'il en est. Il serait facile, mais erroné de «régler» cette question en disant simplement qu'il s'agit d'un recul devant la pression des appareils bureaucratiques, etc. Pression il y a, mais pourquoi un tel recul ? La citation de Hardy sur le stalinisme a le mérite d'être explicite, même si elle n'était destinée qu'aux militants «professionnels» de LO. LO considère que le PCF représente quand même un degré de conscience, un point d'ancrage, certes insuffisant, mais quand même significatif, par rapport à la démoralisation, à la perte de repères des travailleurs. «Avant on avait au moins les stalinien dans la classe ouvrière et ailleurs. C'était au moins ça.». Ce qui est grave, c'est que la participation du PCF au gouvernement impérialiste de Jospin n'a, en rien, changé la position de LO. Il ne s'agit pas de nier la confusion quant à l'alternative socialiste qui existe dans les rangs des travailleurs, de la jeunesse... Mais qui

en est le premier responsable ? C'est bien entendu l'appareil ex-stalinien du PCF qui était le zélateur du soi-disant «socialisme réel», et qui, une fois le stalinisme tombé, continue la politique de soutien à l'impérialisme français. De ce point de vue, il maintient la politique stalinienne de la «coexistence pacifique»... avec la bourgeoisie, qui, souvenons-nous, a toujours été présentée sous les couleurs d'un soi-disant «socialisme à la française». Alors, c'est cela, le «C'était au moins ça» que la direction de Lutte Ouvrière regrette ?

Mais le 16 octobre, Arlette n'était pas seule à tenir la main de «Robert» dans le carré de tête. Il y avait aussi Alain, juste à côté de Sarre, deuxième dirigeant du MdC de Chevènement. Ce qui a permis le lendemain à Hue, conforté par le fait que la Ligue et LO avaient respecté l'accord (ne pas avorter la manifestation en une manifestation contre le gouvernement), de délivrer son message : «la preuve a été faite que l'on peut être à la fois à Matignon (au gouvernement) et à la République (dans la rue).»

Le 11 décembre, quand, après maintes manœuvres et tergiversations, le collectif «unitaire» PC, LCR, LO, MdC... a rejoint la manifestation des chômeurs, il a fallu l'intervention de ces derniers pour que le carré de tête des «personnalités» (toujours les mêmes : Robert, Alain, Arlette...) soit empêché de prendre la tête de la manifestation, et de s'en accaparer ainsi le bénéfice politique. Heureusement tout ceci n'est pas passé comme une lettre à la poste ; il y a des débats encourageants dans toute l'extrême gauche (y compris dans la Ligue et dans LO) sur ces événements. Il me semble qu'au-delà des questions tactiques (quelle est la bonne manière de détacher des mili-

tants opposés à la politique du PC de l'emprise de l'appareil), il faudrait se poser la question de fond, dont la réponse conditionne la tactique juste et nécessaire : ne s'agit-il pas avant tout de répondre à l'affirmation de Hardy ? Est-ce que le PCF représente (sans confondre les militants et l'appareil que servent ces militants) un état de conscience, certes confus, insuffisant, mais quand même, une conscience, un état d'organisation de la classe, sur lequel on peut s'appuyer ? Comment des révolutionnaires peuvent-ils croire que cet état de conscience serait supérieur à la conscience des travailleurs en lutte : ceux qui ont du travail, jeunes, chômeurs, sans-papiers qui essayent... qui essayent de se mobiliser d'une manière autonome ? Le PCF n'est-il pas un instrument de la contre-révolution, pilier essentiel du gouvernement Jospin ? Continue-t-il, 10 ans après la fin du stalinisme, à être l'instrument de domestication spécifique du prolétariat, tout en étant en crise, pour le compte de la bourgeoisie ? Vu le développement des événements, il me semble que cette question, malheureusement, n'est toujours pas tranchée dans les rangs des trotskystes en France ; elle n'est souvent même pas sérieusement posée. C'est sur la base de ce constat que l'on peut affirmer que les trotskystes, en leur grande majorité, sont encore orphelins du stalinisme.

**OU TROUVER DES
RESSOURCES POUR
L'ALTERNATIVE
SOCIALISTE ?**

Essayons de rompre avec la vision manichéenne de l'histoire qui a tellement empoisonné notre passé : «Tous des traîtres... sauf ma propre

secte, qui seule a compris, sait, etc...». Il me semble que «tout simplement» (Ah, si c'était si simple !) il s'agit de la difficulté à se dégager de l'alternative «bolchevisme contre stalinisme» en général, et pour être plus précis, d'une variété de bolchevisme tel qu'il a été défini, dans une situation particulière, par Trotsky, et qui fait partie de l'héritage des trotskystes. En réalité, la question n'est pas : qu'est-ce que le bolchevisme, tous les bolchevismes sont-ils bons ou mauvais, ou quel est le «bon» Lénine, celui de Que faire ?, celui de L'Etat et la révolution...ou aucun ; mais de définir quel est le rapport entre la construction de «son» groupe ou parti, et les mouvements d'auto-émancipation des masses. Que signifie, aujourd'hui, quand le stalinisme n'existe plus, la phrase du Manifeste communiste de Marx : «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ? Et si l'on adopte ce postulat comme postulat de base, comment nous, militants qui nous définissons comme révolutionnaires, pouvons-nous être utiles à l'auto-émancipation du prolétariat ?

Pour le moment, le bilan n'est pas très encourageant. Bien sûr, il y a eu des succès électoraux de l'extrême gauche trotskyste, qui traduisent sans aucun doute une sympathie envers ses idées, mais dans une situation où le système électoral, le parlementarisme n'est pas seulement déconsidéré, mais carrément rejeté par les couches les plus opprimées et exploitées du prolétariat, ces succès ne doivent pas être surestimés.

Face à l'offensive capitaliste, pour ne pas parler que de la France, il y a eu une série de mouvements, de luttes de résistance, d'envergure, de forme, de composition très différentes, mais tous caractérisés par un pro-

fond désir de démocratie, de contrôle, d'indépendance du gouvernement (de gauche ou de droite). Comme la grève de novembre-décembre 95, la lutte des «sans-papiers», celle des enseignants de la Seine-St. Denis, et le mouvement «anti-Allègre», les luttes lycéennes, celles des chômeurs... Dans ces premières luttes importantes de la nouvelle période historique «post-stalinienne», les organisations trotskystes ont très peu rempli ce qui devrait être leur rôle : aider l'épanouissement de ces luttes dans l'indépendance, en apportant toute l'aide que ces organisations portent en elles-mêmes, du fait de l'héritage et de l'expérience historiques qu'elles représentent. Ou bien elles ont regardé ces mouvements avec distance, ou bien elles y ont participé, mais en essayant de transmettre leur direction aux bureaucraties politiques et/ou syndicales. Pour prendre deux exemples les plus représentatifs, le premier cas de figure est celui de LO, pour qui toutes ces luttes n'étaient jamais les «bonnes», parce qu'elles ne rentraient pas dans le schéma de la prétendue «démoralisation générale de la classe ouvrière» ; par conséquent elles n'ont jamais été assez «ouvrières», toujours trop «petites bourgeoises»... donc, en attendant le grand jour, la direction de LO prêchait l'abstention. Le deuxième cas de figure est celui de la LCR ; elle a, pour prendre un exemple significatif, joué la carte de la direction de la FSU quand les enseignants essayaient de s'auto-organiser indépendamment et d'élargir leur mouvement ; on pourrait longuement parler de son rôle dans les luttes des lycéens ou chez les sans-papiers. (13)

Cette situation mérite des discussions, parce qu'il ne s'agit pas de quelques erreurs ou errements, mais

d'une attitude, d'une approche générale de méfiance en face de tout ce qui n'est pas encarté, de tout ce qui n'aboutit pas à la «construction du parti» d'une manière étroite, mécanique, comptable. Une attitude qui place la construction du parti loin de la vraie vie des exploités et des opprimés, qui donne l'impression que le regroupement des révolutionnaires marxistes serait une affaire de zombies ou d'illuminé(e)s, du moment qu'il n'est pas chapeauté par les directions.

Est-ce que ces luttes «post-staliniennes» rentrent dans les schémas que nos prédécesseurs ont établis. Certainement pas, et ce n'est pas la faute de ceux qui luttent. Le monde a changé depuis, la bourgeoisie s'est réorganisée, pour attaquer le prolétariat sous forme «mondialisée», et le stalinisme, qui se présentait au nom de la révolution d'Octobre n'est plus. Aujourd'hui aucune idéologie ou programme révolutionnaire ne peut se prévaloir de la confiance des secteurs significatifs du prolétariat, ni en France ni ailleurs. Face à la bourgeoisie internationalement organisée, aucune résistance révolutionnaire internationale significative n'existe.

Pourtant, il y a eu ces luttes «autonomes» en France et dans une moindre mesure ailleurs. Il y a eu la «divine surprise» de Seattle ! C'est dans ce bain-là que les marxistes révolutionnaires doivent se trouver à l'aise, puiser leurs forces, c'est là qu'ils trouveront de nouveaux alliés à leurs idées. A condition de rompre avec une certaine conception de la «partiinnost», de «l'esprit de parti», mal compris, frileux sinon hostile à tout ce qui remet en cause les «certitudes» que représente son groupe plus ou moins petit, en même temps (ou à cause de cela ?) complaisant

envers les appareils. On peut discuter sur Makhno, ou Kronstadt. On peut discuter sur notre histoire : fallait-il dès 28, comme le soutenaient les «décistes» de Saprnov, s'appuyer jusqu'au bout sur les ouvriers, contre le parti qui dirigeait en leur nom, alors que les communistes oppositionnels étaient déjà dans les camps. Mais cette discussion ne vaut la peine que si l'on en tire des conclusions politiques pour aujourd'hui. Sommes-nous d'accord qu'aujourd'hui, en aucun cas on ne ferait tirer sur les ouvriers, même si leurs luttes nous paraissent opposées à ce que nous, l'organisation, le parti, considérons comme l'intérêt général des travailleurs ? Sommes-nous d'accord que le renouveau du socialisme démocratique, sa crédibilité comme alternative au capitalisme n'est possible qu'en participant, en aidant toutes les tentatives des travailleurs à s'organiser eux-mêmes. Cela devrait être vrai des mouvements qui partent de la base, mais aussi, et ce n'est pas contradictoire, des initiatives qui partent du haut, des bureaucraties politiques ou syndicales. Un tel soutien et aide à l'auto-organisation signifie un affrontement inévitable avec les appareils. C'est un choix qui peut être parfois douloureux, car il s'agit de rompre avec des tactiques visant à faire «évoluer vers la gauche» des bureaucrates, d'être «la gauche de la gauche». Mais les idées du socialisme démocratique n'avanceront pas autrement.

QUE LES «CENT FLEURS» FLEURISSENT...

En octobre 99, une centaine de militants et militantes du mouvement social ont lancé un appel : «Résolution pour une alternative, le déve-

loppement des luttes et l'autonomie du mouvement social». L'appel tire le constat qu'il y a «une perte de légitimité des institutions politiques, crise des repères démocratiques, crise de la délégation de pouvoir, crise de la fonction et forme "parti", sur le fond d'une crise de société.» Qui pourrait le contester ? Les signataires ouvrent un débat intéressant, quand ils concluent en affirmant que : «Nous, militant(e)s associatif(ve)s et syndicalistes, sommes convaincu(e)s que de ce mouvement social, peuvent émerger les éléments d'un nouveau projet de société, s'il réussit à fédérer ses revendications. C'est en opposant des projets alternatifs portés par les luttes que nous ferons vraiment reculer le néolibéralisme, la logique capitaliste, le "tout profit".» S'il est vrai que ces mouvements ont apporté d'énormes richesses, quant au contenu et à la pratique de la démocratie, et aussi des avancées programmatiques, il me semble que les organisations, réseaux, partis..., peu importe la forme et le nom, ont encore un rôle indispensable à jouer pour développer, renouveler le marxisme, un programme pour les exploités... Pour les uns comme pour les autres, il y a de la place, pour toutes et pour tous... du moment qu'on fait avancer le «schmilblick».

Malheureusement, cet appel, à quelques exceptions près (14), n'a déclenché que des réactions épidermiques de la part de LO et de la LCR. Au lieu d'y voir des alliés, avec qui on peut «marcher séparément et frapper ensemble», ou mieux encore marcher ensemble, tout en discutant fraternellement, elles ont crié : attention au loup, les signataires ne représentent qu'eux-mêmes, ils sont contre les organisations politiques ! Nous avons abordé, plus haut, le problème de la perte de crédibilité

qu'ont subie les organisations trotskystes, dans ce qu'on appelle aujourd'hui les «mouvements sociaux». S'il est vrai que l'appel tord le bâton un peu dans un sens, s'il a tendance à charger de trop de tâches le mouvement social émergent, les «politiques» que nous sommes devraient être contents qu'il y ait eu cet appel, ils devraient répondre modestement, en apportant leur contribution à l'élaboration d'un nouveau projet de société socialiste. En admettant que ceux qui posent ces questions ne sont pas tous, loin s'en faut, d'«affreux anarchistes».

Ils s'agit d'une compréhension de la «partiinnost», de l'esprit de parti, qui n'est pas (n'est plus) l'esprit de secte, mais une ouverture vers le monde tel qu'il est aujourd'hui. Ne pas abandonner son programme (le développer), son organisation, mais abandonner l'esprit messianique du «parti exprimant, seul, les intérêts objectifs du prolétariat» (15), affronter les difficultés, les imprévus des luttes. Un camarade de VdT disait qu'il faudrait construire une organisation à l'image de la société que nous voulons. C'est une pensée profonde. Il va nous falloir démontrer que le programme et les méthodes du socialisme démocratique, notre but, servent, dès aujourd'hui, les luttes de tous les jours. Que nous, on ne promet pas seulement que «demain on rasera gratis», mais que dès aujourd'hui on se rend utile.

Notes

(1) A.V. Goussev : «L'Opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20», in Cahiers Léon Trotsky, N° 59, Août 1997. Il est à remarquer que l'étude de Goussev est précédée par une assez cu-

rieuse introduction de la rédaction de la revue, qui dénonce «certaines manipulations de vocabulaire» et un manque de «franc jeu» de la part de l'auteur ; elle met également en cause certaines pages qui «donnent une image qui n'est qu'un reflet de la propagande stalinienne [!?] pour mieux frapper ceux qui "résistent", sapronovistes comme trotskystes d'ailleurs.»

(2) Il s'agit essentiellement du monopole du commerce extérieur, de la planification centralisée et de la propriété étatique des moyens de production.

(3) Voir notamment les contributions d'Andres Romero dans *Coordination*, revue de l'ex-LST, supplément international : N°8/9-mai 1994, N°14/15-Avril 1997.

(4) Même si sur une des questions essentielles, à savoir sur la nature de l'URSS et des pays de l'Est, Chine, Viêt-Nam, Cuba, etc. : Etat(s) ouvrier(s) déformé(s), dégénéré(s), des opinions étaient (sont) très différentes, et ces opinions ont évolué au fil des années. Aujourd'hui pratiquement tous les courants se réclamant du trotskysme admettent que les Etats issus de l'ex-URSS, des ex-« pays socialistes» de l'Europe centrale et de l'Est ne sont plus des Etats ouvriers d' aucune sorte. Mais l'analyse théorique de fond est à faire encore, comme sur l'ensemble des questions de fond posées par le stalinisme, qui sont essentielles pour le nécessaire renouveau du marxisme.

(5) Pour en savoir plus, bien sûr il y a Le parti bolchevique de P. Broué (Les Editions de Minuit) qui représente l'opinion trotskyste «orthodoxe», l'irremplaçable Mémoires d'un révolutionnaire de Victor Serge, mais on peut lire (relire avec une vue nouvelle, plus libre) des ouvrages plus «iconoclastes», comme par exemple Angelica Balabanoff, *Ma vie de rebelle* (Editions Balland), Anton Ciliga, *Au pays du mensonge déconcertant* (Gallimard, 10/18) et parmi les nouvelles recherches une autre étude de A. Goussev : «La crise de la révolution russe» (Cahiers Léon Trotsky, N°54, décembre 1994) et le débat entre MK et Simon Pirani : «Beyond Kronstadt-The Bolshevik in Power» et «Dic-

tatorship and Democracy in the Russian Revolution», *International Socialist Forum*, Janvier 1998.

(6) La vision sur les enseignements de la lutte des libertaires est aussi très réductrice dans le mouvement trotskyste. Comme l'histoire des libertaires ne se réduit pas à la participation des chefs anarchistes au gouvernement du Front Populaire en Espagne, il y a aussi des expériences d'autogestion très riches inspirées par des libertaires pendant la révolution espagnole. Est-ce que la lutte des paysans et ouvriers armés de Makhno, ses tentatives d'organisation collective peuvent être réduites aussi à des images d'Epinal, du genre «ennemis de la révolution d'Octobre», courantes dans les milieux trotskystes ? A mon avis la réponse est non.

(7) Par ailleurs, dans le mouvement communiste international, il y avait aussi un autre courant, allié aux bolcheviks, soutenant Octobre, mais en même temps très critique, notamment sur d'autres questions de fond : la démocratie, la nature hyper centralisée du parti bolchevik... Il s'agit, bien entendu, du courant luxembourgist. L'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht par la soldatesque à l'ordre de la social-démocratie, en 1919, a fait que ce courant n'a pas pu se développer et ses idées ont été, jusqu'à tout récemment, marginalisées.

(8) La dernière grande bataille théorique de Trotsky, qui l'a opposé à Shachtman et Burnham en 39-40 sur la question de la nature de l'URSS, est un exemple de cette crispation dogmatique et du manque d'atmosphère démocratique. Les conditions tragiques, début de la guerre, Trotsky était assassiné quelques mois plus tard, peuvent, à la rigueur, expliquer l'allure particulièrement violente de ce débat. Mais il faut se rendre compte que le mouvement trotskyste a souvent pris cette discussion pour un modèle, en cherchant d'emblée dans chaque différence de vue la «pression de la classe ennemie», du moment qu'elle était différente de l'opinion des (micro) appareils, qui avaient le droit exclusif d'interpréter les textes «sacrés».

(9) Rapport politique du Comité Central du 22 février 1997, publié dans la brochure de VdT : «Aux origines de la tendance "Voix des travailleurs"- Faits et documents», janvier 1998

(10) J'insiste, politique, car en ce qui concerne les méthodes, il n'y a rien à voir entre les sectes, dont certaines comme l'OCI/PCI, ancêtre du PT d'aujourd'hui, ne reculent pas devant la violence physique pour «régler» les problèmes politiques, ou d'autres qui exigent cheveux courts et interdisent d'avoir des enfants, et des organisations qui respectent un cadre démocratique, même si souvent le rôle des militants de base se résume en un «cause toujours»...

(11) Le débat avec les libertaires, pourtant indispensable, ne peut être abordé ici, faute de place, de connaissance et de réflexions sérieuses. Néanmoins, on peut prendre le risque d'affirmer que le mouvement libertaire, qui n'est pas moins divisé que le mouvement trotskyste, n'a pas davantage avancé dans l'élaboration d'une l'alternative socialiste autogestionnaire. Les libertaires ne sont pas non plus épargnés par les méthodes anti-démocratiques étrangères à la démocratie ouvrière. Un exemple récent : l'expulsion expresse, il y a trois ans, avec les méthodes bureaucratiques dignes des stalinien, de la CNT française de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). Quel était le «crime» de la CNT ? Elle osait préconiser la participation aux élections des comités d'entreprises !!

(12) Voir à ce sujet l'article de J.P. Dives : «Le livre noir du communisme-Une opération préventive de guerre idéologique» *Carre Rouge* N°7, février 1998

(13) Ici la critique ne vise pas les militants trotskystes en général, mais des organisations en tant que telles, leurs «lignes politiques» ; beaucoup de leurs militant(e)s ont tout fait pour aider ces luttes, l'épanouissement de la démocratie, protéger leur indépendance ... Les organisations libertaires n'échappent pas non plus à cette critique. Il faut rajouter que, suite à ces comportements, le crédit des organisations trots-

kystes est sérieusement entamé, surtout auprès des jeunes les plus actifs, qui sont, bien entendu, les moins perméables à apprécier le charme et la visée «historique» des manœuvres de certains fins «tacticiens».

(14) Voir notamment l'article de Léon Crémieux dans Rouge du 28 octobre 1999, qui estime «très largement positif cet appel et le rassemblement qui s'est fait autour de lui», et constate que «Ces vingt dernières années, avec la chute des régimes staliniens et l'expérience concrète des gouvernements de gauche, l'ouverture vers une perspective abolissant l'exploitation s'est réduite» et souligne que «nous devons comprendre qu'une lutte révolutionnaire ne peut se résumer à la construction d'un parti politique portant ce combat. Encore moins s'il prétend à lui seul incarner et représenter ceux et celles qui luttent pour l'abolition de l'exploitation.»

(15) Il va falloir aussi que nos camarades libertaires cessent de reprocher aux trotskystes la paternité du «parti guide». S'il est

vrai que personne, aujourd'hui (je l'espère), ne défendrait la position de Lénine de 1903 : «nous sommes le Parti de la classe, et c'est pourquoi presque toute la classe (souligné par Lénine) (et en temps de guerre, à l'époque de guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit serrer les rangs le plus possible autour de lui» («Un pas en avant, deux pas en arrière», Œuvres choisies, Editions du progrès, p.314), il est vrai aussi que peu de camarades défendraient (je l'espère aussi !) les positions de combattants aussi respectables que Makhno, Arsinoff et Ida Mett, qui écrivaient, dans leur «Plate-forme d'organisation des communistes libertaires», parue en 1926 en russe : «Bien que les masses soient dans le bouillonnement révolutionnaire d'orientation anarchiste d'elles-mêmes, ces tendances sont malgré tout dispersées, désorganisées, et ainsi ne peuvent pas produire la force dirigeante des conceptions libertaires, qui, en fixant la direction et les buts anarchistes, auraient pu conduire à la révolution sociale. Cette force dirigeante ne peut

être créée que par un collectif, qui est produit par les masses elles mêmes. Les anarchistes organisés forment un tel collectif.... C'est ainsi qu'on peut arriver, que la Fédération Générale des Anarchistes et le mouvement anarchiste puissent remplir leur fonction, en tant que la force dirigeante théorique de la société (souligné par moi. J.B.).» (traduit de l'édition hongroise)

Au pouvoir depuis maintenant presque trois ans, menant une politique qui n'a même pas une apparence de gauche, le nouveau Parti travailliste de Tony Blair représente-t-il encore un tant soit peu un outil pour les travailleurs, reste-t-il un cadre où militer efficacement en faveur des idées anticapitalistes et socialistes ?

Mike Phipps, un animateur de l'un des courants d'opposition de gauche au sein de ce parti, nous apporte ici son point de vue sur ces questions. Les lecteurs désireux d'en savoir davantage pourront se reporter à l'ouvrage de Keith Dixon, *Un digne héritier (Blair et le thatchérisme)*, récemment paru aux éditions Libber-Le Seuil, et qui montre avec une grande précision les fondements idéologiques de la mutation idéologique en cours au sein du Labour Party. Rappelons aussi le précédent article de Mike Phipps dans nos colonnes (numéro 8, juin 1998), «*Quelques observations sur le projet politique de Tony Blair*».

Est-ce la fin du Parti travailliste ?

Il n'est pas exagéré de dire qu'au cours des 18 dernières années, le Parti travailliste a évolué sans interruption vers la droite. Si les militants socialistes (1) qui en sont membres veulent éviter de réagir aux événements de manière impressionniste, il leur faut développer une analyse afin d'évaluer le degré de changement de nature de leur parti et ce que cela implique à long terme pour œuvrer dans le sens d'une véritable rupture avec le capitalisme et ouvrir la voie au socialisme. Ces derniers mois, cependant, les événements se sont précipités à un rythme inhabituel. En deux ans de pouvoir, le gouvernement de Tony Blair a lâché plus de bombes que les conservateurs n'ont pu le faire en 18 ans. Au mois de mai et juin 1999, des millions

d'électeurs travaillistes ont déserté leur parti à l'occasion des élections locales et européennes, en dépit de l'avance confortable dont le Parti travailliste jouissait dans les sondages. Cinq ans après l'arrivée de Blair à la tête du parti et deux ans après l'arrivée au pouvoir du «nouveau travaillisme» (New Labour), la question de savoir si les socialistes peuvent faire avancer les choses plus efficacement à l'extérieur du parti plutôt qu'en en restant membres semble être posée avec une urgence renouvelée.

Logiquement, nous devrions commencer par réexaminer les raisons théoriques pour militer au sein du parti. Ce qui a conféré au Parti travailliste une place unique parmi les partis sociaux-démocrates en géné-

ral est le fait qu'il a été créé par les syndicats et qu'il soit le seul parti auquel ces syndicats sont politiquement affiliés. Ces éléments, combinés aux effets du mode de scrutin législatif (scrutin uninominal majoritaire à un tour), ont historiquement signifié qu'un gouvernement soutenu par une majorité de la classe des travailleurs ne pouvait être qu'un gouvernement majoritairement travailliste. Le fait qu'un grand nombre d'électeurs traditionnels du Parti travailliste aient été prêts à voter pour d'autres formations politiques, en particulier lors des élections européennes de juin 1999 qui ne mettaient pas en jeu l'existence du gouvernement à majorité travailliste —voir par exemple le score élevé des écologistes à Londres et dans le sud-est du pays, ou encore ceux du Parti socialiste écossais (Scottish Socialist Party, organisation d'extrême-gauche formée à l'initiative de la branche écossaise du courant Militant)— témoigne donc de leur maturité politique.

La centralité du Parti travailliste pour l'activité politique peut également être démontrée de manière négative. Toutes les tentatives de construire des partis politiques alternatifs ont échoué et ont dégénéré en sectarisme. Ainsi, le Parti socialiste, anciennement appelé Militant, a vu ses effectifs passer, après son départ en masse du Parti travailliste, de 5000 membres au milieu des années 1980 (avec deux députés et le contrôle de la municipalité de Liverpool) à 300 membres en Angleterre et au Pays de Galles, avec un journal qui ne vend plus qu'à 1700 exemplaires et des divisions internes qui l'a amené à suspendre sa section emblématique du Merseyside (région de Liverpool). Plus récemment, il y a l'exemple Parti travailliste socialiste (Socialist Labour Party) créé par le dirigeant du

syndicat des mineurs, Arthur Scargill. Lors de sa fondation, ce parti avait attiré à lui des centaines de militants travaillistes, mais ces derniers le quittèrent peu après en protestation contre son régime interne monolithique et son refus sectaire de travailler en alliance avec d'autres organisations à la gauche du Parti travailliste.

Qu'y a-t-il donc de nouveau dans le nouveau Parti travailliste, qui puisse remettre en question ces vérités historiques ? Pas la servile mise en œuvre de politiques pro-capitalistes et pro-impérialistes, dont il y a eu malheureusement de nombreux précédents sous les gouvernements Attlee, Wilson et Callaghan. Ni non plus les mesures administratives qui ont été utilisées pour organiser la chasse aux sorcières contre les militants de gauche dans le parti, laquelle demeure localisée et partielle comparée à la persécution d'ensemble contre la gauche menée par exemple au plus fort de la guerre froide.

Avec le New Labour, il y a deux différences notables. La première est un très net changement idéologique. En l'espace de cinq ans, le parti est passé de l'abandon de la clause 4, son engagement historique envers la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échange, à la «troisième voie» préconisée par Blair et qui a peu à voir même avec le discours réformiste le plus traditionnel. Cette troisième voie s'apparente davantage à un libéralisme à caractère méritocratique, à la base du projet blairiste visant à combler le fossé avec le Parti libéral et à réunir sous un même toit tous les réformateurs libéraux, mettant ainsi un terme à une politique de classe indépendante. C'est la raison pour laquelle les socialistes doivent considérer que la ligne de partage essen-

tielle au sein du parti travailliste n'est pas entre une gauche et une droite dont les frontières ne cessent de changer, mais entre d'une part le projet blairiste et d'autre part ceux qui cherchent à maintenir le Parti travailliste comme organisation indépendante engagée en faveur d'une certaine forme de redistribution de la richesse et du pouvoir dans la société.

Si le rapprochement avec le libéralisme est au cœur de la stratégie politique de Blair, il reste que son projet concerne fondamentalement la société dans son ensemble. De ce point de vue, il s'agit d'un brochet toxique dont les ingrédients sont : **a/** un conservatisme social particulièrement visible dans le mépris affiché par le gouvernement pour les libertés civiles (comme le montrent les lois anti-terroristes draconiennes ou le fait que les propositions pour une plus grande liberté de l'information soient restées quasi lettre morte) et sa démarche répressive envers les mères célibataires et les demandeurs d'asile ; **b/** l'autoritarisme politique (le bombardement en décembre 1998 de l'Irak en est un exemple typique puisqu'il n'y a eu aucun vote au Parlement, aucune discussion dans les instances de direction du parti ni même au conseil des ministres) ; **c/** un libéralisme économique bien identifiable dans la conception gouvernementale de l'impôt, de la sécurité sociale, des droits des travailleurs, des privatisations sans oublier le logement social. En même temps, certains estiment que la troisième voie de Blair représente une dés-idéologisation de la politique, dans laquelle tout est réduit à l'apparence d'un consensus basé sur le sens commun. En utilisant un pragmatisme à l'américaine, la politique est transformée en une série de

problèmes techniques à résoudre par des «experts» non élus —l'accent mis sur l'éducation et sur «les normes, non les structures» est caractéristique de cette démarche. Cette dépolitisation de domaines entiers de la vie politique ouvre la voie à la politique dite de la «grande tente», afin de ramener au gouvernement des personnages douteux rejetés par l'électorat, tels que le dirigeant libéral Ashdown (intégré dans un comité gouvernemental traitant des problèmes constitutionnels) ou encore l'ex-vice Premier ministre, le très conservateur Michael Heseltine qui se retrouve associé à des projets du gouvernement en direction des entreprises. Dans le même temps, dans un régime qui restaure la primauté du leader sur celle de la démocratie, l'apport précieux des citoyens ordinaires dans les questions de politique locale ou sectorielle est délibérément mis à l'écart. Il n'est dès lors pas étonnant qu'en ait suivi un désintérêt envers la vie politique semblable à ce qu'il se passe aux Etats-Unis, phénomène bien illustré par le fort taux d'abstention aux élections locales et européennes. Le résultat de la «troisième voie», si celle-ci est appliquée jusqu'au bout, n'est que trop prévisible : des années de dépolitisation massive et de gouvernement des experts pourraient bien entraîner une réaction populiste et/ou nationaliste.

La question cruciale est : dans quelles mesures ce changement idéologique est-il assuré et permanent ? Dans quelle mesure a-t-il infecté l'ensemble du parti ? Dans ce domaine, il y a davantage de raisons d'espérer. Bien sûr, la position de Blair en tant que Premier ministre est une position forte, comme l'expérience de Thatcher l'a bien montré, quelle qu'ait été la faiblesse initiale de son emprise

sur le parti. Mais au-delà, il y a des nuances importantes. La démission à la fin de l'année 1998 du ministre de l'industrie et du commerce Peter Mandelson, un allié clé de Blair, à la suite de malversations financières, a représenté un coup important pour le projet de Blair et a de plus mis en évidence des divergences au sein même du gouvernement. A l'intérieur du groupe parlementaire travailliste, il y a des divergences profondes quant à la trajectoire du New Labour. Au début de l'année 1999, le gouvernement a ainsi dû affronter sa plus grave révolte de députés lorsque 100 d'entre eux ont refusé d'entériner (soit en votant contre, soit en s'abstenant) les suppressions des allocations pour les handicapés physiques. En déjouant la surveillance de leur groupe parlementaire, ces députés ont fait preuve d'une tendance croissante à l'indépendance et il est de notoriété publique que si les élections à la direction du parti avaient été effectuées à bulletin secret, des opposants de gauche de longue date comme Dennis Skinner auraient été élus. De même, Alice Mahon, qui est membre du «Groupe de campagne socialiste», a été élue l'an dernier par les députés au Forum de politique nationale, après avoir démissionné du gouvernement en signe de protestation contre les suppressions des allocations aux parents isolés.

L'ensemble des membres du parti n'ont donc pas été blairisés. Il y a un mécontentement croissant parmi la base militante, par exemple face à l'incapacité du gouvernement à desserrer les contraintes fiscales au niveau des pouvoirs publics locaux. Cela s'est traduit cette année par des pertes de voix et un fort taux d'abstention dans les scrutins locaux, fait attribué par un porte-parole complaisant à la «culture du contentement».

De manière plus significative, la victoire en 1999 de trois candidats du courant de gauche «Alliance à la Base» (Grassroots Alliance) dans les élections au comité exécutif national du parti a signifié une amélioration par rapport aux résultats précédents, lorsque la gauche s'était déjà adjugé 4 des 6 sièges pourvus par le vote de la base. Les deux élus les plus à gauche, Liz Davies et Christine Shawcroft, toutes deux membres du comité de rédaction de Labour Left Briefing, ont de plus augmenté leur score, et ce en dépit d'une participation plus faible, phénomène qui s'explique en partie par la décision de la direction d'avancer la date du scrutin et de minimiser sa couverture médiatique.

De même, les syndicats restent assez peu convaincus par la nouvelle idéologie. Bien que le climat politique dans de nombreux syndicats a considérablement évolué vers la droite au cours des dix dernières années, du fait de l'offensive du néolibéralisme et de ses conséquences en termes de flexibilité, d'insécurité de l'emploi et d'érosion des droits des travailleurs dans l'entreprise, l'adoption de ces valeurs n'a pas rencontré le même enthousiasme qu'au gouvernement. En fait les syndicats n'ont accordé régulièrement leur soutien à Blair, notamment lors des congrès, que par simple loyauté et dans l'attente de quelques miettes en retour. L'un des signes les plus significatifs de l'exaspération des syndicats à l'égard du New Labour a été l'élection récente d'un membre du Parti socialiste travailliste au poste de secrétaire général de l'ASLEF, l'un des principaux syndicats de cheminots, et le score de 34 % atteint par un candidat d'extrême-gauche dans le principal syndicat des transport, le RMT. Un autre signe a été le vote

lors du congrès du syndicat des pompiers, contre le souhait de la direction syndicale, d'une résolution visant à interdire l'utilisation à des fins politiques par le Parti travailliste des cotisations des syndiqués. Ce succès sans précédent et dont l'impulsion revient aux membres du Parti socialiste écossais, indique la profondeur des sentiments parmi la base des pompiers, lesquels se sont beaucoup opposés au cours des années récentes aux coupes sombres mises en œuvre par les municipalités travaillistes. Un tel mouvement risque à court terme de provoquer une décision visant à interdire tout mouvement revendicatif, interdiction qui serait l'œuvre du New Labour.

Sur cette base, il serait inapproprié de dire que la blairisation idéologique du parti dans son ensemble aurait été menée à bien, même partiellement. En fait, seule la fragilité de son projet explique que la direction du parti ait ressenti le besoin de mettre en œuvre aussi rapidement une série de changements organisationnels.

Les cinq années depuis que Blair a pris la direction du parti travailliste ont été marquées par une érosion sans précédent, pas seulement des avancées démocratiques conquises après la chute du gouvernement Callaghan en 1979, mais également sur le plan des canaux traditionnels de contrôle interne du parti mis en place depuis sa fondation. L'autonomie et la portée du congrès du parti ont été sévèrement réduites, l'ordre du jour du congrès étant désormais passé au tamis d'une structure byzantine de «Forums politiques», totalement verrouillée par la direction. Ces Forums ont également remplacé le fonctionnement démocratique des congrès régionaux de délégués. Les structures de fonctionnement des cir-

conscriptions locales ont également été réduites et dans certains cas purement et simplement éliminées. Le comité exécutif national a vu son autorité et la fréquence de ses réunions sévèrement réduites. Aucun effort n'est épargné pour rompre la dépendance financière du parti envers les syndicats au moment des élections (cela constituant la dernière d'une série de mesures afin de réduire l'influence syndicale). Cette offensive est articulée à un double niveau, avec d'une part les dons effectués par les entreprises et par des individus fortunés, et d'autre part l'engagement de l'Etat en faveur des partis politiques. Récemment, le contrôle idéologique des candidats potentiels a atteint un niveau sans précédent. De nouveaux comités destinés à contrôler idéologiquement les candidats ont été mis sur pied au niveau le plus central, afin d'empêcher que des structures locales proposent des candidats aux élections européennes, au parlement écossais et aux élections du «Grand Londres». Des députés travaillistes européens en dissidence se sont ainsi vus attribuer, dans le cadre de listes déterminées centralement, des circonscriptions ingagnables. En Ecosse, la candidature au parlement écossais d'un député de longue date, Dennis Canavan, a été écartée car jugée inappropriée, ce qui ne l'a pas empêché de se présenter comme candidat indépendant et de remporter haut la main le siège à pourvoir. Ces procédures ne devraient pas à être appliquées aux candidats pour le parlement de Grande-Bretagne, permettant ainsi à la direction travailliste d'écarter les quelque vingt députés d'extrême-gauche siégeant à Westminster. Cette simple menace a d'ores et déjà contribué à une nouvelle diminution de la contestation interne.

Ces deux dernières mesures (relâchement des liens avec les syndicats et centralisation de la sélection des candidats) sont totalement inédites et remettent pleinement en question l'influence des militants à l'intérieur du parti. Mais toutes ont pour but d'affaiblir la pression de la base sur la direction. Le résultat a été un effondrement sensible des activités à travers le parti —réunions où le quorum n'est pas atteint, déclin des campagnes locales, démoralisation à la base, celadans un contexte de remontée des aspirations des électeurs travaillistes et de préoccupation croissante pour des sujets tels que la santé, les allocations, les droits des travailleurs et les services publics.

Le filtrage des candidats a en particulier renforcé toutes les tendances à la fragmentation et aux scissions, qui se manifestent nécessairement de manière très différenciée localement. L'exclusion du parti travailliste du député européen Hugh Kerr, par exemple, est allée de pair avec le renforcement du Parti socialiste écossais, largement influencé par Militant, qui a remporté un siège au parlement écossais et 2 % des suffrages exprimés. Son résultat a atteint 4 % (soit 40 000 voix) un mois plus tard lors des élections européennes, dans lesquelles il a devancé les partis conservateur et libéral, reléguant ces formations à la troisième place derrière le Parti travailliste et le Parti nationaliste écossais dans son bastion de Glasgow-ville. Ce résultat contraste avec les piètres performances d'un certain nombre de candidats (anciens députés européens et autres) travaillistes désavoués par la direction du parti — l'exemple le plus clair étant probablement le 0,8 % de l'alliance socialiste des West-Midlands, soutenue d'an-

ciens conseillers municipaux travaillistes et de groupes de gauche comme le le Parti socialiste et le Parti socialiste des travailleurs (Socialist Workers Party), ou encore le 0.6 % du Parti travailliste socialiste d'Arthur Scargill (qui a pour habitude de se présenter aux élections seul, plutôt qu'en alliance avec d'autres formations). Le prochain grand test se situera probablement à Londres : si l'ancien dirigeant du Conseil du Grand Londres, Ken Livingstone, est empêché de se présenter comme candidat travailliste à la mairie de Londres et qu'il décide alors d'être candidat indépendant (ce qui serait hautement improbable, bien que les sondages affirment que dans une telle hypothèse il pourrait l'emporter), alors, un grand nombre de militants et de sympathisants du Parti travailliste pourraient être tentés de faire campagne et de voter pour lui. A l'heure actuelle, il est difficile de mesurer à quel point le crédit dont jouit Livingstone a été érodé par le soutien total qu'il a apporté aux attaques de la Yougoslavie par l'OTAN.

Ces nouveaux développements qui se font jour à la gauche du parti sont fragiles et ne disposent pas encore de cadre national permettant de centraliser le rejet par un nombre croissant de militants de la politique du Parti travailliste. De fait, les contradictions fondamentales demeurent. Pour autant que la direction du Parti travailliste essaie de se soustraire à la pression exercée par la base et les syndicats, tant qu'il reste un parti dont l'influence est conditionnée par les suffrages de la classe des travailleurs, la pression de la base trouvera des mécanismes pour se faire sentir, même si les canaux démocratiques traditionnels permettent de moins en moins de le faire.

De plus, si notre analyse du projet idéologique de Blair est juste, alors son gouvernement sera amené non seulement à abandonner les politiques traditionnelles de la gauche, mais à attaquer frontalement bien des acquis obtenus par le mouvement ouvrier au cours d'un combat de plus d'un demi-siècle —c'est à dire l'Etat-providence, ce qu'il reste du secteur public, les droits des travailleurs et ainsi de suite. Cela n'aura pas seulement pour effet d'approfondir le fossé entre la base et le sommet du parti, mais conduira l'ensemble de l'électorat (pas seulement la gauche, mais aussi des modérés, des traditionnalistes, et même d'anciens supporters de Blair) à entrer en collision avec l'agenda néolibéral du gouvernement. Dans ce contexte, les socialistes au sein du parti doivent résister aux pressions subjectivistes et réfléchir très sérieusement avant d'abandonner avec légèreté leur influence réelle parmi la masse des membres ordinaires du Parti travailliste.

Note

(1) Le terme «socialiste» a en Grande-Bretagne le sens de partisan (non stalinien) du socialisme, et se rapproche donc de ce que nous entendons par «révolutionnaire» ou «extrême-gauche».

Il faut redécouvrir cette œuvre majeure, dont la première édition anglaise de 1951, revue en 1971, n'a eu sa traduction française qu'en 1973. Certains historiens l'ont utilisée en la parasitant, pour tenter de justifier, au nom d'un passé sombre, le présent d'un capitalisme omnipotent et indépassable. Or Hannah Arendt était, elle, un esprit libre, qui n'était au service d'aucune idéologie. Ce qu'elle a écrit mérite plus de considération que ce qu'on lui a fait dire. En cherchant à expliquer une période tragique, elle bouscule nombre d'idées reçues et nous aide à comprendre. Même si l'on sait que de nombreuses archives ont été déchiffrées depuis, dont elle n'avait pu avoir connaissance. Même lorsqu'on n'est pas convaincu par certaines de ses conclusions.

Les origines du totalitarisme

par Hannah Arendt

Ed. du Seuil (coll. Points-Politique) , 3 parties : « Sur l'antisémitisme » ; « L'impérialisme » ; « Le système totalitaire »

On a voulu réduire son œuvre à l'étude du totalitarisme. Mais si elle réunit nazisme et stalinisme sous le concept de totalitarisme, elle prend grand soin de distinguer similitudes et différences, dans la réalité concrète et dans l'essence de chacun de ces systèmes. D'autre part et surtout, c'est « l'impérialisme » qui est au centre de sa réflexion, car c'est lui qu'elle place aux « origines du système totalitaire ». Elle pense aussi que l'antisémitisme moderne, dont l'aboutissement fut Auschwitz, est né de l'impérialisme plutôt que du vieil antijudaïsme chrétien. Elle estime, en somme, que les monstruosité du XX^e siècle sont des « produits dérivés » de l'impérialisme, dont nous savons aujourd'hui que son potentiel de barbarie, quelles qu'en puissent

être les formes, n'est pas épuisé. Bien des pistes tracées au cours de la recherche aident donc aussi à comprendre notre présent.

SUR L'ANTISÉMITISME

Dès la préface, rédigée pour ce volume en 1967, Hannah Arendt différencie « l'antisémitisme, idéologie laïque du XIX^e siècle, qui n'apparaît sous ce nom qu'après 1870, et la haine du juif, d'origine religieuse... » Elle-même indique que la date n'est pas fortuite, puisqu'elle correspond à la naissance de l'impérialisme. Puis elle motive ainsi sa recherche :

« La question juive et l'antisémitisme, phénomènes relativement peu importants en termes de politique mondiale, devinrent les agents cataly-

seurs d'abord de la montée du mouvement nazi et de l'organisation du Troisième Reich, puisque chaque citoyen dut prouver qu'il n'était pas juif, puis d'une guerre mondiale d'une férocité sans équivalent, enfin d'un crime de génocide sans précédent accompli au sein de la civilisation occidentale. Il me sembla évident que ces phénomènes appelaient non seulement la lamentation et la dénonciation mais aussi une explication.»

Elle indique ensuite les limites qu'elle assigne à son travail et nous permet du même coup de saisir le sens profond de sa démarche :

«L'histoire complète de l'antisémitisme reste encore à écrire et dépasse les limites de ce livre. Cette lacune justifie, tant qu'elle existe, la publication des chapitres qui suivent et qui se veulent une contribution indépendante à une histoire plus complète, bien qu'à l'origine ils aient été conçus comme une partie de la préhistoire, pour ainsi dire, du totalitarisme.»

«L'apparition des premiers partis antisémites dans les années 1870 et 1880 marque le moment où la base concrète et limitée des conflits d'intérêts est dépassée et où s'ouvre la route qui se terminera par la "solution finale". A partir de ce moment, c'est à dire à l'époque de l'impérialisme, suivie par la période des mouvements et des régimes totalitaires, il n'est plus possible de séparer la question juive ou l'idéologie antisémite de questions presque sans aucun rapport, en fait, avec la réalité de l'histoire juive moderne... L'antisémitisme lui-même servait maintenant à d'autres buts qui, tout en exigeant finalement les Juifs comme victimes principales, dépassaient de loin les problèmes des juifs et des antisémites.»

LES JUIFS ET L'ETAT-NATION

Pour donner corps à ces affirmations, Hannah Arendt établit un parallèle entre l'évolution des Etats-Nations et le rôle des Juifs. S'y adossant au cours de son ascension, ils le suivront dans sa déchéance.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les monarchies absolues commencent à développer des Etats-Nations. Les Juifs de Cour (dont le cénacle s'élargira à des groupes plus importants) serviront de financiers aux Princes, les bourgeoisies nationales ayant choisi l'investissement privé et refusé de participer financièrement à des entreprises «improductives». Pour compenser les risques encourus, des privilèges leur furent accordés. Le plus grand des privilèges étant l'égalité, elle leur fut donnée d'abord par la Révolution française (1) puis également, avec l'affermissement des Etats-Nations, en Prusse et en Autriche. A noter que les Juifs de Berlin empêchèrent alors l'afflux des Juifs pauvres des provinces orientales. Pour les mêmes raisons, les Juifs de Bordeaux et d'Avignon protestèrent contre le décret accordant l'égalité aux Juifs pauvres de l'Est.

L'expansion impérialiste bouleversa ces rapports : les bourgeoisies nationales avaient désormais besoin d'une intervention de l'Etat, qui par ailleurs avait constitué, notamment par le monopole des armements, un secteur économique particulièrement intéressant. Pour les financiers juifs, cela signifiait une concurrence nouvelle et un déclin inexorable. Mais ils gardèrent un atout, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, lorsque la guerre visait à changer l'équilibre existant, non à supprimer l'adversaire :

«Sans territoire, sans gouvernement propre, les Juifs avaient toujours

constitué un élément inter-européen... Même lorsque l'utilité économique des Juifs déclina, leur position inter-européenne resta très importante pour l'Etat, en cas de guerres et de conflits internationaux.»

«[...] Les Juifs avaient eu leur utilité [...] aussi longtemps que chacun cherchait, pendant la guerre, à préserver volontairement les chances de la paix, et recherchait une paix de compromis [...] Dès l'instant où les guerres eurent pour but l'annihilation totale de l'ennemi, et que l'expression "la victoire ou la mort" tint lieu d'objectif déterminant, le recours à l'entremise des Juifs n'avait plus de raison d'être.»

«La communauté juive occidentale se désintégra en même temps que l'Etat-nation, dans les quelques dizaines d'années qui précédèrent la Première Guerre mondiale... Dans un monde impérialiste, la richesse des Juifs avait perdu toute son importance [...] Le Juif européen cosmopolite devint un objet de haine universelle en raison de sa richesse inutile, et un objet de mépris parce qu'il n'avait plus aucun pouvoir.»

A quel point l'Etat a pu être considéré par les Juifs comme un protecteur, Hannah Arendt en donne un exemple frappant : dans les dernières années de la République de Weimar, ils fondèrent (avec quelques non-Juifs) un parti bourgeois qu'ils appelèrent «parti de l'Etat» ! Ils n'avaient, semble-t-il, nullement conscience que cet attachement allait se retourner contre eux :

«Chaque classe de la société qui, à un moment ou à un autre, entrait en conflit avec l'Etat devenait antisémite parce que les Juifs étaient le seul groupe social qui semblât représenter l'Etat.»

Une importante exception est faite à cette généralisation :

«La seule classe qui se révéla à peu près imperméable à la propagande antisémite fut la classe ouvrière, absorbée dans la lutte de classe, qui interprétait l'histoire à la lumière du marxisme, et n'entra jamais en conflit direct avec l'Etat, mais seulement avec une autre classe sociale, la bourgeoisie. Or les Juifs ne représentaient sûrement pas la bourgeoisie, ils n'en constituèrent jamais une partie importante.»

SCANDALES FINANCIERS, PETITS-BOURGEOIS ET PARTIS ANTISÉMITES

Une série de scandales impliquant nombre de parlementaires et de personnages officiels marqua les vingt dernières années du XIX^e siècle. Le plus connu fut celui du canal de Panama.

«Ils serviront de toile de fond à l'apparition simultanée de l'antisémitisme en tant que facteur politique important, en Allemagne, en Autriche et en France... Bien que pas une seule maison juive ne fût fortune dans l'affaire de Panama [...] la petite bourgeoisie devint alors brusquement antisémite. Elle fut plus durement frappée qu'aucun des autres groupes, car elle avait investi de petites épargnes individuelles, qui étaient irrémédiablement perdues. Sa crédulité s'explique par bien des raisons. L'expansion capitaliste intérieure tendait à faire disparaître les détenteurs de petits capitaux ; il leur fallait faire fructifier rapidement le peu qu'ils avaient, sous peine probablement de tout perdre. C'était pour eux une question de vie ou de mort. Ils savaient que s'ils ne se hissaient pas jusqu'à la bourgeoisie, ils risquaient de sombrer dans le prolétariat.»

Pourquoi rendre les juifs responsables de leur ruine ? Parce que l'image du banquier et du juif coïnci-

daient, comme semblait le confirmer l'histoire mythique des Rothschild. Plus précisément :

«Pour le petit boutiquier, le banquier semblait être un exploiteur, au même titre que le grand industriel pour l'ouvrier. Mais tandis que les ouvriers européens, savaient, grâce à leur expérience et à leur formation économique marxiste, que le capital les exploitait tout en leur donnant la possibilité de produire, le petit boutiquier, lui, n'avait trouvé personne pour l'éclairer sur son sort économique et social.»

«Frédéric Engels a fait observer un jour que les protagonistes de l'antisémitisme de son époque étaient les aristocrates, la populace petite-bourgeoise déchaînée jouant le rôle du chœur. On peut en dire autant, outre l'Allemagne, des chrétiens sociaux d'Autriche et des antidreyfusards français. Dans chaque cas, l'aristocratie menait une lutte désespérée, qui était la dernière... La populace ne servait qu'à amplifier ses clameurs et à renforcer sa position. Manifestement, l'aristocratie ne voulait pas, et ne pouvait pas organiser cette populace, et était prête à l'abandonner aussitôt son but atteint. Mais elle découvrit que les slogans antisémites possédaient un extraordinaire pouvoir mobilisateur auprès de vastes couches de la population.»(2)

En 1886 fut créé en Allemagne la «Deutsche Antisemitische Vereinigung» qui se voulut d'emblée «au-dessus des partis». Jusque-là, «seuls l'Etat et le gouvernement avaient prétendu être au-dessus des partis, de toutes les classes, et représenter la nation dans son ensemble.» Hannah Arendt en déduit une volonté hégémonique : «déjà l'antisémitisme était un instrument destiné à liquider, non pas simplement les Juifs, mais aussi la structu-

re politique de l'Etat-nation. La revendication de ces partis antisémites coïncida, et ce n'est pas par hasard, avec les débuts de l'impérialisme.»

Autre caractéristique des nouveaux partis antisémites : une organisation supranationale. En 1882 s'était déjà tenu à Dresde le premier congrès antijuif international, réunissant 3 000 délégués d'Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie. Une «alliance antijuive universelle» fut créée par la suite. L'apparent paradoxe de partis ultra nationalistes s'organisant à l'échelle européenne est décryptée de la manière suivante :

«Les Juifs étaient, à coup sûr, le seul élément européen dans une Europe divisée en nations. Il semblait logique que leurs ennemis s'organisent selon le même principe, s'ils entendaient combattre des gens qui étaient censés manipuler en secret les destinées politiques de toutes les nations.»

Le réel paradoxe est plutôt du côté des mouvements socialistes, dont l'Internationale «ne découvrit jamais le moyen de faire de cette idée un concept opératoire dans un monde d'Etats souverains. [...] plus préoccupés de problèmes intérieurs, ils s'accommodaient bien mieux de l'Etat-nation que les antisémites.» Ce «désintérêt» pour une véritable solidarité internationale est peut-être à chercher dans une certaine connivence des mouvements ouvriers nationaux avec leur propre impérialisme :

«Ils professaient une indifférence à la politique étrangère qui était pour eux une sorte de protection à la fois contre la participation active à la politique impérialiste de leurs pays respectifs ou à la lutte contre elle. En ce qui concerne les intérêts économiques, il était bien évident qu'en cas de chute des Empires hollan-

dais, britannique ou français, chaque habitant de la métropole en subirait les conséquences, et non seulement les capitalistes et les banquiers.»

«[...] la situation particulière des Juifs en tant qu'élément européen aurait pu servir les buts du fédéralisme socialiste au moins aussi bien qu'elle servit les sinistres machinations des supra-nationalistes. Mais les socialistes portaient tant d'attention à la lutte de classes et si peu aux conséquences politiques de leur propre héritage doctrinal qu'ils ne s'aperçurent de l'importance politique de la question juive qu'au moment où l'antisémitisme en plein essor était déjà pour eux un dangereux concurrent sur la scène politique intérieure [...] ils laissèrent le champ libre aux supra-nationalistes, qui semblèrent, de ce fait, les seuls à posséder la réponse aux problèmes mondiaux.»

L'affaire Dreyfus fut, pour les socialistes français, l'occasion d'une prise de conscience, surtout depuis que les cléricaux eurent rejoint l'aristocratie militaire dans le camp antisémite. Jusque-là, un certain antisémitisme de gauche s'alimentait notamment de la politique des Rothschild qui, après avoir financé les Bourbons puis Louis-Philippe, s'épanouirent sous Napoléon III. Mais pour Hannah Arendt, «l'Affaire» appartient encore au XIX^e siècle, même si «on a l'impression d'assister [...] à une gigantesque répétition générale d'une représentation qui fut retardée de plus de trente ans. Lorsque, après la défaite de 1940, l'antisémitisme français connut sa grande heure avec le gouvernement de Vichy, il était définitivement devenu désuet [...] Il n'eut aucune influence sur la formation du nazisme [...] La raison principale est que les partis antisémites français, violents sur le plan national,

n'avaient aucune ambition supranationale. [...] parce-que la France n'eut jamais de véritable parti impérialiste.»

C'est en Allemagne, et surtout en Autriche qu'on trouve les véritables partis antisémites modernes, sous la forme de deux mouvements concurrents. Lueger, dirigeant des chrétiens-sociaux, devint maire de Vienne en 1890. Son antisémitisme chauvin, curieusement, concernait la seule intelligentsia. Sa pratique du gouvernement de Vienne épargna les hommes d'affaires juifs, à un tel point qu'ils purent considérer ces années comme «une sorte d'âge d'or pour les Juifs.»

Bien plus rigoureux était le mouvement concurrent, le parti «Alldeutschen», dirigé par Schönerer. Son antisémitisme, d'abord dirigé presque exclusivement contre les Rothschild (ce qui lui gagna les sympathies du mouvement ouvrier), se transforma vite en «une idéologie pangermaniste qui devait influencer le nazisme plus que toute autre variété allemande d'antisémitisme... Il voulait une réorganisation révolutionnaire de l'Europe centrale, dans laquelle les Allemands d'Autriche, alliés aux Allemands d'Allemagne et renforcés par eux, deviendraient le peuple dominant, une Europe centrale dans laquelle les autres peuples seraient réduits à une sorte de demiservitude, à l'image des nationalités slaves d'Autriche.» Une «véritable idéologie impérialiste», disponible vingt ans plus tard, lorsque la Première Guerre mondiale aura fait des millions de morts, de mutilés, et livré des millions d'autres à la misère, au désespoir et aux charognards.

Le début du siècle avait vu la formation d'une intelligentsia juive, rompant avec les carrières liées à l'argent. En Allemagne et en Autriche, le

journalisme, l'édition, la musique, le théâtre permirent à de nombreux Juifs «d'être les représentants de cette société internationale aux contours flous, dans laquelle les préjugés nationaux ne semblaient plus avoir cours [...] Cette fausse citoyenneté du monde de toute une génération, cette nationalité fictive dont ils se réclamaient dès qu'était mentionnée leur origine juive, annonçait déjà ces passeports qui, plus tard, allaient permettre à leur titulaire de séjourner n'importe où, excepté dans le pays d'émission.» (3)

Ces représentants symboliques d'une société internationale devaient devenir «objets de haine pour tous ceux que la société rejetait.»

L'IMPÉRIALISME

Elle rend hommage aux «brillantes recherches» de Rosa Luxemburg (L'accumulation du capital) et cite le Capital financier d'Hilferding : «Sociallement parlant, l'expansion est une condition vitale pour la préservation d'une société capitaliste ; économiquement parlant, c'est la condition du maintien et de l'augmentation momentanée du taux de profit.» Elle mentionne aussi Lénine. Mais c'est de sa conception bien personnelle de l'impérialisme qu'il convient de résumer certains traits originaux.

«1884-1914 : ces trois décennies auront marqué la séparation entre le XIX^e siècle, qui s'acheva dans la ruée vers l'Afrique et vit naître le pangermanisme et autres mouvements annexionnistes, et le XX^e siècle qui commença avec la Première Guerre mondiale... c'est le temps de l'impérialisme [...] L'impérialisme naquit lorsque la classe dirigeante détentrice des instruments de production capitaliste s'insurgea contre les limitations nationalistes imposées à son expansion économique...»

EXPANSIONNISME IMPÉRIALISTE ET VIOLENCE D'ÉTAT

«L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse forme de crise économique, la surproduction de capital et l'apparition d'argent "superflu" résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales... A l'exportation des capitaux allait devoir succéder une exportation du pouvoir gouvernemental. C'est seulement quand l'argent exporté provoqua l'exportation du pouvoir qu'il put accomplir les desseins de ceux qui le détenaient. Seule l'accumulation illimitée du pouvoir était capable de susciter l'accumulation illimitée du capital.»

«L'exportation du pouvoir fit d'abord que les instruments de violence de l'Etat, police et armée, qui dans la structure de la nation allaient de pair avec les autres institutions nationales et demeuraient sous le contrôle de celles-ci, se trouvèrent séparés de ce corps et promus au rang de représentants nationaux dans des pays arriérés et sans défense... où la violence avait les coudées bien plus franches.»

«Le vain désir de la bourgeoisie de voir l'argent engendrer l'argent comme l'homme engendre l'homme était resté un rêve honteux tant que l'argent avait dû passer par la longue route de l'investissement productif... Le secret de ce rêve devenu réalité tenait à ce que dorénavent les lois économiques ne faisaient plus obstacle à la voracité des classes possédantes. L'argent pouvait enfin engendrer l'argent, au total mépris de toute loi - économique aussi bien que morale.»

L'exportation d'un pouvoir absolu ne pouvait rester sans conséquence

dans le pays d'origine :

«Les agents de la violence appointés par l'Etat constituèrent bientôt une nouvelle classe à l'intérieur des nations et, bien que leur champ d'action fût très éloigné de la métropole, ils se mirent à exercer une influence considérable sur le corps politique de celle-ci [...] fonctionnaires de la violence, ils furent les premiers à proclamer, en tant que classe et forts de leur expérience quotidienne, que le pouvoir est l'essence de toute structure politique [...] La violence était depuis toujours l'ultima ratio en matière d'action politique, et le pouvoir l'expression de l'autorité et du gouvernement. Mais jamais auparavant ni la violence ni le pouvoir n'avaient représenté le but conscient d'un corps politique ou l'ultime enjeu d'une politique définie [...] la violence exercée au nom du pouvoir (et non de la loi) devient un principe de destruction qui ne cessera que lorsqu'il n'y aura plus rien à violenter.» (4)

LA BUREAUCRATIE IMPÉRIALE : UNE DICTATURE RACISTE

Hannah Arendt, se référant à la «légende impérialiste» incarnée par Rudyard Kipling, montre la singularité de l'administration coloniale britannique, et en trace deux portraits exemplaires : «En comparaison, l'exploitation, l'oppression et la corruption font figure de remparts de la dignité humaine, car exploiteur et exploité, oppresseur et opprimé, corrupteur et corrompu vivent encore dans le même univers, partagent encore les mêmes ambitions, se battent encore pour la possession des mêmes choses.»

Le premier portrait est celui de Lord Cromer, qui eut la haute main sur l'Égypte après le percement du canal de Suez, de 1883 à 1907. Il rédigea,

à la fin de sa vie, un essai sur «le Gouvernement des races assujetties» où il théorisa sa pratique. Elle en résume la substance :

«Son orgueil était de "rester plus ou moins dissimulé et tirer les ficelles". En retour, et pour pouvoir accomplir sa tâche, le bureaucrate doit se sentir à l'abri du contrôle —de la louange comme du blâme— de toutes les institutions publiques, qu'il s'agisse du Parlement, des "Ministères anglais" ou de la presse [...] le simple fonctionnement des institutions démocratiques existantes ne peut que constituer un danger, car "il est impossible de faire gouverner le peuple par le peuple, le peuple de l'Inde par le peuple de l'Angleterre." La bureaucratie est toujours un gouvernement d'experts, d'une "minorité avertie" qui doit résister tant qu'elle peut à la pression constante de la "majorité non avertie."»

Cromer s'effaçait derrière sa fonction. Cecil Rhodes, lui, ne faisait pas dans la modestie. Il avait «inventé» la Rhodésie. Il fut l'auteur de la formule placée en exergue de cette seconde partie : «Si je le pouvais, j'annexerais les planètes». Sur terre, il amassa une immense fortune grâce aux mines d'or et de diamant, est à l'origine de la Sté De Beers, fut Premier Ministre du Cap et mena la guerre contre les Boers.

Ces activités lui laissèrent le temps de concevoir une «Société secrète ouverte à tout membre de la race nordique, dont l'expansion établirait un gouvernement bureaucratique régissant tous les peuples de la terre.» L'expansion n'était plus justifiée par l'appétit d'une Mère-Patrie. Une «race nordique», mythique rejeton d'un pseudo «darwinisme social», la remplaçait. Bien entendu, les agents secrets de cette force d'expansion ne se sentaient aucune obligation : «La

seule loi à laquelle ils obéissaient était la loi de l'expansion, la seule marque de leur "légitimité" était le succès». Aux «races assujetties», la servitude assurée.

Par ailleurs, H. Arendt considère l'Afrique australe, où sera pratiqué et élaboré l'apartheid, comme un «berceau de l'impérialisme». Suit un brillant paradoxe :

«Les détenteurs du capital superflu ont été la première fraction de la classe bourgeoise à vouloir des profits sans remplir de réelle fonction sociale... il y avait cet autre sous-produit de la production capitaliste : les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive. Tout au long du XIX^e siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société, et leur exportation avait contribué à peupler les dominions...»

«Ironie du sort, le pays où richesse superflue et hommes superflus se trouvèrent réunis pour la première fois était lui-même en passe de devenir superflu [...] L'ouverture du canal de Suez, et la conquête administrative de l'Égypte qui en découla, privèrent bientôt d'une grande part de son importance le vieux comptoir commercial du Cap [...] on y découvrit des gisements de diamants dans les années 70, et d'importantes mines d'or dans les années 80 [...] Les détenteurs de la richesse superflue étaient les seuls hommes susceptibles de se servir des hommes superflus accourant des quatre coins de la planète. Ils établirent ensemble le premier paradis des parasites où la sève de la vie était l'or. L'impérialisme, produit de l'argent superflu et des hommes superflus, commença son extraordinaire carrière, produi-

sant les biens les plus superflus et les plus irréels qui soient.»

«Là, à la barbe de tous se trouvaient nombre des éléments qui une fois réunis seraient capables de créer un gouvernement totalitaire sur la base du racisme. Des massacres administratifs étaient proposés par des bureaucrates aux Indes, tandis que les fonctionnaires en Afrique déclaraient qu'"aucune considération éthique telle que les droits de l'homme ne sera autorisée à barrer la route" à la domination blanche.»

L'IMPÉRIALISME CONTINENTAL

«Les nations d'Europe centrale et de l'Est, qui ne possédaient pas de colonies et ne pouvaient guère espérer une expansion outre-mer, décidaient maintenant qu'elles "avaient le même droit" à l'expansion que les autres grands peuples et que s'il ne leur était pas accordé la possibilité de s'étendre outre-mer, elles se verraient contraintes de le faire en Europe. Pangermanistes et panslavistes [...] vivant dans des Etats continentaux devaient chercher des colonies sur le continent.»

Ils intégrèrent avec enthousiasme la pensée raciale qui prétendait justifier l'oppression coloniale ainsi que les élucubrations de Gobineau dans l'Essai sur l'inégalité des races humaines. Un membre de la Ligue pangermanique proposait de traiter Polonais, Tchèques, Juifs, Italiens de la manière dont l'impérialisme colonial traitait les indigènes sur les continents non-européens. La distinction visible entre peaux blanches et noires fut remplacée par une distinction imaginaire entre âmes orientale et occidentale, aryenne et sémite... Hannah Arendt constate avec surprise que cette «idéologie fort compliquée et une organisation qui ne ser-

vait aucun intérêt immédiat se révélèrent plus attirantes que des avantages concrets ou des convictions banales.»

«Ce type nouveau de nationalisme tribal, plus ou moins caractéristique de toutes les nations et de toutes les nationalités d'Europe centrale et orientale, était tout à fait différent du nationalisme occidental. Avec lui apparut cette curieuse identification de la nationalité de l'individu avec son âme, qui désormais ne concerne plus seulement les affaires publiques, mais imprègne toutes les phases de la vie privée [...] Du point de vue politique, le nationalisme tribal insiste toujours sur le fait que son peuple est environné d'un "monde d'ennemis", "seul contre tous" ... Il proclame son peuple unique, particulier, irréductible à tous les autres, et il nie dans son principe même la possibilité d'un genre humain commun à tous les peuples bien avant d'être utilisé à détruire l'humanité de l'homme.»

L'Autriche-Hongrie devint normalement le centre des mouvements annexionnistes. L'instauration d'Etats-nations y avait échoué, à cause de la coexistence de nationalités slaves et allemandes irrédentistes. Dans les pays occidentaux où elle avait réussi (la France post-révolutionnaire étant le modèle) «une administration fortement centralisée et capable de monopoliser tous les instruments de violence et tous les germes de pouvoir était seule à même de contrebalancer les forces centrifuges constamment produites par une société divisée en classes.» Mais dans les vastes régions s'étendant de la Baltique à l'Adriatique «dans la ceinture des populations mêlées pour lesquelles la nationalité ne s'était pas encore développée au-delà d'une conscience ethnique inarticulée [...]

le nationalisme tribal, cette force motrice cachée derrière l'impérialisme continental, naquit de ce climat de déracinement.» Servant en quelque sorte d'exutoire à la lutte de classes, il s'étendit largement parmi les populations de l'Autriche-Hongrie mais aussi parmi les membres de l'intelligentsia insatisfaite de la Russie tsariste.

L'hostilité envers l'Etat comme institution se retrouve dans toutes les théories des mouvements annexionnistes. Les slavophiles parlent des Russes comme d'un «peuple sans Etat», les pangermanistes insistent sur la priorité de l'intérêt national sur celui de l'Etat. Autre trait commun : contrairement à une idée reçue, « ils n'ont jamais commis l'erreur de se ranger aux côtés de l'exploitation capitaliste et la plupart d'entre eux [...] appartenaient [...] aux partis libéraux et progressistes.» Cela leur permettait de se poser en organisateurs de «la foule», qui n'est pas le peuple, mais son avatar atomisé, manipulable. Le peuple est alors représenté par le mouvement ouvrier, estime H. Arendt, la «foule» ressemblant beaucoup à «une race». L'antisémitisme devient donc le trait commun dominant.

Schönerer affirmait : «Nous, pangermanistes, regardons l'antisémitisme comme la poutre maîtresse de notre idéologie nationale.» Parallèlement, l'écrivain russe panslaviste Rozanov prétendait : «Il n'est aucun problème de la vie russe où, comme une ponctuation, ne revienne la question : comment venir à bout des Juifs.» Dans la continuité, la police secrète tsariste élaborait le faux Protocole des Sages de Sion, qui joua un rôle important dans la diffusion de l'antisémitisme en Europe. Fragilisés par l'absence d'un Etat protecteur, les Juifs constituaient la cible idéale.

Plus encore, la notion de «peuple élu» dont se réclamait leur religion fut retournée contre eux, ce qui constitue «une des revanches les plus logiques et les plus amères que l'histoire ait jamais prises» :

«Hitler, plus rusé que Schönerer, son père spirituel, sut utiliser le principe hiérarchique du racisme, exploiter le postulat antisémite affirmant l'existence d'un peuple qui serait «le pire» afin d'organiser réellement «le meilleur» et, entre les deux, tous les peuples conquis et opprimés [...] Guidés par leur propre superstition ridicule, les leaders des mouvements annexionnistes finirent par trouver dans le mécanisme de la piété juive le petit rouage caché qui en permettait le retournement complet et la perversion, si bien que l'élection divine cessait d'être le mythe d'une suprême réalisation de l'idéal d'humanité commune pour devenir celui de sa destruction finale.»

BUREAUCRATES ET SANS-PATRIE

Les deux derniers Etats autocratiques et multinationaux d'Europe, où s'est formé ce «nationalisme tribal», continuaient à gouverner directement les peuples par le biais d'une bureaucratie, de manière comparable avec les administrations coloniales. Leur démantèlement, après la Révolution russe et le Traité de Versailles, introduisit dans l'Europe d'après-guerre «un élément de désintégration tout à fait nouveau : l'apparition de minorités en Europe de l'Est et du Sud et l'arrivée des sans-patrie en Europe centrale et occidentale.»

Les Traités des minorités de 1918, inapplicables et inappliqués, laissaient subsister au moins trente millions d'européens sans-patrie ou apatrides, tous indésirables. Avant

d'être à la merci de futurs régimes totalitaires, ou de leur fournir le prétexte à des annexions programmées (Dantzig, Sudètes...) ils furent mis à l'écart par les «démocraties» : «Il n'est pratiquement pas un seul pays du continent qui n'ait adopté entre les deux guerres une nouvelle législation [...] de manière à permettre de se débarrasser à tout moment d'un grand nombre de ses habitants.» Des termes nouveaux furent inventés : réfugiés, personnes déplacées, sans-papiers... Mais quel que soit le nom qu'on leur donnât, ils restaient dépourvus de statut, donc de tout droit, livrés à l'arbitraire.

H. Arendt souligne que «La Deuxième Guerre mondiale et les camps de déportation n'étaient pas nécessaires pour montrer que le seul substitut concret à un pays natal inexistant était le camp d'internement.

De fait, ce fut dès les années 30 le seul «pays» que le monde eut à offrir aux sans-Etat.» Le sans-patrie, rendu «illégal» par l'impérieuse nécessité de survivre, est un paradoxe vivant : «C'est uniquement en offensant la loi qu'il peut obtenir d'elle une certaine protection. Tant que dureront son procès et sa peine, il sera à l'abri de l'arbitraire de la police contre lequel il n'est ni avocat ni recours.»

Poussant plus loin l'analyse, elle constate que le problème des apatrides a permis à la police, en Europe de l'Ouest, de devenir une «instance gouvernante indépendante du gouvernement». C'est ainsi que, bien avant la guerre, ont pu s'établir d'étroits contacts avec la Gestapo, facilitant plus tard la mise en œuvre de la terreur nazie.

La fin de la guerre n'a pas mis fin à l'errance des sans-patrie. Nouveau paradoxe, la création de l'Etat d'Israël : «Cette solution de la question juive n'avait réussi qu'à produire une

nouvelle catégorie de réfugiés, accroissant ainsi le nombre des apatrides et des parias de quelque 700 à 800 000 personnes (5). Ce qui venait de se produire en Palestine s'est ensuite reproduit en Inde [...] pour des millions de gens.»

«Même chez les nazis, l'extermination des Juifs avait commencé par les priver de statut juridique ; avant de faire fonctionner les chambres à gaz, les nazis avaient soigneusement étudié la question et découvert à leur grande satisfaction qu'aucun pays n'allait revendiquer ces gens-là [...] une condition de totale privation de droits avait été créée bien avant que le droit à la vie ne soit contesté [...] ces gens privés de droits sont rejetés dans un état bien étrange [...] dans un monde qui a pratiquement éliminé la sauvagerie, ils apparaissent comme les premiers signes d'une possible régression par rapport à la civilisation.»

«L'apparition des gouvernements totalitaires est un phénomène situé à l'intérieur, et non à l'extérieur de notre civilisation. Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont des conditions de vie de sauvages.»

LE SYSTEME

LE CHAMP DU TOTALITARISME

L'introduction, rédigée entre 1966 et 1971, est rattachée à cette troisième partie. Elle lui permet de prendre un

peu de recul pour «articuler et élaborer les questions en compagnie desquelles ma génération avait été forcée de vivre pour la meilleure partie de sa vie adulte : Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi cela s'est-il passé ? Comment cela a-t-il été possible ?» Tout en précisant qu'elle a «toutes les raisons d'utiliser le mot totalitarisme avec parcimonie et prudence», elle délimite le champ de sa recherche.

Elle en exclut l'Italie fasciste, bien que Mussolini ait revendiqué l'expression d'«Etat totalitaire». L'argument décisif est contenu dans les sentences prononcées de 1926 à 1932 par les tribunaux spéciaux : sept sentences de mort, beaucoup de mesures d'exil, 1 500 peines de prison et surtout 12 000 personnes arrêtées déclarées innocentes, «procédure inconcevable sous la terreur nazie ou bolchevique». Elle cite aussi Goebbels, pour qui «le fascisme n'a rien à voir avec le national-socialisme. Tandis que ce dernier va jusqu'aux racines, le fascisme n'est que superficiel.» Le fascisme a certes été porté par un «mouvement totalitaire», mais il n'a pu aller à son terme. Il est «seulement» une dictature. Avec des variantes, il en est de même des régimes établis en Espagne, au Portugal, et en Europe centrale et orientale, où la vague a déferlé.

Plus surprenant qu'elle en exclue aussi la Chine de Mao. Tout en disant que sa connaissance de ce pays n'est «pas très assurée», elle estime que «Après une phase initiale très sanglante —le nombre des victimes au cours des premières années de la dictature peut être évalué à quinze millions, soit environ 3 % de la population en 1949— et après la disparition de toute opposition organisée, il n'y a pas eu accroissement de la terreur.» Elle en appelle au dis-

cours de Mao en 1957 «De la juste solution des contradictions au sein du peuple», où elle voit une contribution originale à la théorie marxiste. Elle estime aussi que l'horreur de la «Révolution culturelle» n'a pas abouti à décimer la population et pense, en somme, que «la pensée de Mao-Tse-Tung ne s'est pas développée selon les voies tracées par Staline [...] il est profondément un révolutionnaire et non un assassin.» Impossible de la suivre lorsqu'elle affirme que la terreur ne s'est pas «accrue» après avoir supprimé 15 millions de personnes, et qu'elle refuse la qualification d'assassin au dirigeant qui l'a organisée.

Restent donc, pour elle, deux régimes totalitaires : nazisme et stalinisme.

RÉFLEXIONS SUR LE STALINISME

L'introduction s'attarde sur les «révélations» de Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS. En chargeant Staline de tous les péchés, il avait pour objectif, dit-elle, de sauver l'essentiel, en cachant «la culpabilité du régime dans son ensemble dans les purges massives et la déportation de peuples entiers». L'analyse qui suit bouscule des fausses évidences, entretenues au cours de la guerre froide et au-delà.

«Staline ne commença pas ses gigantesques purges en 1928 lorsqu'il admettait avoir des ennemis intérieurs, il les commença en 1934, quand tous les anciens opposants eurent confessé leurs «erreurs». Au XVII^e congrès, il n'a, dit-il lui-même «plus rien à prouver... ni, semble-t-il, personne à combattre.»»

«Il existait une alternative évidente à la prise du pouvoir par Staline et à la transformation de la dictature du parti unique en domination totale : pour-

suivre la N.E.P. telle qu'elle avait été inaugurée par Lénine. La N.E.P. avait en effet amorcé la "réconciliation naissante entre le peuple et son gouvernement". La prétendue continuité entre Lénine et Staline est niée. H. Arendt la juge «compréhensible, mais historiquement insoutenable.»

«Dans la théorie courante, la terreur de la fin des années 20 et des années 30 fut le "tribut de souffrance" exigé par l'industrialisation et le progrès économique [...] la terreur ne produisit rien de tel. Les résultats les mieux établis de la dékoulakisation, de la collectivisation et de la grande purge furent la famine, la dépopulation et réussirent à détruire entièrement la compétence et le savoir-faire technique que le pays avait acquis après la révolution d'Octobre.»

«Le bras séculier de ce régime n'était pas le parti mais la police». La mort de Staline mit fin à son pouvoir absolu : «Lorsque Khrouchtchev demanda à Joukov de lui venir en aide, la suprématie de l'armée sur la police était en Union soviétique un fait accompli [...] la signification de ce nouvel équilibre du pouvoir avait déjà été manifeste lors de la suppression par la force de la révolution hongroise. L'écrasement sanglant de la révolution, pour terrible et efficace qu'il fût, avait été accompli par des unités de l'armée régulière et non par des forces de police [...] Il n'y eut pas de déportations massives, on n'essaya pas de dépeupler le pays. Et puisqu'il s'agissait d'une opération militaire et non de police, les Soviétiques purent se permettre d'envoyer au pays vaincu une aide suffisante pour prévenir la famine et empêcher un effondrement complet de l'économie pendant l'année qui suivit la révolution... Rien n'aurait été plus étranger aux préoccupations de Staline dans des cir-

constances comparables.»

L'Union soviétique ne peut plus être qualifiée de totalitaire au sens strict du mot... (en 1971) Il semble que rien n'ait changé, alors qu'en fait tout a changé. A la mort de Staline, les tiroirs des écrivains et des artistes étaient vides ; aujourd'hui, il existe toute une littérature qui circule sous forme manuscrite... Daniel et Siniavski ont été jugés et condamnés en 1966 pour avoir publié à l'étranger... C'est certainement scandaleux, mais ce qu'ils avaient à dire a été entendu et n'est pas prêt d'être oublié. Ils n'ont pas disparu dans ce gouffre de l'oubli que les dirigeants totalitaires réservent à leurs opposants... Le peuple de l'Union soviétique est sorti du cauchemar totalitaire pour connaître les rigueurs, les dangers et les injustices multiples de la dictature du parti unique.

CLASSES ET MASSES

La Première Guerre mondiale, pense Hannah Arendt, a fait beaucoup plus que des millions de morts . Elle a bouleversé les rapports sociaux et accouché d'une «terrifiante solidarité négative» qui a transformé les classes sociales en «une masse informe d'individus furieux» aisément manipulables.

«C'est dans cette atmosphère, parmi l'effondrement de la société de classes, que s'est développée la psychologie de "l'homme de masse" européen. La masse de ces hommes déçus et désespérés augmenta rapidement en Allemagne et en Autriche lorsque l'inflation et le chômage aggravèrent la dislocation consécutive à la défaite militaire... Cette amertume personnelle ne se fondait sur aucun intérêt commun, qu'il soit économique, social ou politique. Par conséquent, le repli sur soi-même alla de pair avec un affaiblissement dé-

cisif de l'instinct de conservation. Le désintéressement, au sens où l'on n'a pas d'importance à ses propres yeux, le sentiment de pouvoir être sacrifié, n'était plus une expression d'idéalisme individuel, mais un phénomène de masse» Pour prétendre à la direction de ces masses, les chefs potentiels ne manqueront pas : ratés et aventuriers issus de la «populace» («l'envers de la société bourgeoise»). L'un d'eux, Hitler, avait bénéficié d'une expérience dans les services secrets de l'armée. Staline avait fait ses armes dans l'appareil conspiratif du parti bolchevique. Analogie un peu courte. Plus intéressante est l'idée que, dans des conditions bien différentes, il en «fabriqua» de nouvelles, sur les ruines de la guerre civile : «Pour transformer la dictature révolutionnaire de Lénine en régime complètement totalitaire, Staline fut d'abord obligé de créer artificiellement cette société atomisée que les circonstances historiques avaient déjà préparées en Allemagne pour les nazis.»

Lénine, pour assurer le salut de la révolution, avait commencé à structurer les masses paysannes en créant «cette classe de paysans émancipés qui, depuis la Révolution française, a constitué le plus ferme soutien des nations occidentales... Il toléra l'apparition timide d'une nouvelle classe moyenne, résultat de la N.E.P. après la fin de la guerre civile. Il essaya de renforcer la classe ouvrière en encourageant les syndicats indépendants... Sa politique prouve qu'il avait peur d'absence de structure sociale.»

«Sans aucun doute, Lénine subit sa plus lourde défaite lorsque, au début de la guerre civile, le pouvoir suprême, qu'il avait dû concentrer dans les mains des soviets, passa dans celles de la bureaucratie du Parti... Mais

même ce développement, aussi tragique qu'il fût pour le cours de la révolution, n'aurait pas dû conduire nécessairement au totalitarisme. Une dictature du parti unique ne faisait qu'ajouter une classe de plus à la stratification du pays, qui était déjà en progrès... Au moment de la mort de Lénine, aucune voie n'était fermée. Il n'était pas inévitable que la formation des classes ouvrière, paysanne et moyenne conduise à la lutte des classes qui avait caractérisé le capitaliste européen.»

H. Arendt estime donc que la société soviétique était en marche pour accomplir, à terme, sa révolution bourgeoise. Ce processus fut stoppé par Staline. Elle retrace les sanglantes étapes de cette involution vers un système totalitaire.

«Afin de fabriquer une masse atomisée et amorphe, il fut d'abord obligé de liquider le restant de pouvoir des soviets...Vers 1930, les derniers vestiges des anciennes institutions collectives avaient disparu pour faire place à la bureaucratie du parti.»

«Le régime bolchévique passa alors à la liquidation des classes et, pour des raisons d'idéologie et de propagande, commença par les classes possédantes : la nouvelle classe moyenne des villes, et les paysans, la classe potentiellement la plus puissante de l'Union ; en conséquence, leur liquidation fut plus complète et plus cruelle que celle de tous les autres groupes ; elle fut conduite au moyen de la famine et de la déportation, sous prétexte d'exproprier les koulaks et de collectiviser les terres. La liquidation des classes moyenne et paysanne s'acheva au début des années 30.»

«Ensuite fut liquidée la classe des ouvriers. En tant que classe, ils étaient beaucoup plus faibles et offrirent beaucoup moins de résistance

que les paysans. Le système stakhanoviste, adopté au début des années 30, brisa toute solidarité et toute conscience de classe parmi les ouvriers, d'abord par sa compétitivité féroce, ensuite parce qu'elle solidifia provisoirement une aristocratie stakhanoviste... Le processus fut complété en 1938 par l'introduction du livret de travail, qui transforma officiellement l'ensemble de la classe ouvrière en une gigantesque armée de forçats.»

«Pour couronner toutes ces mesures vint la liquidation de cette bureaucratie qui avait contribué à exécuter les liquidations précédentes. Staline mit à peu près deux ans, de 1936 à 1938, à se débarrasser de l'aristocratie administrative et militaire de la société soviétique... Cette purge se termina par la liquidation des hauts fonctionnaires de la police... et des cadres de la Guépéou» qui l'avaient mise en œuvre. Ainsi s'achevait l'atomisation massive de la société soviétique.

PROPAGANDE, TERREUR ET MASSES

La propagande sert deux objectifs : conquérir les masses et les préserver du monde extérieur, réputé «hostile». Essentielle avant la prise du pouvoir, elle est combinée avec une terreur graduée et sera mise au rencart après usage («Là où le règne de la terreur est porté à sa perfection, dans les camps de concentration, la propagande disparaît... Elle était même complètement interdite dans l'Allemagne nazie.»)

C'est la perte du statut social qui permet à la propagande de faire son chemin parmi les masses atomisées. Peu importe la vraisemblance des faits invoqués (complot juif, à la fois capitaliste et révolutionnaire, pour les nazis, machinations impérialistes

et complot trotskiste pour les staliens), «Seule compte la cohérence du système. La fuite des masses devant la réalité est une condamnation du monde dans lequel elles sont contraintes de vivre et ne peuvent subsister... La force de la propagande totalitaire repose sur sa capacité à couper les masses —en voie de désintégration— du monde réel.»

La propagande nazie transforma l'antisémitisme en un principe d'auto-définition, quand 80 millions d'Allemands durent prouver qu'ils n'avaient pas un grand-père juif. Ils en sortirent —sauf ceux qui avaient tiré le mauvais numéro— «avec le sentiment d'appartenir à un groupe d'élus. Cela procura aux individus atomisés, indéfinissables, instables et futiles, un moyen d'identification, qui restaurait en partie le respect de soi que leur conférait autrefois leur fonction dans la société.» Cela devait aussi faciliter leur complicité avec les crimes à venir, des guerres d'agression à l'holocauste.

«De même, mais avec une moindre cohérence, le bolchevisme transforma la doctrine marxiste de l'inéluctable victoire finale du prolétariat en faisant de ses adhérents des «prolétaires de naissance» et en rendant honteuses et scandaleuses toutes les autres origines de classe.»

A la promesse communiste d'une société sans classes, où chacun sera au niveau de l'ouvrier d'usine, répond une «communauté raciale» (6) dont chaque membre peut espérer devenir directeur d'usine, après avoir éradiqué la «conspiration juive mondiale» et assujetti les autres peuples. H. Arendt pense que ni la propagande ni la terreur ne suffisent à expliquer la survie du régime totalitaire une fois parvenu au pouvoir. Après s'être acquis la passivité, puis la complicité des masses, leur adhé-

sion est indispensable. Hitler l'obtiendra en dépouillant les Juifs et en parasitant l'appareil d'Etat, redonnant un statut social à des centaines de milliers de déclassés. Elle insiste sur le fait que la popularité du régime ne se démentira pas, presque jusqu'à la fin. En URSS, la sélection est différente, mais pour un résultat comparable : «Une purge nationale toutes les décennies fait de la place à la nouvelle génération, fraîchement diplômée et avide de postes [...] Ainsi, en 1939, Staline pouvait-il noter avec une grande satisfaction que "le parti était en mesure de promouvoir à des postes de direction dans les affaires de l'Etat ou du Parti plus de 500 000 jeunes bolcheviques" [...] L'humiliation de devoir sa place à l'élimination injuste de son prédécesseur a le même effet démoralisant que celle des Juifs en Allemagne : il fait de chaque détenteur d'un emploi un complice conscient des crimes commis par le gouvernement... Il est aussi la meilleure garantie de loyauté... Quand la purge suivante l'a mis hors de circuit, le régime s'assure qu'il disparaît du monde des vivants.»

Avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, la terreur nazie, limitée et sélective, visait d'abord les militants des partis adverses, surtout socialistes et communistes. Elle grandit rapidement car ni la police ni les tribunaux ne poussaient ces exactions (7). Une grande partie de la population fut ainsi convaincue de la puissance nazie. H. Arendt remarque au passage que « les nazis, sans l'admettre, apprirent autant des organisations de gangsters américains que leur propagande apprit de la publicité commerciale américaine.» Après la prise du pouvoir, la terreur changea d'échelle.

Rappelant que l'idéologie totalitaire

était déjà en germe dans l'impérialisme colonial, H. Arendt note que «Les camps de concentration eux-mêmes ne sont pas une invention des mouvements totalitaires. Ils apparaissent pour la première fois au début du siècle, pendant la guerre des Boers, et l'on continua à les utiliser en Afrique du Sud aussi bien qu'en Inde pour les "éléments indésirables", les "suspects" dont les crimes ne pouvaient être prouvés et qui ne pouvaient être condamnés en suivant le cours ordinaire de la justice.» Après les avoir caractérisés, elle établit une classification dans l'horreur.

«Le camp de concentration n'a pas été établi en vue d'une productivité possible. Quel que soit le travail qui y est accompli, il l'eût été bien mieux et à moindres frais dans des conditions différentes. Le caractère incroyable des horreurs est étroitement lié à leur inutilité sur le plan économique. Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, ils dressèrent d'énormes et coûteuses entreprises d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens... La contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air fou et chimérique.»

«On peut fort justement distinguer trois types de camps de concentration qui correspondent à trois conceptions fondamentales de la vie après la mort en Occident : Hadès (dieu grec des morts), le Purgatoire et l'Enfer. Ils ont un point en commun : les masses humaines qui y sont enfermées sont traitées comme si elles n'existaient plus, comme si ce qu'il advenait d'elles ne présentait plus d'intérêt pour personne.»

«A Hadès correspondent ces manières relativement douces autrefois répandues même dans les pays non-totalitaires, de mettre à l'écart les

éléments indésirables de toutes sortes —réfugiés, apatrides, sociaux et chômeurs, comme tous les camps de personnes déplacées, qui ne sont rien d'autre que des camps pour des personnes devenues superflues et importunes.» (8)

«Le Purgatoire est représenté par les camps de travail en Union soviétique, où l'abandon se combine avec un travail forcé chaotique.»

«L'Enfer au sens littéral a été incarné par ces types de camps réalisés à la perfection par les nazis : là, l'ensemble de la vie fut minutieusement et systématiquement organisé en vue des plus grands tourments.»

Dans les deux univers totalitaires, la terreur varia aussi dans le temps, mais en sens contraire. La terreur nazie crût monstrueusement après l'invasion de l'URSS, en juin 1941. Hitler y jouait son va-tout, militairement et politiquement. S'il avait été un conquérant «ordinaire», il aurait utilisé l'accueil de la population ukrainienne, le plus souvent favorable, car elle avait été en première ligne dans la terreur de la dékoulakisation. Il ne l'était pas. Son but n'était pas de construire quoi que ce soit, mais de détruire ce qui ne lui servait pas et de réduire les peuples soviétiques en esclavage. Toute trace de la Révolution russe devait disparaître. L'ennemi à abattre fut clairement désigné, sous le vocable de «judéo-bolchevique», qui mobilisa tous les fascistes européens dans cette nouvelle «croisade».

Du côté opposé, Staline aussi jouait la survie de son régime. Il mit d'abord quelque temps à reconnaître la réalité de l'invasion nazie (H. Arendt remarque avec ironie que la seule personne en qui il avait confiance était ... Hitler !). Pour empêcher la prise de Moscou et préparer la contre-offensive, il dut libérer de nombreux dépor-

tés. La «grande guerre patriotique» fut considérée par les Russes et les autres peuples d'URSS comme une période de «libéralisation», certes relative et provisoire, mais certaine. On peut dire qu'ils se sont battus contre deux systèmes totalitaires. Ils l'ont d'ailleurs payé très cher.

Le journal de Goebbels montre à quel point de non-retour les nazis avaient mené «leur» peuple.

«La guerre a rendu possible pour nous la solution de toute une série de problèmes qui n'auraient jamais pu être résolus en temps normal» (et peu importe comment tournera la guerre) «les Juifs seront certainement les perdants. Sur la question juive, spécialement, nous avons adopté une position d'où il n'y a pas d'évasion possible [...] L'expérience enseigne qu'un mouvement et un peuple qui ont brûlé leurs vaisseaux combattent avec une détermination beaucoup plus grande que ceux qui peuvent encore battre en retraite.»

Le fonctionnement des camps, tant du goulag que des camps d'extermination nazis, a fait l'objet d'études récentes et documentées, ainsi que d'une abondante littérature. Rendre compte de l'analyse qu'Hannah Arendt a élaborée ne s'impose donc pas. Par contre, il est indispensable de citer, parmi ses dernières conclusions, celles dont la lucidité nous éclaire encore.

«L'inutilité des camps, l'aveu cynique de leur anti-utilité, ne sont qu'une apparence... Sans les camps de concentration, sans la peur mal définie qu'ils inspirent, sans le terrain d'entraînement fort bien défini qu'ils offrent en matière de domination totalitaire [...] un Etat totalitaire ne pourrait jamais inspirer le fanatisme aux troupes qui en sont le noyau, ni

maintenir un peuple tout entier en complète apathie.»

«Les hommes, dans la mesure où ils ne sont plus que la réaction animale et que l'accomplissement de fonctions, sont entièrement superflus pour les régimes totalitaires. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont de trop. La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses contemporaines de leur superfluité sur une terre surpeuplée [...] une usine à fabriquer quotidiennement de l'absurde.»

«Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme.»

«Quand, après la guerre d'Espagne, les Français installèrent des camps de concentration, ils introduisirent immédiatement l'amalgame typiquement totalitaire entre politiques, criminels et innocents (en l'occurrence les apatrides)... Destinée au départ à empêcher que ne se développât tout sentiment de solidarité entre les détenus, cette technique s'avéra particulièrement efficace : personne en effet ne pouvait savoir s'il appartenait à une catégorie meilleure ou pire que les autres... L'horrible et le grotesque là-dedans étaient que les détenus eux-mêmes s'identifiaient à ces catégories, comme si elles représentaient un dernier vestige authentique de leur personne juridique.»

Notes

1)- L'article «juif» de l'Encyclopédie (1751-1765) attribué à Diderot, fait l'objet de la citation suivante :

«Ainsi répandus de nos jours avec plus de sûreté qu'ils n'en avaient encore eu dans tous les pays de l'Europe où règne le commerce, ils sont devenus les instruments par le moyen desquels les nations les plus éloignées peuvent converser et correspondre ensemble. Il en est d'eux comme des chevilles et de clous qu'on emploie dans un grand édifice, et qui sont nécessaires pour en joindre toutes les parties.»

2) Le terme péjoratif de «populace», souvent employé par Hannah Arendt recouvre, selon sa propre définition, «les déclassés de toutes les couches sociales toujours plus nombreux». Elle parle aussi de «foule». Marx utilisait l'expression plus neutre de «lumpenproletariat» (prolétariat en gueulles). Nous verrons, dans les deux parties suivantes, qu'elle lui attribue un rôle particulier.

3) Stefan Zweig est la figure emblématique de cet intellectuel juif cosmopolite. Lui qui avait qualifié cette période d'avant la Première Guerre mondiale d'«âge d'or», se donna la mort en 1943, en expliquant qu'il ne pouvait plus vivre dans ce monde-là.

4) Un développement est consacré au philosophe Hobbes. Dans son *Leviathan* (1651) il considérait que l'homme est motivé par son seul intérêt, qu'il doit donc consacrer toute son énergie à aménager au mieux son destin personnel dans la compétition sociale. Un «corps politique idéal», une Tyrannie en établira les règles. Tout individu, privé de droits politiques, lui devra une obéissance absolue. Les gagnants auront fait la preuve de leur efficacité. Quant aux vaincus, Hobbes les exonère de toute obligation. Il prévoit même —et justifie— l'organisation des déclassés sociaux en un gang de meurtriers, comme une issue normale. Dans cet-

te société «idéale», l'homme était réellement «un loup pour l'homme». Par la seule rigueur d'une logique implacable, il avait su déceler, dans le nouveau corps social de la bourgeoisie montante, à quoi pouvait aboutir, trois siècles plus tard, l'accumulation perpétuelle du capital. Hannah Arendt voit en lui le seul véritable philosophe dont la bourgeoisie puisse se réclamer, bien qu'elle ne l'ait jamais reconnu officiellement comme tel.

5) En écrivant cela, H. Arendt reste fidèle à elle-même, lorsqu'elle rompit avec le sionisme. Elle pensait que s'associer à la Déclaration Balfour était une erreur majeure, car elle scellait, pour les populations arabes, l'alliance des Juifs avec l'impérialisme anglais. La solution «réaliste» qu'elle proposait était au contraire de les associer à une Fédération judéo-arabe en Palestine.

6) La «Volksgemeinschaft» n'est pas le peuple allemand. Hitler en disait déjà, en 1923, qu'il était «constitué d'un tiers de héros, un tiers de poltrons et un tiers de traîtres». Il se moqua aussi de la germanité, affirmant qu'il pensait en «termes aryens» — ce qui est encore plus flou. H. Arendt a d'excellentes raisons de penser qu'il s'agit en réalité d'une «nouvelle classe de maîtres», les S.S, dont la sévère sélection reposait avant tout sur une obéissance aveugle. Pendant la guerre, Hitler avait fait préparer une «loi générale sur la Santé» qui décimait le peuple allemand. Un examen national permettait d'établir une liste des personnes malades, notamment des poumons et du cœur, ce qui faisait beaucoup de monde. Les familles des malades n'auraient plus eu le droit de séjourner parmi le public, ni de procréer... en attendant que des ordres ultérieurs n'aient définitivement statué sur leur sort final.

7) Hannah Arendt, tout en la mentionnant, n'insiste pas sur cette collusion. Sa vision des rapports entre le mouvement nazi et la bourgeoisie allemande lui fait penser que

celle-ci a été «bernée par Hitler». S'il est vrai qu'elle s'est trompée en pensant faire de lui sa marionnette, elle s'en est d'abord servi — et l'a financé— pour éradiquer le mouvement révolutionnaire. H. Arendt reconnaît d'ailleurs qu'Hitler n'a pas touché à la structure capitaliste de l'économie. Sur ces questions, on peut consulter l'ouvrage de Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital* (voir N° 5 et 6 de Carré rouge)

8) Pour illustrer ce concept, H. Arendt donne en exemple les camps où furent enfermés les rescapés de la Révolution espagnole après 1939. Rappelons que des camps de ce type n'ont pas cessé d'exister jusqu'aujourd'hui. Quel que soit le nom dont on les camoufle, et les populations qu'ils concernent, ce sont des zones de non-droit, c'est à dire des germes totalitaires.

Est-ce l'expression d'un «complot» ? Y a-t-il derrière «tout cela» une assemblée de penseurs occupés à tisser patiemment des concepts destinés à tromper le bon peuple ? Ce serait probablement faire fausse route que de partir à sa recherche. D'abord parce qu'on ne trouverait certainement rien de tel, mais aussi parce que ce serait faire croire qu'on en finira avec l'exploitation de l'homme par l'homme en débusquant quelques mauvais génies acharnés à la perpétuer, comme d'autres se sont attachés à désigner les «200 familles» qui, à elles seules, détournent les richesses dont le peuple était frustré. Ce serait une fois encore détourner la colère des masses du système capitaliste, d'un système connaissable, compréhensible et donc susceptible d'être radicalement transformé.

Les prisons de la misère

Loïc Wacquant

Liber-Raisons d'agir, 1999

Mais s'il n'y a ni complot ni mauvais génies, il n'en demeure pas moins que ce système, pour accomplir au fur et à mesure les actes dont il a besoin pour survivre, ne se contente jamais d'exploiter sans phrases, d'accabler les salariés d'accélération des cadences ou de mesures qui les appauvrissent. L'aurait-il fait qu'il n'aurait probablement jamais pu survivre comme il l'a fait. Non : les classes dominantes ont toujours su user d'images, de récits, de slogans propres à entraver la résistance à l'exploitation, ou, mieux, d'idées si habilement empruntées à la culture populaire, aux angoisses ancestrales des plus larges masses, et surtout à ce que nos sens semblent

nous dire pour nous faire avaler les pires mesures, quand elles ne nous les faisaient pas désirer...

Et si nous savons plus ou moins mobiliser et combattre les mesures les plus ouvertement brutales, nous avons toujours beaucoup plus de difficultés à identifier et à résister à ces entraves secrètes qui nous sont jetées dans les jambes, tant est forte et subtile la bataille idéologique.

C'est ainsi que ces dernières années ont vu la capitalisme français, aidé au-delà de tout espoir par les partis et gouvernements de «gauche», remporter quelques victoires lexicales que l'on aurait tort de ne pas apprécier à leur juste valeur. C'est bien sûr le cas du triomphe de l'«entreprise», avec sa culture, son esprit,

sa vigueur innovante, sa capacité de former les esprits, avec ses héros, ses génies, ses «chevaliers»... Mais le remplacement, jusque dans le vocabulaire des salariés (plus volontiers ceux du secteur tertiaire, certainement), de la boîte, de l'usine, de la tôle, par l'entreprise est plus qu'une mutation lexicale : c'est une sorte de victoire, d'«expropriation symbolique» des salariés des lieux où se déroule certes leur exploitation, mais qui, au fil des luttes et du quotidien de la résistance à cette exploitation, ont été investis d'une socialité, d'un imaginaire, de rites. Au centre de l'entreprise, il y a l'«entrepreneur», là où au centre de la boîte, de l'usine, de la tôle, il y avait un «patron», un «tôlier». Et le CNPF (où le «patron» est identifié) est devenu MEDEF...(où «entreprise de France» efface le patron, pour créer la «collectivité des acteurs de la richesse commune»)

Autre victoire sémantique, qui recouvre en réalité un renversement total de perspective, la naissance et le matraquage incessant depuis quelques années, de la notion d'«employabilité», où, à la revendication essentielle de «droit au travail», naturellement adressée aux pouvoirs économique et politique, est substituée l'idée d'obligation pour le postulant salarié de faire la preuve qu'il est employable, faute de quoi il doit «se rendre employable» en se formant «tout au long de sa vie». Et s'il persiste à ne pas l'être ou à ne pas faire l'effort de le devenir, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. S'il devait alors sombrer dans la misère, il ne pourrait revendiquer ni aide ni a fortiori salaire. Et s'il insistait, ou s'il entreprenait pour survivre de sortir des cadres de la légalité, alors les prisons se multiplient pour y parvenir... Ce renversement de la charge

de la culpabilité, cette culpabilisation de la victime, n'est pas un processus que nous pouvons négliger : ne pas mener le combat idéologique sur ce plan et sur bien d'autres, c'est assister impuissants aux gesticulations crapuleuses d'un Tony Blair qui proposait, comme première mesure contre le chômage en Angleterre, d'offrir un réveil-matin aux chômeurs...

On pourrait ainsi multiplier les exemples de ces «fausses évidences» qui, au moins dans un premier temps, nous laissent tous désarmés ou entravent la résistance. Bernard Friot démontre ainsi qu'on a littéralement créé une catégorie «chômage des jeunes» en réalisant le tour de passe-passe statistique de l'évaluer à 25 % des jeunes lorsqu'il ne doit concerner que 7,5 % des jeunes effectivement aux portes de l'emploi. Pourquoi ce petit jeu ? Pour justifier (et faire désirer) des mesures de lutte contre ce chômage si scandaleux, faire fleurir d'innombrables situations dérogatoires aux conventions collectives et protections statutaires arrachées par les luttes des salariés, et pour créer du même coup autant de leviers contre ce qui reste de ces protections et conventions. Le dispositif qui clôt cet ensemble de chevaux de Troie «jeunes» contre les citadelles ouvrières, celui des emplois-jeunes, devient un modèle. Allègre a récemment décidé d'en recruter une nouvelle fournée de 2000, les emplois-jeunes-ouvriers, nouvelle couche de précaires, de droit privé, destinés à achever le démantèlement des ATOS (les «agents» techniques et administratifs des collèges et lycées), fonctionnaires de l'Éducation nationale.

Autre évidence, celle du «trou de la sécurité sociale», dont le même Bernard Friot démontre rapidement

dans Et la cotisation sociale créera l'emploi (La Dispute, 1999), le caractère délibérément construit, ou celle de l'inévitable faillite des systèmes de retraite par répartition.

D'ACCORD, MAIS LA

«RECRUESCENCE DE LA

VIOLENCE DES JEUNES»

Mais il est une «évidence» autrement plus perverse parce que plus subtile : l'incessante «croissance des violences urbaines» et de la «délinquance juvénile». Perverse, subtile, parce que si nous en croyons les témoignages de nos sens, si nous acceptons d'additionner des carottes et des navets, des actes et des impressions, des modifications dans les comportements et des mutations dans le langage, des crimes et des bousculades, des tags et des regards farouches, le total semble bien s'alourdir...Et aussi méfiants soyons-nous, nous ne parvenons pas à résister à une accumulation de «preuves» assénées chaque jour par les journaux, et comme multipliées par la seule logique interne de ces médias qui, en sélectionnant les faits, en les accolant l'un à l'autre, en les accumulant au fil des jours, voire à l'occasion en les gonflant quelque peu pour lutter contre l'accoutumance (toutes choses qui ne répondent pas nécessairement à un «complot», mais à une logique de part de marché ou de vente de papier...), créent un «phénomène», une «catégorie» dont nous finissons par être surpris d'apprendre qu'elle n'a aucun autre fondement scientifique.

Notre accoutumance est telle que nous ne notons pas au fur et à mesure l'irruption de certaines expressions qui, petit à petit, s'incrument

dans notre paysage sonore, y sont en quelque sorte naturalisées. Tout le monde a accueilli sans sourciller les déclarations d'Allègre visant à combattre la «nouvelle vague de violence» qui a secoué les collèves en ce mois de janvier 2000. On a noté qu'il demandait que soit fait appel aux forces de police dans les établissements scolaires. Protestation. Et amnésie des protestataires : l'arsenal juridique qui permet ce recours existe depuis des années, et plus précisément depuis les «années Mitterrand» ! Mais on a fini par ne plus remarquer une autre manifestation de la rigueur allégrienne : dans les écoles, ce sera désormais «tolérance zéro», tant cette formule, un peu matamore, s'est banalisée dans le langage des gouvernants. L'expression a pourtant une histoire. Elle a parcouru des milliers de kilomètres, a sauté l'Atlantique après être née à New York, pour atterrir en Grande-Bretagne, avant de constituer le thème fondamental du Colloque de Villepinte (Seine-St.-Denis) en octobre 1997.

On avait alors réagi aux «sauvageons» de Chevènement. Tout de même, il y allait un peu fort ! Mais qui n'a pas pensé, au moins à son corps défendant, que l'expression était assez bien trouvée, quoique hautaine et paternaliste ? Et cette expression avait l'avantage d'attirer sur elle l'attention, d'inquiéter et de rassurer à la fois, comme un grondement de tendresse bourrue. Mais du coup, le Colloque de Villepinte était passé presque inaperçu... C'est peut-être que les thèmes qu'il a développés étaient, miracle de la «communication», déjà bien ancrés dans les esprits. Le terrain avait été préparé. Il y aurait eu pourtant de quoi s'arrêter sur cet événement nouveau : un colloque préparé main

dans la main par les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense (l'armée et la gendarmerie) et...de l'Education nationale ! Un thème : le droit à la sécurité est un droit fondamental des citoyens. Une cible : les jeunes, sauvageons, incontrôlables, effrayants.

Nous avons en fait assisté, en direct, à la tenue d'Assises pour contenir, refouler, décimer les «classes dangereuses». L'Etat réunissait ses bras séculiers les plus directement au front dans cette lutte : la police, la justice, l'armée...et l'Ecole.

Il serait injuste de dire que nous n'avons rien vu. Je terminais un article sur l'«Ecole de la République» dans le numéro 8 de Carré rouge en évoquant ce colloque, et en expliquant en substance que, ce système étant incapable d'offrir une quelconque perspective aux jeunes, il ne lui restait plus qu'à se préparer à les matraquer. Mais cette conviction (que je continue de croire fondée) était loin de rendre compte de la portée, de la profondeur et de la gravité du phénomène dont ce colloque était un moment.

C'est à établir cela que le livre publié par Loïc Wacquant dans la collection «Raison d'agir» s'emploie avec clarté et talent. Sous le titre Les prisons de la misère, ce sociologue français résidant depuis des années aux Etats-Unis retrace la genèse, le travail d'élaboration, puis le processus d'internationalisation d'un renversement fondamental intervenu dans les vingt dernières années. Il montre surtout comment le thème de campagne électorale de Rudolph Giuliani pour prendre la mairie de New York en 1993, celui de la «tolérance zéro», constituait le pendant, ou plutôt la touche finale d'un processus plus profond et plus large, entamé en Grande-Bretagne par M. Thatcher et

aux Etats-Unis par R. Reagan sur les plans économique et politique : la fin des «Etats-Providence».

La première vertu de son travail est ainsi de mettre en perspective le problème de la «violence urbaine», et d'abord de montrer que cette catégorie a été construite de toute pièce. Elle est aussi de démontrer que toute tentative de la saisir en tant que telle, comme une catégorie isolée, interdite à la fois de la comprendre et de résister à l'usage qu'en font les gouvernements. La lutte contre «la violence», la chasse aux «jeunes», le quadrillage (ou la police «de proximité» de Chevènement) des banlieues, les menaces sur les allocations familiales des «parents négligents», le renforcement des peines encourues au tribunal, la multiplication des emprisonnements, en somme ce que Loïc Wacquant résume en «transformation de l'Etat providence en Etat pénitence», ce ne sont pas des mesures pour apaiser une population irritée par des «incivilités». C'est la contrepartie, le complément nécessaire dans une société qui a répandu de manière foudroyante la précarité dans la masse des populations.

«CRIMINALISER»

LES VICTIMES

Nous avons tendance à nous contenter d'une équation dictée par le bon sens : il y a le chômage de masse ; les populations les plus fragiles en sont victimes ; les jeunes en particulier ne peuvent plus espérer s'insérer dans cette société ; l'ennui, la rage les poussent à la délinquance ; la société (= les «encore intégrés») se protège. Cette explication, si couramment partagée, ne suffit pas. Pire : sous les dehors d'un «effort de compréhension» pour ces pauvres

petits désemparés, elle masque les racines du phénomène.

La formule de Loïc Wacquant est infiniment plus claire : la criminalisation de la misère est le complément de la généralisation de l'insécurité sociale et salariale. Autrement dit, après avoir saccagé en quelque vingt ans toutes les bases de sécurité de l'emploi, après avoir plongé des dizaines de millions d'hommes et de femmes dans l'insécurité des travaux précaires et successifs, après avoir sapé les garanties statutaires mais aussi les protections sociales (maladie, retraites, aléas de la vie professionnelle), après avoir créé la catégorie massive des SDF-travailleurs à temps plein (des «working poor»), le capital et ses gouvernements ont entrepris de stigmatiser la misère, de donner la chasse aux pauvres.

Les preuves qu'en donne l'auteur sont parfaitement étayées. La première et la plus spectaculaire est la montée vertigineuse de l'emprisonnement, et en particulier celui des plus pauvres, les Noirs et les Hispanos américains. Capitalisme conséquent : une « industrie de l'enfermement » est née, avec la construction de prisons privées, bénéficiant d'un excellent retour sur investissement... Il suit à la trace la traînée de poudre de ce phénomène : en Grande-Bretagne d'abord, et surtout pour une raison politique (plus que par une sorte de «cousinage» historique ou linguistique) : Thatcher est le modèle de Reagan ; puis en France et partout en Europe aujourd'hui. Le Colloque de Villepinte en est une manifestation ; l'alourdissement des peines attribuées dans les tribunaux, le resserrement des liens école/justice/police, etc., en sont d'autres expressions.

L'auteur suit en parallèle la traînée

de poudre des chantres, des plumitifs à la solde, des «intellectuels» aux ordres. Il rappelle avec raison cet article odieux publié dans le Monde le 4 septembre 1998 et intitulé «Républicains, n'ayons pas peur !», signé par Régis Debray, Jacques Juillard, Max Gallo, Blandine Kriegel, Olivier Mongin, Mona Ozouf, Anicet Le Pors et Paul Thibaud, appel à la répression des jeunes par les professeurs, et des professeurs par les proviseurs s'ils ne veulent pas réprimer les jeunes ; appel à manier la trique (demain, les fusils, si ça ne suffit pas ?), appel hargneux de véritables «chiens de garde» qui ont en commun de présenter le «marché» et ses exigences comme des phénomènes «naturels» contre lesquels on ne peut guère espérer qu'une «régulation» (ce qui amène la plupart à préférer Jospin à Juppé, choix qu'ils présentent tous comme les deux seuls termes de l'alternative à laquelle tout le monde devra se résoudre...)

Cependant, et c'est peut-être le seul reproche à ce travail en tout point précieux : Loïc Wacquant surestime à mon avis le rôle du Think tank (sorte de réunion de «crânes d'œufs») néo-conservateur qui aurait, selon lui, conçu et élaboré le concept repris par Giuliani à New York... et par Allègre en janvier 2000 à Paris ! Il y a un danger à présenter ce phénomène comme relevant d'une sorte de complot mondial, dont le centre serait bien identifiable et les relais connus. Il paraît plus juste et plus décisif pour l'armement de ceux qui entendent combattre ces phénomènes de dire que les exigences du capital à un moment donné trouvent toujours les relais «idéologiques» dont elles ont besoin ; qu'après avoir mis en lumière l'unité profonde de

ces modifications introduites par le capital pour ses besoins propres, le plus important n'est pas de suivre la filière de l'idée, mais de repérer la cause première. Et que celle-ci s'appelle «capitalisme».

Cependant, nous ne saurions reprocher au sociologue de s'intéresser à la genèse d'un concept, au cheminement d'un subterfuge intellectuel. C'est même ce que nous attendons de lui. Et il serait probablement très important que nous donnions dans Carré rouge les résultats de travaux de ce genre. Non qu'ils suffisent par eux-mêmes à faire avancer en quoi que ce soit les luttes des salariés et des jeunes, ou, pour rester encore plus vague, le combat pour l'émancipation. Mais parce que nous sommes empêtrés, à notre insu ou, au mieux, à notre corps défendant, dans les filets idéologiques que jettent sans cesse les classes dominantes pour entraver notre résistance, et que montrer les mailles de ces filets, les détricoter constitue la première aide au combat. Mais aussi parce que nous ne saurions croire que la lutte contre ce système peut se passer d'un combat pied à pied sur le plan idéologique, d'une lutte sur le terrain des symboles, de l'imaginaire. Bernard Friot a bien raison de rappeler dans son article paru dans les Temps modernes (janvier 2000) que l'imaginaire, c'est précisément le terrain du politique. C'est donc aussi celui de Carré rouge.

brer, sa situation d'ectoplasme de plus en plus réduit à sa nature historique d'homme de main du capitalisme, les liens que nous avons dans l'activité militante avec les militants de la gauche révolutionnaire (dans toutes ses composantes), tout cela nous impose d'affronter avec la plus grande précision la question du stalinisme.

Nous l'avons dit ici à propos du 16 octobre et de ses suites. Vincent Présumey nous renvoie la balle en montrant qu'un manque de clarté sur le stalinisme affaiblit, sinon obère, le livre écrit en collaboration par Jean-Pierre Page, seul membre du Comité national du PCF à avoir pris très clairement position contre la guerre de l'OTAN et François Chesnais. Présumey écrit ce que d'autres proches de Carré Rouge ont dit oralement. L'avertissement est clair et nous en prenons acte.

Mais il y a des raisons plus fondamentales de ne pas faire l'impasse sur le stalinisme. C'est à cette dictature sur la classe ouvrière et contre elle que nous devons de vivre la période nouvelle comme que nous la vivons. C'est l'ampleur de ses ravages en URSS, le degré difficilement mesurable de sa nocivité, qui expliquent que la révolution politique, qui s'est effectivement manifestée à Berlin, à Budapest, à Varsovie et à Gdansk, à Prague, n'a pas pu se manifester en URSS. La dictature stalinienne y avait accompli un travail contre-révo-

lutionnaire, destructeur, d'une ampleur telle que la société soviétique ne s'en est jamais relevée. La guerre en Tchétchénie est celle d'un gouvernement aux relents stalinien. Elle est presque ouvertement autorisée par les banques internationales et les puissances membres de l'OTAN, au nom du travail que les cliques au pouvoir ont fait et vont faire pour soumettre encore plus étroitement la société russe au capital financier mondial.

Mais la situation politique française est aussi marquée par l'action des héritiers du stalinisme. L'essence du stalinisme en France, c'est le rôle joué à chaque moment par le PCF pour stopper les luttes, en certaines occasions en se dressant contre elles frontalement, en toutes occasions en les affaiblissant, en les désorganisant. Il n'y aurait pas de gouvernement Jospin sans Robert Hue et Robert Hue est l'héritier de Maurice Thorez, n'en déplaise à ceux qui se dressent contre le premier au nom du second. Son «je n'aurais pas fait grève si j'étais cheminot» du mois de juin dernier fait indéniablement écho, de façon pitoyable sans doute, au «la grève, arme des trusts» lancé par Maurice Thorez contre les mineurs en 1946. C'est notre devoir de le rappeler aujourd'hui aux militants des fédérations du PCF du Pas-de-Calais et du Nord. C'est la condition préalable de toute réflexion sérieuse pour avan-

cer. Sans la présence des ministres du PCF dans le gouvernement Jospin, les lois Aubry, la poursuite rigoureuse de la politique Juppé dans la santé, les attaques contre le système des retraites n'auraient pas pu être menées comme elles le sont. La participation de la France à la guerre de l'OTAN aurait été infiniment plus difficile.

Mais la lutte des classes ne connaît pas d'interruption... Et si les lois Aubry ont organisé comme jamais l'émiettement des salariés entreprise par entreprise, si elles n'ont pu le faire qu'avec l'appui du PCF (Gremetz compris), leur application dans la Fonction publique (avec les mêmes objectifs d'y faire progresser la flexibilité, l'annualisation, la précarisation dans tous les secteurs, Education nationale comprise) risque de se heurter, comme en 1995, au fait que ce secteur n'a pas pu encore être complètement démantelé...

Ceux qui s'intéressent à Carré rouge en seront, d'autant plus efficacement qu'ils affronteront, dans un même mouvement, la réflexion sur les conditions dans lesquelles ce combat inévitable peut déboucher sur une issue politique aujourd'hui complètement obscurcie par les cadavres et les fantômes de ce siècle terrible.